

Studie

## Mindestlohn bringt mehr Schwarzarbeit 99,1

04.02.2014 · Seit Jahren sinkt die Schwarzarbeit in Deutschland. Nun könnte sich das ändern - durch den Mindestlohn, den höheren Pflege-Beitrag und die „Rente mit 63“, sagt Arbeitsmarktforscher Friedrich Schneider.

Von JANNIK EUTENEUER

Die Pläne der [großen Koalition](#), spätestens Anfang 2015 einen flächendeckenden Mindestlohn einzuführen und den Beitrag zur Pflegeversicherung zu erhöhen, sorgen für mehr Schwarzarbeit in Deutschland. Zu diesem Schluss kommt der Linzer Arbeitsmarktexperte Friedrich Schneider in einer gemeinsamen Studie mit dem Institut für Angewandte Wirtschaftsforschung in Tübingen.

Die Wirtschaftsforscher gehen davon aus, dass die Schattenwirtschaft in diesem Jahr um rund 2 Milliarden auf 338,5 Milliarden Euro zurückgehen wird. Der Rückgang fällt damit geringer aus als in den vergangenen Jahren.

Bereits seit dem Jahr 2003 arbeiten Menschen in Deutschland weniger schwarz, haben die Forscher ermittelt - einzige Ausnahme war das Jahr 2009 gewesen: Wegen der Rezession infolge der Finanzkrise. Als Gründe für den zu erwartenden abermaligen Rückgang nennen die Wissenschaftler das voraussichtlich solide Wirtschaftswachstum in diesem Jahr und die damit einhergehende [entspannte Situation auf dem Arbeitsmarkt](#).

### Die „Rente mit 63“ macht Schwarzarbeit attraktiver

In den vergangenen Jahren hatten Arbeitsmarktreformen wie die Einführung von Minijobs und die von 400 auf 450 Euro erhöhten Obergrenzen großen Anteil daran, dass die Schwarzarbeit sank. Diese Entwicklung könnte sich ab dem kommenden Jahr jedoch umkehren, warnt Schneider: Unternehmen würden versuchen, den geplanten Mindestlohn von 8,50 Euro je Stunde zu umgehen - mittels illegaler Beschäftigung. Der Umfang der Schattenwirtschaft soll dadurch um mehr als eine Milliarde Euro zunehmen.

Auch die Absicht, den Beitrag zur Pflegeversicherung zu erhöhen und [die Pläne zur Rente mit 63](#) treibe mehr Menschen in die Schwarzarbeit, prognostiziert Schneider. Höhere Sozialversicherungsbeiträge erhöhen den Anreiz, in die Schwarzarbeit auszuweichen, weil die Differenz zwischen Brutto- und Nettoeinkommen zunimmt. Knapp zwei Milliarden Euro zusätzlich sollen durch diese beiden Vorhaben in der Schattenwirtschaft umgesetzt werden.

Weitere fünf Milliarden Euro würden alleine wegen der sogenannten Kalten Progression pro Jahr zusätzlich in der Schattenwirtschaft umgesetzt. Kalte Progression bewirkt, dass Arbeitnehmer weniger Einkommen zur Verfügung haben, auch wenn die Realeinkommen trotz Inflation konstant bleiben. Ursache dafür ist, dass die steigenden Nominallöhne höher besteuert werden.

Insgesamt gehen Staat und Sozialversicherungsträgern zwischen 50 und 60 Milliarden Euro pro Jahr aufgrund der Schattenwirtschaft verloren, schätzen die Wissenschaftler.

Als Schattenwirtschaft bezeichnen sie in ihrer Studie vor allem Schwarzarbeit, beziehen jedoch auch kriminelle Aktivitäten ein. Da Schwarzarbeit nicht direkt messbar ist, erfassen die Arbeitsmarktexperten für ihre Studie Fakten, die die Bereitschaft zur Schwarzarbeit beeinflussen.

## Beschäftigung

# Arbeitsagentur: Mehr Bulgaren und Rumänen beziehen Hartz IV 99,2

05.02.2014 · Immer mehr Bulgaren und Rumänen beantragen Hartz IV, hat die Bundesagentur für Arbeit ermittelt. Als ein Grund gilt, dass viele Hilfeempfänger ihre Familien nachholen.



© DPA

Dortmund gehört zu den deutschen Großstädten, die mehr Hilfe verlangen für Migranten.

Die Zahl der auf Hartz IV angewiesenen Bulgaren und Rumänen in Deutschland hat nach Erkenntnissen der Bundesagentur für Arbeit (BA) im vergangenen Jahr deutlich zulegt. Im September 2013 hätten mehr als 40.000 Menschen aus beiden Ländern Arbeitslosengeld II bezogen. Das seien 48 Prozent mehr als im Jahr davor, geht aus einem internen BA-Vorstandspapier hervor. „Die absoluten Zahlen sind aber weiter unscheinbar“, heißt es in dem Dossiers. Neuere Zahlen lägen noch nicht vor. Über die Entwicklung hatte zuerst die „Bild“-Zeitung berichtet.

Eine BA-Sprecherin berichtete, ein Grund für den Anstieg sei, dass viele der bereits in Deutschland lebenden und auf Hilfe angewiesenen Bulgaren und Rumänen ihre Familien nachgeholt hätten. Nach ihren Angaben bezögen außerdem manche der aus Südosteuropa stammenden Selbständigen Hartz-IV-Leistungen, die von ihrem freiberuflichen Einkommen nicht leben können.

## Malika Sorel : «Le pouvoir bascule dans la préférence étrangère» 99,3

Publié le 06/02/2014 à 17:12



**INTERVIEW - Malika Sorel-Sutter, spécialiste des questions d'intégration, décrypte la nouvelle feuille de route du gouvernement avec 44 propositions pour lutter contre les discriminations.**



Malika Sorel-Sutter est ancien membre du collège du Haut Conseil à l'Intégration et de sa mission Laïcité. Elle est administrateur de l'association de Défense et de géopolitique Géostratégies 2000. Elle est notamment l'auteur d'«Immigration, intégration: le langage de vérité». Fayard/Mille et une nuits, 2011

Les 5 rapports sur l'[intégration](#) remis au Premier ministre en décembre 2013 avaient suscité un tollé. Itélé a révélé ce mercredi soir la nouvelle feuille de route du gouvernement avec 44 propositions pour lutter contre les discriminations. S'agit-il d'un projet réellement nouveau ou d'un retour aux rapports qui ont fait scandale en décembre 2013?

Malika Sorel-Sutter: L'habillage est différent, mais la philosophie est la même. Elle consiste à attribuer la responsabilité de l'échec de l'intégration aux Français qui entraveraient la réussite des immigrés et de leurs descendants et c'est à ce titre qu'il convient de lutter contre les discriminations. La feuille de route s'ouvre en rappelant qu'elle vient après [le rapport Tuot](#) et les cinq rapports remis au Premier ministre et qu'elle s'inscrit, en quelque sorte, dans la continuité. C'est une manière de rappeler sa filiation. C'est bien la preuve que, contrairement aux dénégations qui avaient été formulées en décembre par le pouvoir politique, la publication des cinq rapports sur le site de Matignon correspondait bien à une intention politique de fond.

«La décision d'autoriser ou non le voile reposerait désormais sur les épaules des chefs d'établissements.»

Dans cette feuille de route, on retrouve notamment ce qui avait choqué dans les cinq rapports au sujet de l'enseignement des langues étrangères, alors qu'il faudrait se focaliser sur la transmission de la langue française. Nous savons en effet que c'est l'une des raisons majeures de la sur-représentation des enfants de l'immigration dans l'échec scolaire comme en attestent, une nouvelle fois, les dernières enquêtes Pisa et comme cela est également mentionné dans la feuille de route. La langue participe aussi, par ailleurs, à la transmission de la culture.

Les précédents rapports prévoyaient de revenir sur l'interdiction du port du voile à l'école. Qu'en est-il de cette mesure?

L'abrogation de la loi de 2004 sur l'interdiction du voile à l'école n'est plus mentionnée, mais la feuille de route s'aligne sur la décision récente du Conseil d'État qui consiste en quelque sorte à abroger la [loi Chatel](#) sur l'accompagnement des [mères voilées](#) dans le cadre des sorties scolaires. La décision d'autoriser ou non le voile reposerait désormais sur les épaules des chefs d'établissements. Nous revenons à la case départ, lorsque [Lionel Jospin](#) s'était tourné vers le Conseil d'État.

Quelles sont les éventuelles mesures nouvelles? Prennent-elles le contre-pied des précédents rapports?

Les mesures qui n'apparaissaient pas dans les précédents rapports ne sont en aucun cas des mesures qui

«Il y a bien une volonté de surveillance généralisée au travers de plusieurs mesures»

auraient pu prétendre faire partie d'une quelconque politique d'intégration. Ainsi en est-il de la mesure 39 qui consiste à renforcer l'offre publique de médias multilingues, ou encore de la création d'un office franco-maghrébin pour la jeunesse, qui aurait vocation à devenir «un organisme public». De même, la [feuille de route](#) mentionne l'«accompagnement individualisé des primo-arrivants par des référents de l'OFII, dans une dynamique d'accès le plus rapide au droit commun (éducation, emploi, logement, droits sociaux...)». Comme chacun sait et comme en atteste le niveau de sa dette, la France est immensément riche!

La feuille de route prévoit notamment des mesures de «testing». De quoi s'agit-il exactement? Existe-t-il un risque de dérive vers un système de surveillance généralisée?

Clairement, il y a bien une volonté de surveillance généralisée au travers de plusieurs mesures dont la mesure 17, qui consiste à effectuer du «testing» auprès des milieux médicaux pour traquer les éventuels refus de soins. De même pour la mesure 26, qui stipule que l'État doit s'assurer que la fonction publique incarne bien «la diversité de la société française dans toutes ses composantes et à tous les niveaux de responsabilité.»

«Des Français de souche européenne seront mis de côté uniquement parce qu'ils ne sont pas de la bonne ascendance biologique. C'est du racisme anti-Français.»

Au sein de l'administration, l'une des pistes développées dans la feuille de route consisterait à «ouvrir et élargir les concours à des populations pour lesquelles la fonction publique reste trop souvent méconnue». Peut-on parler de discrimination positive?

Oui, le pouvoir bascule vers la préférence étrangère. Cela se lit très bien au travers de plusieurs mesures comme, entre autres, la mesure 29: «Cette démarche conduira le gouvernement à promouvoir l'obtention du Label Diversité par l'ensemble des administrations publiques (...). A retenir en particulier: la mise en place de classes préparatoires intégrées, la formation des membres de jury de concours sur les stéréotypes, le développement des recrutements hors concours (...)» De nombreuses mesures sont destinées à donner la préférence aux personnes d'origine extra-européenne. Ce qui se traduira mécaniquement par le fait que des Français de souche européenne seront mis de côté uniquement parce qu'ils ne sont pas de la bonne ascendance biologique. C'est du racisme anti-Français.

Le gouvernement est-il tout simplement en train d'enterrer sans le dire le modèle républicain d'intégration au profit d'un modèle de type multiculturaliste?

Le mot «discrimination» apparaît 73 fois et le mot «droits» 60 fois, tandis que le mot «devoir» apparaît moins de 10 fois. L'axe du rapport est énoncé dans la feuille de route: «il ne doit plus y avoir de confusion entre intégration et immigration». Or, ces deux sujets sont inséparables si l'on souhaite véritablement conduire une politique d'intégration! Nous ne sommes plus du tout dans une approche politique d'égalité des moyens, mais dans une politique d'égalité des droits. C'est la consécration de la déresponsabilisation totale des immigrés et de leurs descendants. Clairement, le modèle français d'intégration, qui prend en compte l'existence d'une identité culturelle française, disparaît. Il convient de permettre à toutes les cultures présentes sur le sol français d'être

prises en considération et cela va très loin, puisque la feuille de route veut mettre en route: «le développement d'un dispositif d'observation de la présence des langues des migrants dans les différents secteurs de la vie sociale, économique et culturelle de notre pays».

«Le projet est clairement affiché. Il s'agit de rééduquer les Français en leur inculquant ce que la bien-pensance identifie comme la pensée juste.»

En toute cohérence avec la politique conduite depuis le début de ce quinquennat, un étranger qui foule le sol français est appelé à devenir français quasiment automatiquement. Il n'y a donc plus de processus d'intégration. D'ailleurs, la Direction de l'accueil et de l'intégration a déjà été transformée en Direction Générale des Étrangers en France. Dès l'entrée en matière, la feuille de route rappelle que «La politique de naturalisation a été profondément remaniée» par le biais de «la circulaire d'octobre 2012 et l'instruction de juin 2013 (...) et les décrets d'août 2013 modifiant les conditions d'instruction des dossiers de demandes de naturalisations par les préfetures, en visant une meilleure harmonisation et une plus grande efficacité.» [Le Figaro avait récemment fait état dans ses colonnes de l'augmentation des régularisations de clandestins et des naturalisations.](#) Rappelons également que ces circulaires et autres décrets émanent du ministère de l'Intérieur.

Le modèle républicain est pourtant plébiscité par la majorité des français. Comme expliquez-vous ce renoncement? Quel est le projet idéologique du gouvernement?

Le projet est clairement affiché. Il s'agit de rééduquer les Français en leur inculquant ce que la bien-pensance identifie comme la pensée juste. En conséquence, «des plans de formation du personnel éducatif en matière de lutte contre les discriminations devront être déployés». De même pour «les professionnels du secteur médico-social» et «les agents de Pôle Emploi». Nous sommes confrontés à une volonté de changer le peuple au travers du changement en profondeur de tout son référentiel culturel. Il n'y a d'ailleurs pas que dans ce domaine de l'intégration que cette idéologie est à l'oeuvre. Nous la voyons également se déployer dans le registre de l'égalité hommes/femmes avec les fameux ABCD de l'égalité qui ne sont pas autre chose, par certains aspects, qu'une entreprise de lavage de cerveau des enfants. Pour avoir travaillé sur cette question de l'égalité hommes/femmes, je peux dire que, là aussi, le gouvernement fait fausse route.

Face au défi de la mondialisation, notre modèle ne doit-il pas nécessairement s'adapter?

«L'abandon du modèle républicain engage officiellement la France sur la voie de la libanisation.»

En réalité, le modèle d'intégration français n'a jamais vraiment été appliqué pour l'immigration extra-européenne. Depuis les années 80, les élites politiques ont versé dans l'accommodement de nos principes républicains. Peu à peu, ils les ont vidés de leur contenu, et pour faire diversion ont tout de même continué à s'y référer. En outre, il n'y a eu aucune volonté de réduire de manière drastique les flux migratoires. Or ils constituent l'un des vecteurs principaux du ré-enracinement des enfants de l'immigration dans la culture de leurs pays d'origine. La feuille de route n'aborde absolument pas ce point crucial sur lequel il est urgent d'agir. Alors que ces enfants avaient besoin, plus encore que les autres, de la transmission de la culture française, les ministres de l'Éducation successifs ont le plus souvent engagé des réformes qui se sont traduites sur le terrain, donc entre les murs de l'école, par une dépréciation d'exigences. La droite qui a longtemps gouverné durant ces trente dernières années doit faire son examen de conscience et renouer avec la défense des intérêts de la France et de son peuple. Notre modèle d'intégration garantissait la concorde civile. Son abandon engage officiellement la France sur la voie de la libanisation.

## Bundesverfassungsgericht - Pressestelle - 99,6

Pressemitteilung Nr. 9/2014 vom 7. Februar 2014

Beschlüsse vom [17. Dezember 2013](#) und [14. Januar 2014](#)  
2 BvR 1390/12 (teilweise abgetrennt als 2 BvR 2728/13)  
2 BvR 1421/12 (teilweise abgetrennt als 2 BvR 2729/13)  
2 BvR 1438/12 (teilweise abgetrennt als 2 BvR 2730/13)  
2 BvR 1439/12  
2 BvR 1440/12  
2 BvR 1824/12 (teilweise abgetrennt als 2 BvR 2731/13)  
2 BvE 6/12 (teilweise abgetrennt als 2 BvE 13/13)

---

### Hauptsacheverfahren ESM/EZB: Urteilsverkündung sowie Vorlage an den Gerichtshof der Europäischen Union

---

Der Zweite Senat des Bundesverfassungsgerichts wird auf Grundlage der mündlichen Verhandlung vom 11. und 12. Juni 2013 (siehe Pressemitteilungen [Nr. 29/2013](#) vom 19. April 2013 und [Nr. 36/2013](#) vom 14. Mai 2013) am

**Dienstag, 18. März 2014, 10.00 Uhr,  
im Sitzungssaal des Bundesverfassungsgerichts,  
Amtssitz „Waldstadt“, Rintheimer Querallee 11, 76131 Karlsruhe**

sein Urteil zu den Verfahrensgegenständen im Zusammenhang mit der Einrichtung des Europäischen Stabilitätsmechanismus (ESM) und mit dem Vertrag vom 2. März 2012 über Stabilität, Koordinierung und Steuerung in der Wirtschafts- und Währungsunion (Fiskalpakt) verkünden. Die Akkreditierungsbedingungen werden zu einem späteren Zeitpunkt bekannt gegeben; derzeit sind noch keine Akkreditierungen möglich.

Die Verfahrensgegenstände, die sich auf den OMT-Beschluss des Rates der Europäischen Zentralbank vom 6. September 2012 beziehen, hat der Senat abgetrennt, diese Verfahren ausgesetzt und dem Gerichtshof der Europäischen Union mehrere Fragen zur Vorabentscheidung vorgelegt. Gegenstand der Vorlagefragen ist insbesondere, ob der OMT-Beschluss mit dem Primärrecht der Europäischen Union vereinbar ist. Nach Auffassung des Senats sprechen gewichtige Gründe dafür, dass er über das Mandat der Europäischen Zentralbank für die Währungspolitik hinausgeht und damit in die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten übergreift sowie gegen das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung verstößt. Der Senat neigt deshalb zur Annahme eines Ultra-vires-Aktes, hält es aber für möglich, durch eine einschränkende Auslegung des OMT-Beschlusses im Lichte der Verträge zu einer Konformität mit dem Primärrecht zu gelangen. Die Entscheidung ist mit 6:2 Stimmen ergangen; die Richterin Lübke-Wolff und der Richter Gerhardt haben jeweils ein Sondervotum abgegeben.

#### **Zum Sachverhalt:**

Die Beschwerdeführer der Verfassungsbeschwerden und die Antragstellerin des Organstreitverfahrens wenden sich bei verständiger Würdigung ihrer Anträge zum einen gegen die Mitwirkung der Deutschen Bundesbank an der Umsetzung des Beschlusses des Rates der Europäischen Zentralbank vom 6. September 2012 über Technical features of Outright Monetary Transactions („OMT-Beschluss“), zum anderen dagegen, dass die Bundesregierung und der Deutsche Bundestag in Ansehung dieses Beschlusses untätig geblieben sind. Im OMT-Beschluss ist vorgesehen, dass das Europäische System der Zentralbanken Staatsanleihen ausgewählter Mitgliedstaaten in unbegrenzter Höhe ankaufen kann, wenn und solange diese Mitgliedstaaten zugleich an einem mit der Europäischen Finanzstabilisierungsfazilität (EFSSF) oder dem Europäischen Stabilitätsmechanismus (ESM) vereinbarten Reformprogramm teilnehmen. Erklärtes Ziel ist die Sicherstellung einer ordnungsgemäßen geldpolitischen Transmission und der Einheitlichkeit der Geldpolitik. Der OMT-Beschluss ist bislang nicht umgesetzt worden.

#### **Wesentliche Erwägungen des Senats:**

1. Die Kontrollaufgabe des Bundesverfassungsgerichts erstreckt sich nach ständiger Rechtsprechung darauf, ob Handlungen von Organen und Einrichtungen der Europäischen Union auf ersichtlichen Kompetenzüberschreitungen beruhen oder den nicht übertragbaren Bereich der durch Art. 79 Abs. 3 GG geschützten Verfassungsidentität des Grundgesetzes betreffen.

2. Verstieße der OMT-Beschluss gegen das währungspolitische Mandat der Europäischen Zentralbank oder gegen das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung, läge darin ein Ultra-vires-Akt.

a) Nach der Honeywell-Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts

(BVerfGE 126, 286) ist dazu ein hinreichend qualifizierter Verstoß erforderlich. Dieser setzt voraus, dass das kompetenzwidrige Handeln der Unionsgewalt offensichtlich ist und der angegriffene Akt im Kompetenzgefüge zu einer strukturell bedeutsamen Verschiebung zulasten der Mitgliedstaaten führt.

b) Die Verträge enthalten ein auf die Währungspolitik beschränktes Mandat der Europäischen Zentralbank (Art. 119 und 127 ff. AEUV und Art. 17 ff. EZB-Satzung). Sie ist nicht zu einer eigenständigen Wirtschaftspolitik ermächtigt, sondern darauf beschränkt, die Wirtschaftspolitik in der Union zu unterstützen (Art. 119 Abs. 2, Art. 127 Abs. 1 Satz 2 AEUV; Art. 2 Satz 2 EZB-Satzung). Geht man - vorbehaltlich der Auslegung durch den Gerichtshof der Europäischen Union - davon aus, dass der OMT-Beschluss als eigenständige wirtschaftspolitische Maßnahme zu qualifizieren ist, so verstößt er offensichtlich gegen diese Kompetenzverteilung. Diese Kompetenzverschiebung wäre auch strukturell bedeutsam, denn der OMT-Beschluss kann Hilfsmaßnahmen im Rahmen der „Eurorettungspolitik“ überlagern, die zum Kernbereich der wirtschaftspolitischen Kompetenz der Mitgliedstaaten rechnen (vgl. Art. 136 Abs. 3 AEUV). Zudem können die Outright Monetary Transactions zu einer erheblichen Umverteilung zwischen den Mitgliedstaaten führen und damit Züge eines Finanzausgleichs annehmen, den die europäischen Verträge nicht vorsehen.

c) Auch soweit der OMT-Beschluss gegen das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung (Art. 123 Abs. 1 AEUV) verstoßen sollte, läge darin eine offensichtliche und strukturell bedeutsame Kompetenzüberschreitung. Der Verstoß wäre offensichtlich, weil das Primärrecht das Verbot ausdrücklich normiert und Kompetenzen der Europäischen Zentralbank insoweit zweifelsfrei ausschließt. Er wäre auch strukturell bedeutsam, denn das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung ist eine der zentralen Regeln für die Ausgestaltung der Währungsunion als Stabilitätsunion. Zudem sichert es die haushaltspolitische Gesamtverantwortung des Deutschen Bundestages ab.

3. Die Bejahung eines Ultra-vires-Aktes in diesem Sinne löste Unterlassungs- und Handlungspflichten deutscher Staatsorgane aus. Diese sind vor dem Bundesverfassungsgericht jedenfalls insoweit einklagbar, als sie sich auf Verfassungsorgane beziehen.

a) Aus der Integrationsverantwortung erwächst für den Bundestag und die Bundesregierung die Pflicht, über die Einhaltung des Integrationsprogramms zu wachen und bei offensichtlichen und strukturell bedeutsamen Kompetenzüberschreitungen durch Organe der Europäischen Union aktiv auf die Einhaltung des Integrationsprogramms hinzuwirken. Eine Kompetenzanmaßung können sie nachträglich legitimieren, indem sie eine Änderung des Primärrechts anstoßen und die in Anspruch genommenen Hoheitsrechte im Verfahren nach Art. 23 Abs. 1 Satz 2 und 3 GG förmlich übertragen. Soweit dies nicht möglich oder nicht gewollt ist, sind sie dagegen grundsätzlich verpflichtet, im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen mit rechtlichen oder mit politischen Mitteln auf die Aufhebung vom Integrationsprogramm nicht gedeckter Maßnahmen hinzuwirken sowie - solange die Maßnahmen fortwirken - geeignete Vorkehrungen dafür zu treffen, dass die innerstaatlichen Auswirkungen der Maßnahmen so weit wie möglich begrenzt bleiben. b) Ein Verstoß gegen diese Pflichten verletzt subjektive, mit der Verfassungsbeschwerde rügefähige Rechte der Wahlberechtigten. Nach gefestigter Rechtsprechung des Senats ist Art. 38 Abs. 1 Satz 1 GG verletzt, wenn das Wahlrecht in einem für die politische Selbstbestimmung des Volkes wesentlichen Bereich leerzulaufen droht. Dagegen gewährt Art. 38 Abs. 1 Satz 1 GG keinen Anspruch auf eine Rechtmäßigkeitskontrolle demokratischer Mehrheitsentscheidungen durch das Bundesverfassungsgericht.

Gegenüber offensichtlichen und strukturell bedeutsamen Kompetenzüberschreitungen durch die europäischen Organe hat der Schutz aus Art. 38 Abs. 1 Satz 1 GG auch eine verfahrensmäßige Komponente: Der wahlberechtigte Bürger hat zur Sicherung seiner demokratischen Einflussmöglichkeit im Prozess der europäischen Integration grundsätzlich ein Recht darauf, dass eine Verlagerung von Hoheitsrechten nur in den dafür vorgesehenen Formen erfolgt, die bei einer eigenmächtigen Kompetenzanmaßung jedoch unterlaufen werden. Der Bürger kann deshalb verlangen, dass Bundestag und Bundesregierung sich aktiv mit der Frage auseinandersetzen, wie die Kompetenzordnung wiederhergestellt werden kann, und eine positive Entscheidung darüber herbeiführen, welche Wege dafür beschritten werden sollen. Ein Ultra-vires-Akt kann ferner Gegenstand eines Organstreits sein.

4. Vorbehaltlich der Auslegung durch den Gerichtshof der Europäischen Union ist der OMT-Beschluss nach Einschätzung des Bundesverfassungsgerichts mit dem Primärrecht unvereinbar; eine andere Beurteilung könnte allerdings bei einer primärrechtskonformen Auslegung des OMT-Beschluss geboten sein.

a) Der OMT-Beschluss dürfte nicht vom Mandat der Europäischen Zentralbank gedeckt sein. Die Währungspolitik ist nach Wortlaut, Systematik und Zielsetzung der Verträge insbesondere von der primär den Mitgliedstaaten zustehenden Wirtschaftspolitik abzugrenzen. Für die Abgrenzung kommt es auf die objektiv zu bestimmende unmittelbare Zielsetzung einer Maßnahme, die zur Erreichung dieses Ziels gewählten Mittel sowie ihre Verbindung zu anderen Regelungen an. Für die Einordnung des OMT-Beschlusses als wirtschaftspolitische Maßnahme spricht die unmittelbare Zielsetzung, Zinsaufschläge auf Staatsanleihen

einzelner Mitgliedstaaten des Euro-Währungsgebietes zu neutralisieren. Diese beruhen nach Auffassung der Europäischen Zentralbank teilweise auf einer Furcht der Anleger vor einer Reversibilität des Euro; nach Ansicht der Bundesbank spiegeln solche Zinsaufschläge dagegen nur die Skepsis der Marktteilnehmer wider, dass einzelne Mitgliedstaaten eine hinreichende Haushaltsdisziplin einhalten werden, um dauerhaft zahlungsfähig zu bleiben. Auch der selektive Ankauf von Staatsanleihen nur einzelner Mitgliedstaaten ist ein Indiz für die Qualifikation des OMT-Beschlusses als wirtschaftspolitische Maßnahme, denn dem geldpolitischen Handlungsrahmen des Europäischen Systems der Zentralbanken ist eine zwischen einzelnen Mitgliedstaaten differenzierende Vorgehensweise grundsätzlich fremd. Die Parallelität mit Hilfsprogrammen der EFSF bzw. des ESM sowie das Risiko, deren Zielsetzung und Auflagen zu unterlaufen, erhärten diesen Befund. Der vom OMT-Beschluss vorgesehene Ankauf von Staatsanleihen zur Entlastung einzelner Mitgliedstaaten erscheint insoweit als funktionales Äquivalent zu einer Hilfsmaßnahme der genannten Institutionen - allerdings ohne deren parlamentarische Legitimation und Kontrolle.

b) Art. 123 Abs. 1 AEUV verbietet der Europäischen Zentralbank, Staatsanleihen unmittelbar von den emittierenden Mitgliedstaaten zu erwerben. Es liegt auf der Hand, dass dieses Verbot nicht durch funktional äquivalente Maßnahmen umgangen werden darf. Die genannten Gesichtspunkte der Neutralisierung von Zinsaufschlägen, der Selektivität des Ankaufs sowie der Parallelität mit EFSF- und ESM-Hilfsprogrammen sprechen dafür, dass der OMT-Beschluss auf eine verbotene Umgehung von Art. 123 Abs. 1 AEUV zielt. Hinzu kommen folgende Aspekte: die Bereitschaft, sich mit Blick auf die zu erwerbenden Anleihen an einem Schuldenschnitt zu beteiligen; das erhöhte Risiko; die Möglichkeit, die erworbenen Staatsanleihen bis zur Endfälligkeit zu halten; der Eingriff in die Preisbildung am Markt und die vom EZB-Rat ausgehende Ermutigung der Marktteilnehmer zum Erwerb der in Rede stehenden Anleihen am Primärmarkt.

c) Die von der Europäischen Zentralbank zur Rechtfertigung des OMT-Beschlusses angeführte Zielsetzung, eine Störung des geldpolitischen Transmissionsmechanismus zu beheben, vermag hieran nach Ansicht des Bundesverfassungsgerichts nichts zu ändern. Dass der Ankauf von Staatsanleihen unter Umständen auch zur Erreichung währungspolitischer Zielsetzungen beitragen kann, macht den OMT-Beschluss als solchen noch nicht zu einer währungspolitischen Maßnahme. Würde man den Kauf von Staatsanleihen bei jeder Störung des geldpolitischen Transmissionsmechanismus zulassen, käme dies einer Befugnis der Europäischen Zentralbank gleich, jede Verschlechterung der Bonität eines Euro-Mitgliedstaates durch den Kauf von Staatsanleihen dieses Staates beheben zu dürfen. Dies würde das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung weitgehend außer Kraft setzen.

d) Der OMT-Beschluss wäre aus Sicht des Bundesverfassungsgerichts jedoch möglicherweise dann nicht zu beanstanden, wenn er primärrechtskonform so ausgelegt oder in seiner Gültigkeit beschränkt würde, dass er die Konditionalität der Hilfsprogramme von EFSF und ESM nicht unterläuft und tatsächlich einen die Wirtschaftspolitik in der Union nur unterstützenden Charakter behält. Mit Blick auf Art. 123 Abs. 1 AEUV setzte dies wohl voraus, dass die Inkaufnahme eines Schuldenschnitts ausgeschlossen werden müsste, Staatsanleihen einzelner Mitgliedstaaten nicht in unbegrenzter Höhe angekauft werden und Eingriffe in die Preisbildung am Markt soweit wie möglich vermieden werden. In der mündlichen Verhandlung und in dem Verfahren vor dem Senat abgegebene Erklärungen der Vertreter der Europäischen Zentralbank deuten darauf hin, dass eine solche primärrechtskonforme Auslegung mit Sinn und Zweck des OMT-Beschlusses durchaus noch vereinbar sein dürfte.

5. Ob der OMT-Beschluss und sein Vollzug auch die Verfassungsidentität des Grundgesetzes verletzen können, ist derzeit nicht sicher absehbar und hängt nicht zuletzt von Inhalt und Reichweite des - primärrechtskonform ausgelegten - OMT-Beschlusses ab.

#### **Abweichende Meinung der Richterin Lübbe-Wolff:**

In dem Bemühen, die Herrschaft des Rechts zu sichern, kann ein Gericht die Grenzen richterlicher Kompetenz überschreiten. Das ist meiner Meinung nach hier geschehen. Die Anträge hätten als unzulässig abgewiesen werden müssen. Die Frage, wie Bundestag und Bundesregierung auf eine Verletzung von Souveränitätsrechten der Bundesrepublik Deutschland, sei sie kriegerischer oder nicht kriegerischer Art, zu reagieren haben, ist nicht sinnvoll im Sinne der Auferlegung bestimmter positiver Handlungspflichten verregelbar. Die Auswahl zwischen den vielfältigen Möglichkeiten der Reaktion, die von bloßen Missfallensbekundungen bis hin zum Austritt aus der Währungsgemeinschaft reichen, kann nur Sache des politischen Ermessens sein. Es verwundert deshalb nicht, dass sich diesbezügliche Regeln weder dem Verfassungstext noch der Rechtsprechungstradition entnehmen lassen.

Die Annahme, dass unter näher bestimmten Voraussetzungen nicht nur positiv-souveränitäts-beschränkende Akte deutscher Bundesorgane, sondern auch eine bloße Untätigkeit bei qualifizierten Übergriffen der Union unter Berufung auf Art. 38 Abs. 1 GG angegriffen werden können, weicht von erst jüngst bekräftigter Rechtsprechung ab, nach der ein Unterlassen von Bundestag oder Bundesregierung mit der Verfassungsbeschwerde nur gerügt werden kann, wenn sich der Beschwerdeführer auf einen ausdrücklichen Auftrag des Grundgesetzes berufen kann, der Inhalt und



Umfang der als verletzt behaupteten Handlungspflicht im Wesentlichen umgrenzt. Auch für Anträge im Organstreitverfahren hat der Senat noch kürzlich festgestellt, dass sie nur gegen ein konkretes Unterlassen zulässig sind, das heißt gegen das Unterlassen einer konkreten als geboten darstellbaren Handlung. Die Annahme, dass unter anderem ein bloßes Unterlassen der Bundesregierung, sich auf der Ebene der Union in bestimmter Weise zu verhalten, zulässiger Gegenstand einer Verfassungsbeschwerde sein kann, stünde zudem in Gegensatz dazu, dass selbst positive Mitwirkungshandlungen der Bundesregierung an Beschlüssen von Organen der Union oder intergouvernementalen Beschlüssen in Angelegenheiten der Union noch vor kurzem zu untauglichen Angriffsgegenständen erklärt worden sind.

**Abweichende Meinung des Richters Gerhardt:**

Ich halte die Verfassungsbeschwerden und den Antrag im Organstreitverfahren, soweit sie den OMT-Beschluss betreffen, für unzulässig. Der vorliegende Beschluss erweitert die Möglichkeit des Einzelnen, über Art. 38 Abs. 1 GG - ohne Rückanbindung an ein materielles Grundrecht - eine verfassungsgerichtliche Kontrolle in Bezug auf Akte von Unionsorganen zu initiieren. Mit der Zulassung einer solchen Ultra-vires-Kontrolle wird die Tür zu einem allgemeinen Gesetzesvollziehungsanspruch geöffnet, den das Grundgesetz nicht kennt.

Die Integrationsverantwortung der deutschen Verfassungsorgane besteht gegenüber der Allgemeinheit, und aus ihr folgt nichts für die Konstruktion eines subjektiven Rechts eines jeden Wahlberechtigten auf Tätigwerden von Verfassungsorganen. Bundesregierung und Bundestag muss bezüglich der Frage, ob ein qualifizierter Ultra-vires-Akt vorliegt, ein vom Bürger hinzunehmender Einschätzungs- und Beurteilungsspielraum zukommen. Der Beschluss geht davon aus, dass eine Kompetenzüberschreitung auch dann offensichtlich sein kann, wenn dem ein längerer Klärungsprozess vorausgeht. Wie schwierig das Kriterium der Offensichtlichkeit zu handhaben ist, zeigt der Fall überdeutlich. Währungs- und Wirtschaftspolitik sind aufeinander bezogen und können nicht strikt unterschieden werden. In der Gesamtschau erscheint mir das Vorbringen, es gehe in erster Linie um die Wiederherstellung des monetären Transmissionsmechanismus, nicht mit der zu fordernden Eindeutigkeit widerlegbar.

Dass der Einzelne das Selbstbefassungsrecht des Bundestags mit Hilfe des Bundesverfassungsgerichts in eine bestimmte Richtung lenken kann, fügt sich nicht in die grundgesetzlichen Rahmenbedingungen parlamentarischer Arbeit. Der Bürger kann mittels Eingaben, über die Parteien und Abgeordneten sowie insbesondere über die Medien auf Art und Ziel der politischen Willensbildung Einfluss nehmen. Der Bundestag hätte ohne weiteres auf politischem Wege den OMT-Beschluss missbilligen, gegebenenfalls auch eine Nichtigkeitsklage androhen, die Reaktion der Europäischen Zentralbank und der Finanzmärkte abwarten und dann weitere Konsequenzen ziehen können. Dass er all dies nicht getan hat, indiziert kein Demokratiedefizit, sondern ist Ausdruck einer Mehrheitsentscheidung für eine bestimmte Politik zur Bewältigung der Staatsschuldenkrise im Euro-Währungsraum.


## Die Angst der Verfassungsrichter 99,10

07.02.2014 · Jetzt entscheidet der Europäische Gerichtshof über das Anleihenkauf-Programm der EZB. Er wird die EZB nicht stoppen. Am Ende kann sich das Verfassungsgericht in einer Falle wiederfinden.

Von HOLGER STELTZNER

[Artikel](#) [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (25)



© REUTERS  Verfassungsgerichts-Präsident Andreas Voßkuhle auf einem Archivfoto.

Nach einem langen und schweren Streit legt der Zweite Senat des Bundesverfassungsgerichts zum ersten Mal in der Geschichte des höchsten deutschen Gerichts [eine Entscheidung dem Gerichtshof der Europäischen Union vor](#). Das ist ein Vorgang von rechtspolitischer Dimension und für die noch längst nicht ausgestandene Euro-Krise von großer Bedeutung. Es geht um mehr als das Ringen der höchsten Richter in Karlsruhe mit den höchsten Richtern in Luxemburg darüber, wer rechtlich und machtpolitisch das größere Gewicht auf die Waage bringt. In der Sache geht es um die Frage, ob die Europäische Zentralbank Staatsanleihen ausgewählter Mitgliedstaaten in unbegrenzter Höhe kaufen darf. Die Antwort darauf ist entscheidend für die Zukunft der Europäischen Währungsunion.

Hier lässt die Stellungnahme der Verfassungsrichter nicht an Deutlichkeit zu wünschen übrig: „Der OMT-Beschluss dürfte nicht vom Mandat der Europäischen Zentralbank gedeckt sein.“ Das Ziel der EZB sei es, die Zinsaufschläge auf Staatsanleihen einzelner Staaten zu neutralisieren. Das sei als Wirtschaftspolitik zu deuten, denn der Geldpolitik sei eine zwischen den Mitgliedstaaten differenzierende Vorgehensweise fremd. Insofern wirke der OMT-Beschluss ähnlich wie der Euro-Rettungsfonds ESM – allerdings ohne parlamentarische Legitimation und Kontrolle. Der EZB sei es verboten, Staatsanleihen unmittelbar von den Staaten zu erwerben. „Es liegt auf der Hand, dass dieses Verbot nicht durch funktional äquivalente Maßnahmen umgangen werden darf.“

Die Neutralisierung von Zinsaufschlägen, der selektive Ankauf sowie die Parallelität mit dem ESM-Hilfsprogramm „sprechen dafür, dass der OMT-Beschluss auf eine verbotene Umgehung zielt“, schreibt das Gericht. „Würde man den Kauf von Staatsanleihen bei jeder Störung des geldpolitischen Transmissionsmechanismus zulassen, käme dies einer Befugnis der Europäischen Zentralbank gleich, jede Verschlechterung der Bonität eines Euro-Mitgliedstaats durch den Kauf von Staatsanleihen dieses Staates beheben zu dürfen. Das würde das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung weitgehend außer Kraft setzen.“

### **Niemand glaubt an ein Urteil, das der EZB Grenzen setzt**

Die Verfassungsrichter bestätigen mit diesen klaren Urteilen die rechtlichen und ökonomischen Zweifel der Kritiker an dem Euro-Rettungskurs der EZB. Aber warum legen sie die weitere Entscheidung in die Hände des Europäischen Gerichtshofs? Auf Schützenhilfe seines griechischen Präsidenten dürfen die Karlsruher kaum hoffen. Bislang fiel so gut wie jedes Luxemburger Urteil gegen einen Mitgliedstaat und für die EU aus. Ob nun ausgerechnet in einer politisch so brisanten Frage die höchsten Richter Europas eine Kompetenzüberschreitung einer der höchsten Institutionen der EU, der EZB, feststellen werden, darf bezweifelt werden. Zumal die Zentralbank allein mit der bloßen Ankündigung solch strittiger Maßnahmen die Märkte beruhigt hat. Zwar setzte das die EZB weder juristisch noch ökonomisch ins Recht, aber es machte den Eurotower zur handlungsfähigsten und mächtigsten Behörde Europas.

Das Schönste für Karlsruhe wäre ein verbindliches Urteil des Gerichtshofs, das der EZB rechtliche Grenzen aufzeigen würde. Aber davon träumt wohl niemand. Wahrscheinlich werden die Luxemburger Richter auf die Tatsache verweisen, dass im Rahmen des OMT-Beschlusses noch keine Anleihen gekauft worden sind, und sich um eine inhaltliche Auseinandersetzung mit den vom Verfassungsgericht aufgeworfenen Fragen herumdrücken. Solange formal weder etwas beschlossen noch verwirklicht sei, bewege sich die EZB selbstredend im Rahmen ihres Mandats, könnte die lapidare Antwort aus Luxemburg lauten.

Wenn der Schwarze Peter so zurückgespielt würde, der Gerichtshof also die EZB keiner rechtlichen Kontrolle unterwirft, dann wird es spannend in Karlsruhe. In diesem Fall könnte das Verfassungsgericht kaum hinter sein jetziges klares Urteil zurücktreten. Es hätte sich die Schleife sparen können, weil die Verfassungsrichter wohl auch dann so zerstritten wie heute sein werden.

Am Ende könnten sich die Karlsruher Richter in einer selbstgebauten Falle wiederfinden. Erst stellten sie rechtswidriges Verhalten der EZB fest, dann baten sie aus Angst vor der eigenen Courage den Gerichtshof um Hilfe. Doch der könnte sie auflaufen lassen. Was macht das Verfassungsgericht dann? Den Austritt Deutschlands aus dem Währungsverbund, wie von hartnäckigen Kritikern erhofft, werden die Verfassungsrichter niemals erzwingen. Der EZB wird Karlsruhe keine rechtlichen Grenzen mehr setzen dürfen. Diese könnte unterdessen Staatsanleihen von allen Mitgliedstaaten kaufen, was im Rat bereits intensiv diskutiert wird. Sie nähmen damit einigen Wind aus den Segeln des Verfassungsgerichts. Die Richter könnten zum Schluss nur noch die Bundesbank anweisen, bei strittigen Aktionen nicht mitzuwirken. Sie brächten damit jedoch die Stimme der ordnungspolitischen Vernunft im Rat der EZB zum Verstummen. Das passiert, wenn auch höchste Richter nach dem Motto handeln: Wasch mich, aber mach mich nicht nass!

Nach EZB-Urteil aus Karlsruhe

## Ifo-Chef Sinn: Klatsche für die Regierung 99,12

07.02.2014 · Die Bundesregierung wird sich schwer tun, die Meinung des deutschen Verfassungsgerichts zu missachten, sagt Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn. Sie müsse sich jetzt eurokritischer aufstellen.



© RÖTH, FRANK  Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn

**Herr Professor Sinn, das Bundesverfassungsgericht hat Bedenken gegen das OMT-Programm, legt aber die Sache dem EuGH vor, von dem man weiß, dass es das durchwinken wird. Haben die Richter Angst vor der eigenen Courage bekommen?**

Ich nehme an, das Gericht hat sich von rechtlichen Erwägungen leiten lassen.

**Ist das nicht eine Klatsche für die Bundesregierung?**

Ja, denn sie hat die Politik der EZB augenzwinkernd unterstützt und ist der Bundesbank in den Rücken gefallen. Sie kann sich jetzt nicht mehr hinter der EZB verstecken. Die Stellungnahme wird ihre Wirkungen nicht verfehlen, denn wenn der EuGH das OMT durchwinkt, wie zu erwarten ist, wird die öffentliche Diskussion in Deutschland aufbranden. Die AfD und die eurokritischen Kräfte, auch jene in den etablierten Parteien, werden Aufwind erhalten. Die Bundesregierung wird sich schwer tun, die Meinung des deutschen Verfassungsgerichts zu missachten, egal was der EuGH sagt.

**Kann sich die Bundesregierung in Luxemburg vor einer klaren Positionierung drücken?**

Sie wird versuchen sich zu drücken, aber wenn sie dem Verfassungsgericht widerspricht, wird sie das Zustimmung in der Wählergunst kosten. Das wird sie verhindern wollen. Sie wird sich eurokritischer aufstellen müssen.

**Welche Reaktionen an den Märkten erwarten Sie?**

Die erste Reaktion der Märkte wird positiv sein. Die zweite negativ, denn man kann nicht davon absehen, dass der Spruch des Verfassungsgerichts den Widerstand in Deutschland verhärtet. Die Märkte werden auch die politischen Konsequenzen der Stellungnahme des Verfassungsgerichts bedenken.

*Die Fragen an den Präsidenten des Ifo-Instituts Hans-Werner Sinn stellte Manfred Schäfers.*

## Le commerce extérieur français toujours à la peine ! 99 ;13

Le Point.fr - Publié le 07/02/2014 à 16:27 - Modifié le 07/02/2014 à 19:11

En 2013, le déficit commercial français s'est réduit à 61,2 milliards d'euros. Une légère embellie qui cache un nouveau recul des exportations.



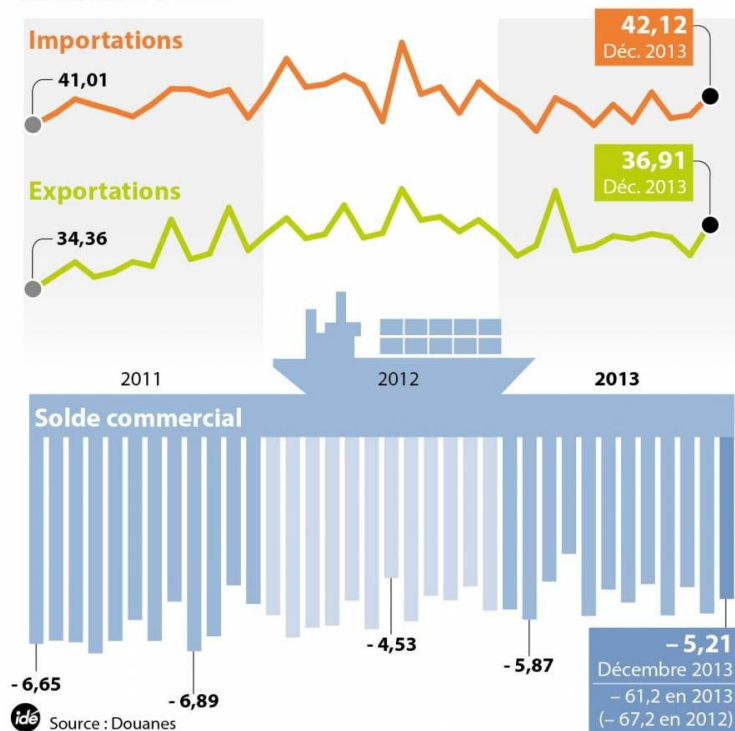
Arnaud Montebourg et Nicole Bricq travaillent ensemble sur l'attractivité de la France. ©

BERTRAND GUAY / AFP PHOTO

"2014, c'est l'année charnière. Elle sera déterminante pour la fin, pour 2017." La ministre déléguée au Commerce extérieur, Nicole Bricq, n'a pas pris de gants pour dire ce que tout l'exécutif pense tout bas. Soit la croissance est au rendez-vous cette année, soit c'en est fini des espoirs de réélection de François Hollande. Car si l'activité ne repart pas, inutile d'espérer faire reculer vraiment le chômage. Avec le pacte de responsabilité, le président joue donc son va-tout. Que la confiance revienne, que l'investissement reparte pour muscler une prévision de croissance désespérément atone (0,9 %) et la partie redevient jouable. Une des dernières statistiques publiées par l'Insee jeudi est encourageante : en 2014, l'investissement dans l'industrie manufacturière augmenterait de 3 %, selon les chefs d'entreprise interrogés. C'est cinq points de plus que leur dernière anticipation d'octobre.

### Le commerce extérieur de la France

En milliards d'euros



Le commerce extérieur a son rôle à jouer dans cette dynamique. Les exportations peuvent faire gagner les "quelques dixièmes de point" de croissance qui feront la différence, a voulu croire la ministre en présentant le bilan du commerce extérieur français vendredi matin. Avec un optimisme certain : "L'inquiétude n'est plus de

saison en 2014. Tous les chiffres nous montrent qu'il va y avoir une reprise", a martelé Nicole Bricq. La "demande mondiale adressée à la France" "devrait notamment progresser de 4 % contre seulement 2 % l'année dernière". De mauvais résultats à la fin de l'année signeraient donc l'échec de l'exécutif au moment où le contexte international s'annonce effectivement bien plus porteur cette année qu'en 2013.

### Déficit réduit de 6 milliards

Mais il faudrait pour cela que les entreprises françaises soient en mesure de saisir cette opportunité. En 2013, cela n'a pas vraiment été le cas puisque la "demande mondiale adressée à la France" s'est redressée alors que les exportations ont reculé.

Bien sûr, Nicole Bricq n'a pas manqué de noter que le déficit commercial français s'était réduit de "plus de moitié depuis deux ans", passant de 29 milliards d'euros en 2011 à 13,5 milliards en 2013, alors qu'elle s'est fixé l'objectif de revenir à l'équilibre du commerce extérieur hors énergie et matériel militaire d'ici à la fin du quinquennat. Le déficit commercial global, lui, s'est aussi indéniablement réduit : il est passé de 67,2 milliards d'euros en 2011 à 61,2 milliards cette année, une amélioration de plus de 6 milliards, soit 9 %.

### Légère hausse du nombre d'entreprises exportatrices

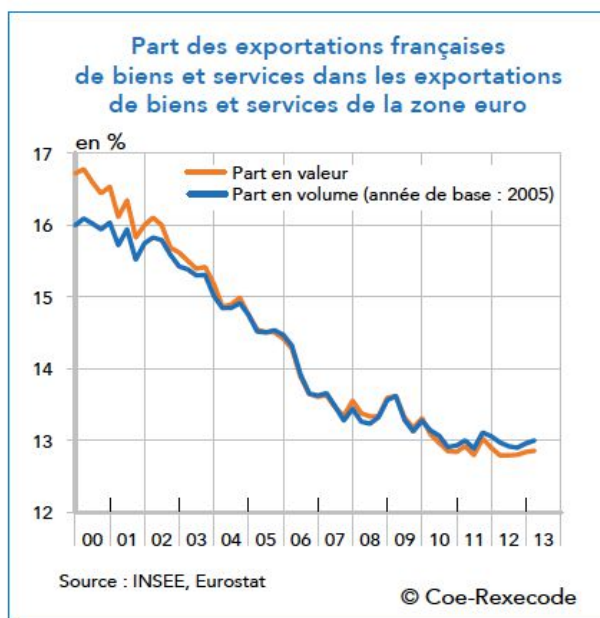
Mais ces chiffres encourageants masquent un nouveau recul des exportations françaises de 1,3 % compensé par celui des importations, supérieur de 1 point (notamment de l'énergie, avec le recul des prix du pétrole), lié à une croissance quasi nulle dans l'Hexagone dans un environnement international peu porteur.

La ministre préfère souligner la légère augmentation du nombre d'entreprises exportatrices par rapport à 2012, notamment des fameuses entreprises de taille intermédiaires (ETI), qui font la force du commerce extérieur allemand. La France en comptait 4 100 l'année dernière, soit une hausse de 2 %, contre quelque 10 000 outre-Rhin.

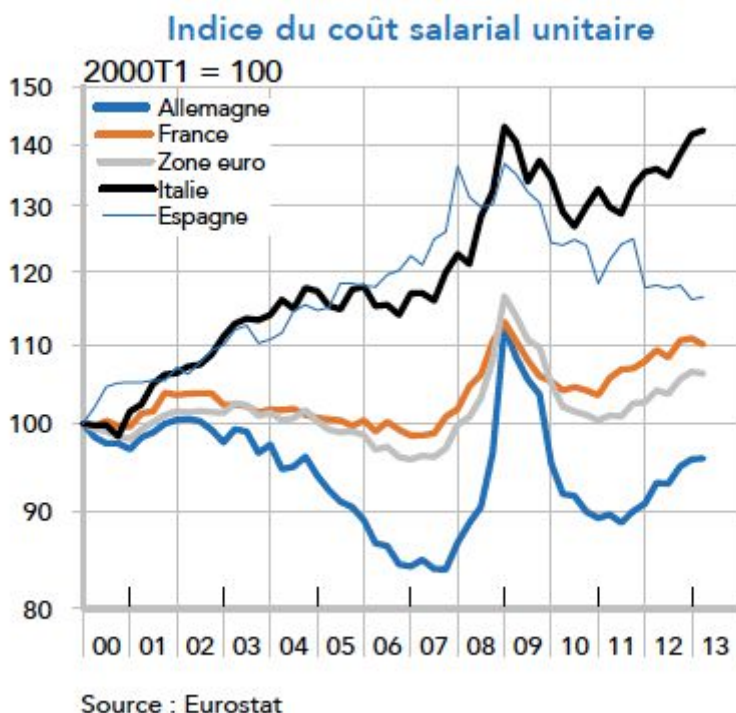
Parmi les secteurs exportateurs les plus porteurs figurent l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique. Sans surprise, ce sont les exportations de services qui ont contribué positivement au commerce extérieur avec un excédent de 32,6 milliards d'euros. "Les services à l'industrie font souvent la valeur ajoutée de nos exportations !" s'exclame la ministre, en citant les services informatiques.

### Problème de compétitivité bien connu

Il n'empêche. Le problème de compétitivité des entreprises françaises est patent. Témoin, la faiblesse des performances françaises à l'export depuis le début des années 2000.



Une étude du Trésor de janvier 2014 a une nouvelle fois très clairement posé le diagnostic. Elle montre que le volume des ventes des produits français est beaucoup plus sensible aux prix que celui des produits allemands. En cause, un positionnement "hors prix" (qualité, innovation, design, image de marque, réseaux de distribution...) "médian" par rapport aux autres pays développés (comme celui de l'Italie ou des États-Unis). Dès lors, "la même légère dégradation de la compétitivité-prix [que l'Allemagne, NDLR] observée avant-crise a pu induire un effet plus défavorable sur sa performance à l'exportation", écrivent les experts de Bercy.



Ce graphique retrace l'évolution du coût salarial rapporté à la productivité dans l'industrie manufacturière. L'effort sur les salaires allemands dans les années 2000 (réforme du marché du travail avec les lois Hartz) est clairement visible par rapport au reste de la zone euro.

La dégradation de la balance commerciale est ainsi surtout visible sur les produits sensibles à leur niveau de prix : depuis les années 2000, "le doublement de l'excédent sur les *produits qualité*" (luxe, haute technologie, par exemple) n'a pas suffi à compenser la dégradation des autres composantes", remarque le Trésor. Au final, la France est prise en étau entre les pays compétitifs parce qu'ils pratiquent des prix plus bas et des pays dont le positionnement est plus centré sur le haut de gamme !

En 2013, la compétitivité-prix par rapport à la zone euro s'est encore légèrement dégradée de 0,6 %, même si le dérapage des coûts de production à proprement parler est quasi nul, selon les équipes de Nicole Bricq. La glissade est plus marquée vis-à-vis des autres membres de l'OCDE, une tendance qui s'explique notamment par la vigueur de l'euro. Mais Nicole Bricq est beaucoup moins encline qu'Arnaud Montebourg à rejeter la faute sur le niveau de la monnaie unique. Sa force "ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt", assure-t-elle, d'autant que 47 % des échanges français ont lieu à l'intérieur de la zone.

Lundi 17 février, François Hollande réunit "un conseil de l'attractivité", à l'issue duquel il fera une batterie d'annonces. L'exécutif pourrait lancer à cette occasion la marque "France", recommandée dans le rapport Gallois de 2012, et censée promouvoir l'image hexagonale à l'étranger.

## Alain Finkielkraut : « Une partie de la gauche a perdu la raison et la mémoire » 99,16

Publié le 07/02/2014 à 17:40



EXCLUSIF - Alain Finkielkraut réagit en exclusivité pour FigaroVox à la lettre envoyée au CSA par deux membres du PS après sa prestation dans Des Paroles et des Actes.

Après l'émission, Des Paroles et des Actes ce jeudi 6 février, deux membres du conseil national du PS, Mehdi Ouraoui, ancien directeur de cabinet d'Harlem Désir et Naïma Charaï, présidente de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) ont saisi le CSA. Dans une lettre envoyée à son président, ils qualifient l'intervention d'Alain Finkielkraut «d'inacceptable» et «dangereuse». Ils s'inquiètent précisément de l'usage par le philosophe de l'expression «Français de souche», «directement empruntée au vocabulaire de l'extrême droite».

---

«Je suis totalement abasourdi. Hier soir, lors de l'émission Des paroles et des actes, j'ai dit que face à une ultra droite nationaliste qui voulait réserver la civilisation française aux Français de sang et de vieille souche, la gauche a traditionnellement défendu l'intégration et l'offrande à l'étranger de cette civilisation. La gauche en se détournant de l'intégration abandonne de fait cette offrande. Manuel Valls a expliqué que nous avons tous trois -lui-même, David Pujadas et moi - des origines étrangères et que c'était tout à l'honneur de la France. J'ai acquiescé mais j'ai ajouté qu'il «ne fallait pas oublier les Français de souche». L'idée qu'on ne puisse plus nommer ceux qui sont Français depuis très longtemps me paraît complètement délirante. L'antiracisme devenu fou nous précipite dans une situation où la seule origine qui n'aurait pas de droit de cité en France, c'est l'origine française. Mes parents sont nés en Pologne, j'ai été naturalisé en même temps qu'eux en 1950 à l'âge de un an, ce qui veut dire que je suis aussi Français que le général de Gaulle mais que je ne suis pas tout à fait Français comme lui. Aujourd'hui, on peut dire absolument n'importe quoi! Je suis stupéfait et, je dois le dire, désemparé d'être taxé de racisme au moment où j'entonne un hymne à l'intégration, et où je m'inquiète de voir la gauche choisir une autre voie, celle du refus de toute préséance de la culture française sur les cultures étrangères ou minoritaires. L'hospitalité se définit selon moi par le don de l'héritage et non par sa liquidation.»



The German court and the European Central Bank

## Who is exceeding their powers? 99,17

Feb 7th 2014, 16:34 by P.W. | LONDON



THE turning-point in the euro crisis came when the European Central Bank (ECB) pledged in September 2012 to make if necessary unlimited purchases of government bonds) for countries under siege in the markets, a doctrine it christened “Outright Monetary Transactions” (OMT). The policy gave teeth to Mario Draghi’s earlier “do-whatever-it-takes” vow to save the euro. The bond-purchase pledge proved so successful in routing the bond vigilantes that it has remained on the shelf as a deterrent rather than being fired in anger.

But for over a year the German constitutional court, based in Karlsruhe, has been considering whether the ECB took a step too far in adopting OMT. Today it issued its long awaited judgment, which is hostile yet provisional. It is hostile because the court says that the ECB has exceeded its powers in adopting OMT and that the doctrine violates the ban on monetary financing of government budgets in the European treaty. It is provisional because in an unprecedented move the court has referred crucial questions to the European Court of Justice (ECJ) for a preliminary ruling.

At hearings last June the ECB argued that OMT fell squarely within its mandate, which is to use monetary policy in order to secure price stability. Jörg Asmussen, who was then on the bank’s executive board (he resigned late last year to take up a ministerial post in the new German coalition government), said that it was “the necessary and appropriate step to eliminate the disruption in the transmission of monetary policy caused by concerns that there would be an unwanted break-up of the euro”. Such worries meant that in some parts of the currency union “the steering of monetary policy was not functioning fully, or was in part not functioning at all”. Spelling out what was going wrong, Mr Asmussen said: “The key interest rate had lost its key function, with considerable disruption of the transmission of monetary policy on account of the implicit exchange-rate risk.”

However, the court dismisses this argument. It claims that OMT is an act of economic rather than monetary policy and therefore exceeds the ECB’s powers since under European law the ECB cannot pursue its own independent economic policy. This overreach follows, it says, from the fact that the immediate objective of OMT is to “neutralise” bond spreads of selected member states. These spreads between bond yields on the troubled periphery of the euro zone and those in the core, such as Germany, had widened alarmingly during the

crisis. The court notes the ECB's break-up risk explanation but points out that the markets were also worried about budgetary indiscipline and possible state insolvency. It also takes exception to the fact that the purchases would favour only some states (a condition for OMT eligibility is that a country is complying with strict economic and fiscal terms as part of a bail-out programme from the euro zone's rescue fund) whereas the ECB's monetary policy generally does not differentiate between the various members of the currency union.

Moreover, the court finds that OMT violates the prohibition of monetary financing in the European treaty. If bond purchases were acceptable every time the transmission mechanism were disrupted, it says, this would amount to giving the ECB the power to remedy any deterioration in countries' credit ratings. "This would largely suspend the prohibition of monetary financing of the budget."

But, in its zeal to stop the ECB exceeding its powers, is the German court itself exceeding its own? Two of the eight judges dissented from the ruling on the grounds that the case was inadmissible. One said that monetary and economic policies related to each other and could not be strictly separated, and argued that the ECB's insistence that OMT was intended first and foremost to restore the monetary transmission mechanism could not be brushed aside so unequivocally.

Now attention turns to the European Court of Justice. The German court in effect sets out a compromise proposal setting out how it believes OMT might be made to conform to European law. It makes three demands. One is that the ECB should not accept haircuts ("debt cuts") on bonds it has bought. That might be tricky since the bank's readiness to be on an equal standing (*pari passu*) with other creditors was designed to avoid the undesirable effect of its purchases scaring remaining private bondholders by shrinking the amount of debt that might be subject to a restructuring, which in turn would require higher haircuts. A second stipulation—that "interferences with price formation on the market are to be avoided wherever possible"—is more fudgeable. But the third demand, that bond purchases should not be in unlimited amounts, appears to castrate OMT, which has cowed the vigilantes by threatening to make potentially unlimited purchases. On the other hand, a way out might be found through the fact that any purchases would in practice be limited (as Mr Asmussen pointed out in June) since the ECB would confine them to bonds with a remaining maturity of between one and three years.

It seems rather unlikely that the notoriously integrationist ECJ in Luxembourg will fully back the German court's suggested compromise, not least given the dissent among the judges at Karlsruhe. If the European court instead essentially supports the central bank's defence of OMT, then it will demonstrate that it is the German court rather than the ECB that has overstepped the mark.

And we will all have learned the meaning of *ultra vires*.

## Zone euro : les juges allemands laissent respirer la BCE 99,19

Le Point.fr - Publié le 07/02/2014 à 11:22 - Modifié le 07/02/2014 à 17:02

**La Cour constitutionnelle allemande a émis des doutes sur le programme de rachat de la dette publique par la BCE, mais elle laissera la justice européenne trancher.**



Le programme OMT a contribué à ramener de la confiance en Europe. © Alexandre

MARCHI / Maxppp

La Cour constitutionnelle allemande a émis des doutes vendredi sur la légalité du programme de la BCE pour lutter contre la crise de la dette publique qui a failli emporter la zone euro, mais a finalement décidé de laisser la justice européenne trancher sur ce sujet délicat. "De l'avis (de la Cour), d'importantes raisons plaident pour dire que le programme de rachat d'obligations publiques de la BCE outrepassé son mandat en matière de politique monétaire", et notamment l'interdiction qui lui est faite de financer les États, écrit la Cour, qui siège à Karlsruhe (sud-ouest), dans son argumentaire. Ce programme nommé OMT est destiné à racheter des obligations d'États en difficulté en quantité illimitée sur le marché secondaire, où s'échangent les titres déjà émis, avait été adopté en septembre 2012.

Mais avant de rendre une décision attendue depuis des mois, Karlsruhe a décidé de "soumettre à la Cour de justice européenne plusieurs questions", une décision sans précédent de la part d'une juridiction jalouse de ses prérogatives. Un choix justifié par le fait que la BCE est une institution européenne. "Cela pourrait être le signe soit que la Cour a atteint ses limites légales en matière de questions européennes ou alors que cette question est si épineuse et délicate qu'il vaut mieux déléguer", estime Carsten Brzeski, économiste chez ING.

"Une bonne nouvelle pour la BCE"

Dans tous les cas, la BCE, qui a réagi vendredi en réaffirmant sa conviction d'agir dans le cadre de son mandat, va pouvoir un peu respirer, en attendant de nouvelles avancées sur ce dossier. Un rejet de ce programme OMT risquait de réduire à néant tous les efforts menés depuis plus d'un an pour ramener le calme dans la zone euro. "C'est plutôt une bonne nouvelle pour la BCE", a assuré à l'AFP une source européenne.

La Commission européenne a, elle, salué cette décision, ajoutant avoir toute confiance dans le fait que la BCE "agit en conformité avec la loi européenne". Tandis que sur les marchés obligataires elle a constitué vendredi un "facteur supplémentaire pour alimenter la détente que connaissent actuellement les pays" les plus fragiles de la zone euro, note Nordine Namm, stratège obligataire chez Natixis.

Une existence théorique

En plein cœur de l'été 2012, alors que certains pronostiquaient une sortie de la Grèce surendettée de la zone euro et l'implosion de cette dernière, le président de la BCE, Mario Draghi, avait promis de faire tout ce qui était en son pouvoir pour éviter ce scénario catastrophe. Des propos qui avaient amplement contribué à apaiser des marchés financiers. Quelques semaines plus tard, cette promesse se concrétisait par l'annonce du

programme OMT, une initiative soutenue, y compris par le gouvernement allemand, a rappelé ce dernier vendredi.

Jusqu'ici la BCE n'a jamais eu à le mettre en pratique, mais sa seule existence théorique a suffi à faire redescendre les taux d'emprunt de l'Espagne ou l'Italie à des niveaux raisonnables. Il n'empêche qu'il a fait grincer pas mal de dents chez des eurosceptiques, dont certains ont saisi Karlsruhe, mais aussi à la Bundesbank, la banque centrale allemande, fidèle à son rôle de héraut de l'orthodoxie monétaire.

#### Une solution facile

La majorité des juges (6 sur 8) se sont montrés de leur avis, estimant que l'OMT va à l'encontre de la souveraineté nationale des 18 pays de la zone euro et fait figure de financement indirect des États. Mais certains passages de sa décision semblent montrer "que la Cour n'est pas totalement convaincue par sa propre évaluation", relève M. Brzeski. En effet, les juges estiment "possible de parvenir à une conformité avec le droit par une interprétation restrictive de l'OMT". En particulier, ils souhaitent que les achats de dette, s'ils interviennent, soient limités et non illimités comme prévu actuellement. Avec cette formule, la Cour allemande "offre à la Cour de justice européenne une sortie facile", considère Johannes Gareis, économiste chez Natixis.

En ce qui concerne un autre pan du plan de sauvetage de la zone euro, à savoir le Mécanisme européen de stabilité (MES), le fonds de secours européen, elle rendra sa décision le 18 mars. Les juges suprêmes avaient déjà rendu un premier jugement de conformité à la Constitution allemande à l'automne 2012.

[http://www.lepoint.fr/invites-du-point/patrick-artus/la-zone-euro-n-a-pas-encore-le-courage-d-affronter-la-verite-06-08-2013-1711832\\_1448.php](http://www.lepoint.fr/invites-du-point/patrick-artus/la-zone-euro-n-a-pas-encore-le-courage-d-affronter-la-verite-06-08-2013-1711832_1448.php)

## La zone euro n'a pas encore le courage d'affronter la vérité ! 99,21

Le Point.fr - Publié le 06/08/2013 à 14:35

Il est temps de dire aux Européens qu'à court terme l'avenir est sombre, que la croissance n'est pas pour demain et que la solvabilité des États se dégrade.



Photo d'illustration. © AFP

Par PATRICK ARTUS

Dans de nombreux domaines, les autorités de la zone euro, les gouvernements de la zone euro n'osent pas, d'après nous, affronter la vérité et se réfugient derrière une vue anormalement optimiste. Nous donnons les exemples des politiques macroéconomiques de soutien à l'activité, de l'illusion de la solvabilité monétaire, des illusions aussi quant au rôle des politiques monétaires expansionnistes, de la réindustrialisation souhaitée des pays du sud de la zone euro.

Commençons par la question de la compensation des effets négatifs des politiques structurelles. Les pays de la zone euro ont besoin de mettre en place des politiques de soutien de la croissance de long terme : réformes du marché du travail (facilitation des licenciements pour favoriser les embauches), réformes du marché des biens et services (réduction des rentes, ouverture des professions fermées), réformes des retraites, réformes fiscales (taxation de la consommation pour réduire la taxation du travail...). Toutes ces politiques dites "structurelles" ont comme point commun, si elles améliorent la perspective de croissance à long terme, de réduire la demande et l'activité à court terme (augmentation initiale du nombre de licenciements, réduction de l'emploi et de l'investissement initialement dans les secteurs où la concurrence est accrue, réduction de la consommation si la TVA est accrue).

Il n'y a pas de réformes structurelles indolores à court terme

On croit le plus souvent que cette perte d'activité à court terme due aux réformes structurelles peut être compensée par des politiques macroéconomiques stimulantes. Mais ce n'est pas le cas avec l'"usure" des politiques contracycliques qui ne peuvent plus être utilisées puisque les taux d'endettement sont déjà trop élevés (avec des taux d'endettement public supérieurs à une année de PIB en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Belgique), et que les taux d'intérêt sont déjà très faibles. Il faut donc accepter l'idée que le soutien de la croissance à long terme dans la zone euro entraînera initialement une perte de croissance : il n'y a pas de réformes structurelles indolores à court terme.

La seconde question est celle de l'illusion qui est maintenue de la solvabilité budgétaire des pays de la zone euro d'après les autorités européennes et les gouvernements, seule la Grèce aura finalement fait défaut. Or certains pays de la zone euro ont ou vont avoir des taux d'endettement public très élevés avec la taille élevée de leurs déficits publics et la faiblesse de leur croissance. Compte tenu du niveau d'endettement et de la croissance en valeur, il faudrait en 2013, pour stabiliser le taux d'endettement public par rapport au PIB, réduire le déficit public de : 8 points de PIB en Espagne, 3 points de PIB en Italie, 9 points de PIB au Portugal, 15 points de PIB en Grèce, 4 points de PIB en Irlande, ce qui montre l'ampleur du problème de solvabilité. La théorie officielle est que, mise à part la Grèce, tous ces pays sont solvables budgétairement et vont mener des réformes structurelles qui vont y accroître la croissance de long terme.

Le problème essentiel de la zone euro est la disparition des gains de productivité et du progrès technique

Mais les excédents budgétaires primaires nécessaires à long terme pour assurer la solvabilité budgétaire : plus de 4 points de PIB en Espagne et en Italie et de 8 points de PIB au Portugal, seront extrêmement difficiles sinon impossibles à assurer ; de plus, on ne voit pas, sauf en Espagne, d'amélioration de la productivité. En réalité, il nous semble qu'il faut s'inquiéter de la solvabilité budgétaire d'autres pays de la zone euro que la Grèce.

La troisième illusion est celle qui concerne le rôle des politiques monétaires expansionnistes, de la BCE. Beaucoup d'analystes suggèrent que la mise en place dans la zone euro d'une politique monétaire très expansionniste, comme au Japon, permettrait de sortir la zone euro de la crise. Il faut corriger cet espoir : le problème essentiel de la zone euro est la disparition des gains de productivité et du progrès technique, qui vient du faible nombre d'entreprises innovantes, de la contraction de l'industrie, et qui ne peut pas être corrigée par la politique monétaire. La productivité du travail stagne, la productivité de l'ensemble travail + capital recule. De plus, une très forte expansion monétaire peut avoir des effets indésirables qu'on commence à observer au Japon : apparition d'inflation anticipée et remontée des taux d'intérêt nominaux, bulles sur les prix des actifs (les cours boursiers ont remonté de 60 % au Japon).

Enfin, on peut douter de la véritable capacité à réindustrialiser les pays du Sud. On avance souvent l'espoir que l'Espagne, la Grèce, le Portugal pourront se réindustrialiser) grâce à l'amélioration de la compétitivité (aux "dévaluations internes"), aux politiques "structurelles" (voir plus haut). Pour l'instant, on observe au contraire une désindustrialisation accélérée : la production industrielle, depuis le début de 2008, a reculé de 27 % en Espagne, 30 % en Grèce, 26 % au Portugal.

Il ne faut pas oublier que la désindustrialisation de ces pays vient aussi de leur éloignement géographique, de l'insuffisante qualification de leur population (tableau 1), donc de leurs désavantages comparatifs par rapport aux pays du nord de la zone euro, pas seulement des problèmes de coûts ou de règles du marché du travail.

**Tableau 1**

**Structure de la population active par niveau d'éducation**

		Allemagne			France			Espagne	
Pourcentage, selon le niveau de formation	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
2000	18	58	23	37	41	22	62	16	23
2011	14	59	28	28	42	30	46	22	32

		Italie			Grèce			Portugal	
Pourcentage	Inférieur	2e cycle	Tertiaire	Inférieur	2e cycle	Tertiaire	Inférieur	2e cycle	Tertiaire

, selon le niveau de formation	au 2e cycle du secondaire	du secondaire et post-secondaire non tertiaire	e	au 2e cycle du secondaire	du secondaire et post-secondaire non tertiaire	e	au 2e cycle du secondaire	du secondaire et post-secondaire non tertiaire	e
<b>2000</b>	58	33	9	51	32	18	81	11	9
<b>2011</b>	44	41	15	33	41	26	65	18	17

*Sources : Regards sur l'éducation OCDE, NATIXIS*

La réindustrialisation sera donc extrêmement difficile dans ces pays. Ne faut-il pas dire enfin la vérité aux Européens ?

Il serait peut-être temps de leur dire : que les politiques structurelles qui augmentent la croissance de long terme vont déprimer encore plus l'activité à court terme ; que d'autres pays de la zone euro pourront avoir un problème de solvabilité budgétaire ; que les politiques monétaires même très expansionnistes ne corrigeront pas les causes fondamentales de la crise de la zone euro ; qu'il sera très difficile de réindustrialiser les pays du sud de la zone euro et de redresser leur économie. Plutôt que d'entretenir une sévère illusion.

## ***German Court Defers to Europe on Bond-Buying Plan 99,24***

**By REUTERS**FEB. 7, 2014

KARLSRUHE, Germany — A German federal court on Friday said it would refer a complaint against the European Central Bank's bond-buying plan to the European Court of Justice.

While the German court said there was good reason to think that the plan exceeded the bank's mandate, the move might scuttle the prospect of curbing the stimulus effort. The history of the European Court of Justice has not been known to halt such blocwide measures.

The program, called Outright Monetary Transactions, or O.M.T., was announced by the central bank's president, Mario Draghi, in September 2012, at the height of the sovereign debt crisis, and its power lies in the promise of potentially unlimited sovereign debt purchases. It is as yet unused, but widely credited with stabilizing the euro and calming fears about the euro zone.

The decision by the German court, the Federal Constitutional Court in Karlsruhe, is a defeat for the country's central bank, the Bundesbank. Its president, Jens Weidmann, was the only member of the European Central Bank's Governing Council to [oppose the plan](#).

The Bundesbank, which challenged the legality of the European Central Bank's decision in testimony given by Mr. Weidmann last year, declined on Friday to comment on the court's decision.

The German court also said on Friday that the European Central Bank might have violated a ban on its funding governments. However, it also said in a statement that it "also considers it possible that if the O.M.T. decision were interpreted restrictively," it could conform with the law.

Reacting to the German court's announcement, the European Central Bank stood by the program's legality, saying in a statement: "The E.C.B. reiterates that the O.M.T. program falls within its mandate."

The European Court of Justice in Luxembourg has a reputation for giving forward-leaning federalist rulings that take a broad interpretation of European institutions' powers, so analysts said there was less of a risk that it would obstruct the program.

"The chances are better in Luxembourg than in Karlsruhe," said Bert Van Roosebeke of the Center for European Politics in the German city of Freiburg.

Gunnar Beck, a legal theorist at the University of London, agreed that the European court would most likely back the program. That could take up to two years, though, so uncertainty will linger for some time yet.

"Practically speaking, the Court of Justice is not an independent organization but is predisposed to interpret legal questions in the interest of the European Union," he said.

"The Court of Justice doesn't take account of national sensibilities," he added. "There is no doubt of the outcome now."

The euro fell to a session low against the dollar in response to the court's ruling while German government bond futures rose to their highest level of the day and Italian bond yields reversed earlier falls, suggesting some disquiet about the decision.

While the European Central Bank has no immediate need to use the bond-buying plan, the lack of final clarity over its legality may still crimp its room for maneuver on other measures while it awaits a ruling.

The German court said it would rule on the legality of the currency bloc's permanent bailout plan, the European Stability Mechanism, on March 18.



<http://blogs.telegraph.co.uk/finance/jeremywarner/100026584/deflation-and-financial-turmoil-euro-area-again-shoots-itself-in-the-foot/>

## The euro area has just shot itself in the foot again – financial turmoil and deflation loom 99,25

By [Jeremy Warner](#) [Economics](#) Last updated: February 7th, 2014 [230 Comments](#) [Comment on this article](#)

More noise from the German Constitutional Court, which this morning referred a complaint against the European Central Bank's bond buying programme to the European Court of Justice. But also really quite loud noise which may end up, even though this is plainly not its intention, tipping the eurozone back into financial turmoil and significantly increasing the risks of deflation.

I claim little knowledge of German constitutional matters, let alone expertise, but what I do know is that everytime the Germans draw a line in the sand beyond which they supposedly will not go in defence of the euro, they eventually, some months later, end up retreating from it. In some respects, this latest development falls into the same pattern.

It's easy to see why this happens. The Germans take their Constitutional Court very seriously. It's more trusted than the Bundesbank was in its heyday, and they expect it to uphold the treaty principle which disallows monetary financing of government debt. So the Court goes through the motions, but up until now has always found some way of saying that the baby steps being taken towards debt mutualisation in Europe don't really amount to a breach of German law or treaties.

On this latest complaint, Karlsruhe seems to have chickened out of any adjudication at all, and instead left it up to the ECJ to decide. At the same time, however, it has thrown a mighty great spanner in the works of functioning monetary union by essentially pre-judging the issue and warning the ECB to refrain from bond purchases until the matter is finally decided.

There was good reason to think the ECB's "Outright Monetary Transactions" (OMT) programme violated the ban on monetary funding, the Constitutional Court said, and it essentially warned the ECB off engaging in any such transactions until the ECJ rules, which won't be until the summer at the earliest.

You'll recall that it was the ECB's promise to engage in unlimited bond purchases in the late summer of 2012 which finally succeeded in calming the storms of the single currency's financial crisis. Once markets realised they were up against the infinite buying power of the ECB, they ceased shorting the bond prices of vulnerable economies. Words proved stronger than actions, and infact the ECB has never bought a single bond under the programme.

But now the promise has been removed, at least temporarily. If the ECB wants or needs to act, it can't. It's therefore possible that markets will test the eurozone's resolve anew. Worse, the Constitutional Court's warnings effectively put the kibosh on any possibility of QE to fight the growing threat of deflation. Small wonder that Mario Draghi, ECB president, was so keen to downplay the threat after this week's meeting of the governing council. Even if he believed in such a threat, there are plainly limits to what he can do about it.

I remain sceptical, but who knows? Maybe Europe will eventually succeed in putting in place the procedures and institutions necessary for sustainable monetary union. In the meantime, however, Europe's policy makers seem determined to make it as difficult as possible. And they talk about political paralysis in Washington.

## Die Weisheit der Richter 99,26

08.02.2014 · Der ehemalige Verfassungsrichter Udo Di Fabio nimmt seine Kollegen in Schutz: Der Euro-Beschluss bedeutet kein Einknicken gegenüber der EU. Die Richter haben ihre Rolle vielmehr klug interpretiert. Ein Gastbeitrag.

Von UDO DI FABIO



© DPA  Die Verfassungsrichter verkörpern den politischen Willen des Landes

Zum ersten Mal legt das Karlsruher Verfassungsgericht dem Europäischen Gerichtshof eine Frage zur Auslegung des Vertragsrechts vor. Hat die Europäische Zentralbank ihr Mandat überschritten, als sie im September 2012 erklärte, notfalls unbegrenzt Staatsanleihen bestimmter Staaten aufzukaufen? Manche deuten die Vorlage als eine Geste der Unterwerfung unter die juristische Oberhoheit der europäischen Rechtsprechung. Verzichtet damit also Karlsruhe auf das letzte Wort und verabschiedet so die deutsche Souveränität, die derselbe Senat doch im Lissabon-Urteil 2009 noch so sehr betonte?

Wer so urteilt, hält Symbolik für wichtiger als Tatsachen. Denn eine solche Vorlage war bereits im Lissabon-Urteil 2009 angekündigt worden. Das Bundesverfassungsgericht legt überhaupt nur deshalb vor, weil es als das Gericht eines souveränen Staates darüber entscheidet, was Deutschland eigentlich genau an Hoheitsrechten auf die Europäische Union und ihre Organe übertragen hat. Ermächtigen die Verträge die EZB zur monetären Staatsfinanzierung durch ein Programm zum Ankauf von Staatsanleihen oder nicht? Die Karlsruher Richter haben dazu schon 2012 in der Eilentscheidung zum Europäischen Stabilitätsmechanismus (ESM) deutliche Antworten gefunden. Ein Erwerb von Staatsanleihen am Sekundärmarkt durch die Europäische Zentralbank sei als „Umgehung des Verbotes monetärer Haushaltsfinanzierung“ untersagt.

Mit ihrem jetzt bekanntgewordenen Vorlagebeschluss bestätigen die Richter diese Auffassung und sie gehen sogar noch einen Schritt weiter. Nicht jede Überschreitung von Kompetenzen durch europäische Organe kann mit der sogenannten Ultra-Vires-Rüge erfolgreich in Karlsruhe bekämpft werden. Die Verfassungsrichter haben sich das letzte Wort nur für den seltenen Fall vorbehalten, dass europäische Organe „offensichtlich“ und in

einer „strukturell bedeutsamen“ Verschiebung der Vertragskompetenzen jenseits ihrer Vertragsgrundlagen handeln.

Union ist auf Einheitlichkeit der Rechtsanwendung angewiesen

Manche Kritiker des Gerichts meinten, dass diese Hürde für eine erfolgreiche Ultra-Vires-Rüge allzu hoch gelegt sei, so dass niemand sie je würde überspringen können. Doch das ist seit Freitag widerlegt. Das Votum des Senats ist recht eindeutig: Der Beschluss der EZB, notfalls Staatsanleihen unbegrenzt von Staaten aufzukaufen, die sich an den Finanzmärkten nicht mehr zu erträglichen Zinsen refinanzieren können, sei durch das Mandat der EZB nicht gedeckt. Der die Märkte so wirksam beruhigende Beschluss der EZB vom September 2012 sei letztlich eine offensichtliche Kompetenzanmaßung, mit der eine zentrale Regel für die Ausgestaltung einer stabilen Währungsunion verletzt sei, also zu einer „strukturell bedeutsamen“ Verschiebung zu Lasten der Mitgliedstaaten führe. Mit anderen Worten legt das Gericht nicht nur zum ersten Mal in seiner Geschichte dem EuGH eine Frage vor, sondern es sieht auch zum ersten Mal die Voraussetzungen einer begründeten Ultra-Vires-Rüge als erfüllt an.

Dass sich die Gerichte eines Mitgliedstaates der Union vorbehalten zu prüfen, ob ein Rechtsakt europäischer Organe überhaupt eine Grundlage in den von den Staaten geschlossenen Verträgen hat, wird von Kritikern des Karlsruher Gerichts ihrerseits als Karlsruher Kompetenzanmaßung angesehen. Als politisches Argument versteht man diesen Einwand: Wo kämen wir hin, wenn jedes höchste Gericht eines der 28 Mitgliedstaaten der EU auf eigene Faust die Einhaltung der Kompetenzen von Kommission, Europaparlament, Rat oder EZB vornehmen würde? Vor zwei Jahren hat immerhin das nationale Verfassungsgericht in Brüssel schon geltendes Unionsrecht nach einer Ultra-Vires-Feststellung für unanwendbar in Tschechien erklärt.

So etwas irritiert. Denn die Union ist auf Einheitlichkeit der Rechtsanwendung angewiesen und sollte kein Flickenteppich werden. In der Praxis droht eine solche Entwicklung aber nicht. Umgekehrt gibt es zwingende rechtliche Gründe für die Ultra-Vires-Kontrolle durch Karlsruhe, solange die Verfassung die Grundlage der Ermächtigung und der Verpflichtung zur Teilnahme Deutschlands an der Europäischen Union bleibt. Auch die Kritiker der Roten Roben sollten die Frage beantworten: Was wäre eigentlich, wenn die nationalen Gerichte selbst bei klaren Kompetenzüberschreitungen nur Gehorsam schuldeten, obwohl doch die Mitgliedstaaten die Herren der Verträge sind? Was wäre, wenn morgen eine EU-Verordnung verabschiedet würde, die Deutschland verpflichtet, seine Verteidigungsausgaben zu verdoppeln oder die Wahlperiode des Bundestages auf fünf Jahre zu verlängern? Soll dann Karlsruhe sagen, diese Verordnung gilt in Deutschland, weil Unionsrecht unbedingten Vorrang genießt?

Eine notwendige Reaktion

Wer solche fiktiven Grenzkonflikte nüchtern durchdenkt, wird einräumen müssen, dass Karlsruhe mit seiner Rechtsprechung weder eine ängstliche Schaukelpolitik betreibt noch zum Schaden der europäischen Einheit sich selbst entgrenzt. Das Gericht verschafft exakt dem Geltung, was die Politik als das europäische Projekt völkerrechtlich geschaffen hat: Ein enger Verbund von unabhängig bleibenden Staaten, die nicht die Schwelle zum Bundesstaat überschreiten wollen. Die Uneindeutigkeit eines politisch nicht einfach zu balancierenden Verbundes ist nicht das Werk der Verfassungsrichter. Sie achten lediglich den in der Verfassung und den Verträgen verkörperten politischen Willen.



© ULLSTEIN

Der ehemalige Verfassungsrichter Udo di Fabio

Die Vorlage ist keine Geste der Unterwerfung, aber auch keine nötige Zumutung. Sie ist Ausdruck der Europafreundlichkeit, weil kein Ultra-Vires-Akt festgestellt werden soll, ohne zuvor dem EuGH Gelegenheit zu geben, dazu Stellung zu nehmen und korrigierend tätig zu werden. Niemand weiß, wie der Luxemburger Gerichtshof entscheiden wird. Würde er der EZB unbesehen einen Blankoscheck geben, müsste Karlsruhe wohl auf seiner Ultra-Vires-Feststellung bestehen. Aber die Luxemburger sollte man nicht als politische Instanz begreifen, schon gar nicht mit dem Seitenhieb, sie würden von einem griechischen Präsidenten geführt. Der Gerichtshof hat zwar immer mal wieder die Verträge sehr großzügig zugunsten der Unionsebene und mit manchmal recht geringem Verständnis für mitgliedstaatliche Argumente ausgelegt. Aber der EuGH ist und bleibt ein Gericht. Er hat bereits vor kurzem in der Entscheidung Pringle auch den Ausnahmecharakter von Finanzhilfen der Staaten untereinander betont und die strikte Konditionalität solcher Hilfen hervorgehoben, ebenso wie das Bundesverfassungsgericht.

Das Luxemburger Gericht wird erkennen, worum es in Wirklichkeit geht. Es geht nicht um Konkurrenz und Eifersüchteleien unter bedeutenden Gerichten. Es geht um die Herrschaft des Rechts in einer Krise, die durch die massive Verletzung von Recht maßgeblich ausgelöst wurde. Manche Pragmatiker der Krisenbewältigung sehen nur die Spekulation gegen die Einheitswährung, das krude Kalkül der Finanzmärkte, die Stärke des Währungsverbundes an den schwächsten Gliedern der Kette zu testen. Der Europäische Stabilitätsmechanismus war eine notwendige Reaktion darauf, aber keine, die dem Geist der Europäischen Verträge sonderlich gut entspricht. Denn die Währungsunion kann nur funktionieren, wenn das geltende Prinzip der haushaltspolitischen Eigenverantwortung eines jeden Mitgliedstaates nicht mit einer Kollektivhaftung unterlaufen wird.

Kein Parlament in den Hauptstädten Europas darf Schulden zulasten anderer Staaten machen, ohne dass das Demokratieprinzip im Kern beschädigt würde. Deshalb muss jemand, der seine Haushaltsnöte durch die Steuern der Bürger anderer Staaten gelindert wissen will, Auflagen erdulden.

Die fiskalische Disziplin ist entscheidend

Die Ursachen für diese unschöne Zwangslage für Schuldner und Gläubiger liegen aber in dem Bruch der Stabilitätskriterien und in der Illusion, mit geliehenem Geld dauerhaft ein selbsttragendes Wirtschaftswachstum erzeugen zu können. Im Kern reagiert eben auch der spekulative Markt auf eine in den Staaten hausgemachte leichtfertige Politik und auf daraus entstehende Bonitätsprobleme. Es darf und muss Hilfe zu Selbsthilfe geleistet werden, aber die Rückkehr zur Eigenverantwortung und zu den unionsrechtlichen Stabilitätsbedingungen ist das eigentliche Ziel.

Die EZB ist nicht der geldpolitische Bypass, den die Politik sich legt, wenn Entscheidungen wie die Vollziehung des Fiskalpaktes unangenehm zu werden drohen. Es wäre für die Politik gewiss schön, wenn alle Staatsanleihen schon deshalb reißenden Absatz fänden, weil der Käufer erwarten darf, dass die EZB am guten Schluss doch ohnehin jedes Insolvenzrisiko aufkauft. In diese wundersame Richtung weist seit langem schon die ebenso kühne wie kontrafaktische Behauptung der Basler Bankenregulierung, wonach Staatsanleihen risikolose Papiere seien.

Solche staatlichen Selbstbegünstigungen unterlaufen den Willen des Vertrages zur Gründung der Währungsunion. Denn die fiskalische Disziplin der Teilnehmer an der Währungsunion ist eine entscheidende Voraussetzung für das Gelingen dieses faszinierenden europäischen Projekts: Es waren jedenfalls keine guten Europäer, die ihre Haushaltszahlen frisiert haben, Stabilitätskriterien aufweichten oder einfach missachteten. Auch Deutschlands Schuldenstandsquote entspricht nicht den Stabilitätskriterien.

Vielleicht wäre eine EZB, deren Rechtstreue man ebenso wenig bezweifeln sollte wie ihr geldpolitisches und volkswirtschaftliches Urteilsvermögen, letztlich sogar im Blick auf Zumutungen des politischen Betriebes dankbar, wenn ihr Mandat als monetär klar begrenztes verdeutlicht würde, und zwar durch ein kooperatives Zusammenwirken der Gerichte, mit dem Europa als Rechtsgemeinschaft bekräftigt wird.

## Ein Richterspruch mit Risiko 99,30

Das Urteil des Bundesverfassungsgericht zum Anleiheprogramm der EZB ist ein Spiel mit dem Feuer. Es schadet nicht nur der EZB, es könnte zum Risiko für Europa werden. €

IN GASTBEITRAG VON MARCEL FRATZSCHER Präsident des Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung (DIW) in Berlin.

7. Februar 2014 21:30 Uhr [55 Kommentare](#)



Richter des Bundesverfassungsgerichts in Karlsruhe | © Uwe Anspach/dpa

Das Bundesverfassungsgericht hat heute das Anleiheprogramm (OMT) der Europäischen Zentralbank (EZB) für nicht legal erklärt und den Europäischen Gerichtshof (EuGH) aufgefordert, dieses Urteil zu bestätigen. Dies ist eine seltsame Verrenkung. Einerseits gibt das Gericht zu, dass es nicht für die Entscheidung über europäisches Recht zuständig ist. Andererseits will es dem europäischen Gerichtshof vorgeben, wie er dessen eigenes Recht interpretieren sollte. Die beiden Richter des Bundesverfassungsgerichts, die sich gegen das Urteil ausgesprochen haben, kritisieren die Entscheidung dementsprechend deutlich.

Obwohl das Urteil nicht bindend ist für die EZB, bedeutet es doch faktisch das temporäre Aus für das Programm. Die EZB wird sich nun noch schwerer damit tun, ihren Auftrag zur Stützung von Finanzinstituten und Märkten zu erfüllen.

Die höchsten Verfassungsrichter sehen in dem OMT einen Verstoß gegen das Verbot der monetären Staatsfinanzierung. Sie argumentieren, das Programm habe Verteilungseffekte und dürfe nicht auf Renditen von Staatsanleihen abzielen. Die Richter haben auch definiert, wie das Programm auszusehen hat, damit es rechtlich unbedenklich ist: Es darf keine Schuldenschnitt für die EZB beinhalten, muss ex ante begrenzt sein und soll "Eingriffe in die Preisbildung am Markt" vermeiden.

Das Problem mit dieser Wunschliste ist, dass fast jedes der Instrumente einer Zentralbank diese Bedingungen verletzt. Denn alle ihre Maßnahmen haben einen Einfluss auf Marktpreise und Verteilungseffekte. Und Effektivität und Glaubwürdigkeit verlangen, dass sie ex ante nicht begrenzt sein können.

### Urteil mit tiefgreifender Wirkung

Das Urteil wird eine tiefgreifende Wirkung auf alle Akteure der europäischen Politik haben. Für die EZB bedeutet es, dass der politische Widerstand gegen das OMT in Deutschland es unmöglich machen wird, das Programm wie beabsichtigt zu nutzen. Eine Begrenzung von Käufen vorab wäre unsinnig, da sie durch die Einladung der Märkte zu Spekulationen kontraproduktiv wäre. Daher wird sich die EZB beim Umgang mit gestörten Finanzmärkten anderer Instrumente bedienen müssen. Sie wird wieder stärker Banken stützen müssen und neue Instrumente einsetzen, um Unternehmen und private Haushalte in Krisenländern direkter zu erreichen.

Die große Frage ist, wie die Finanzmärkte das Urteil aufnehmen werden. Möglicherweise erfolgt zunächst keine große Reaktion auf die Nachricht, da die Finanzstabilität in der Euro-Zone nicht unmittelbar bedroht ist. Aber wie werden die mittel- und langfristigen Reaktionen sein?

Die enge Rückkoppelung zwischen Staatsanleihen und Banken innerhalb der Länder der Euro-Zone hat sich in den letzten Jahren noch verstärkt, da heimische Banken einen immer höheren Anteil an den jeweiligen Staatsanleihen halten. Die EZB wird ihre Aufmerksamkeit auf die schwierigere und weniger wirkungsvolle Unterbrechung dieser Rückkoppelung richten. Dadurch werden eine Panik der Märkte und eine tiefere Krise wieder wahrscheinlicher.

Das Urteil des Bundesverfassungsgerichts könnte daher nicht nur für die EZB, sondern auch für Europa schlechte Nachrichten bedeuten. Es begrenzt die Fähigkeit der EZB, Finanzinstitute und Märkte zu stützen. Es verringert auch ihre Unabhängigkeit und wird sie letztendlich bei der Erfüllung ihres Primärauftrags schwächen, die Preise stabil zu halten. Das Urteil erhöht für europäische Regierungen die Dringlichkeit, stärker denn je, eine lebensfähige und wirksame Bankenunion zu vollenden und den ESM als Rettung für Länder in der Krise zu stärken.

<http://www.zerohedge.com/news/2014-02-07/german-top-court-finds-ecbs-omt-illegal-then-promptly-washes-its-hands-final-decisio>

## German Top Court Finds ECB's OMT Is Illegal, Then Promptly Washes Its Hands Of Final Decision 99,32

Submitted by [Tyler Durden](#) on 02/07/2014 07:51 -0500

In what was a shocking and disappointing at the same time decision, overnight the German Constitutional court, which had been contemplating the legality of the ECB's still non-existent OMT program, conceived in July 2012 to prevent the collapse of the Eurozone and still only existing in Mario Draghi's head as it has zero legal documentation supporting it, **said that, in its judgment, the ECB's Outright Monetary Transactions program likely exceeded the central bank's powers.**

***"There are important reasons to assume that [the OMT] exceeds the European Central Bank's monetary policy mandate and thus infringes the powers of the member states, and that it violates the prohibition of monetary financing of the budget,"*** the German court said Friday. ***"Subject to the interpretation by the Court of Justice of the European Union, the Federal Constitutional Court considers the OMT decision incompatible with primary law,"*** the German court said.

At that point it quickly washed its hand of the consequences of having founds the OMT illegal, and referred the final decision on the legality of the European Central Bank's bond-purchase program to the European Court of Justice, and in doing so gave the ECB a panel of judges that is more sympathetic to the OMT and the central bank's ability to conduct monetary policy as it sees fit. It also killed two birds with one stone: allowed Germans to claim internally that the OMT is illegal, while everyone else in Europe gets to pretend that the continent is solvent, and that the ECB can backstop sovereign bond purchases with an imaginary contraption that contrary to mass delusion, simply does not exist and would fall apart the second it is used for the first time.

The [WSJ](#) reports:

*The European Court of Justice has traditionally sided with European Union institutions on their interpretation of EU law.*

*"The announcement should clearly reduce the Karlsruhe fear factor for the ECB," said Carsten Brzeski, an economist at ING Bank, referring to the city that is home to Germany's top court.*

*Friday's announcement "could either be a sign that the court has reached its legal limits on European issues or that the issue is so tricky and touchy that it is better to pass it on," Mr. Brzeski said.*

*The OMT is widely seen as a success. Spanish and Italian bond yields fell sharply after Mr. Draghi's July 2012 speech and subsequent creation of the OMT, and have remained low since. The pledge to buy bonds was so successful in shoring up investor confidence in the euro's future that the OMT has yet to be used.*

*But the program, which was vehemently opposed by Germany's central bank, raised concerns in Germany that the ECB was blurring the line between fiscal and monetary policy and making it easier for governments to backtrack on their commitments to reduce debt.*



*"The ECB reiterates that the OMT program falls within its mandate," the ECB said in a statement after the German court's announcement.*

*But German judges had a different view.*

It remains to be seen if the Germans react to this decision in any way, although at this point it is safe to assume that things in Europe will continue on their unmerry path until finally one of the unintended consequences of the monetary union - such as completely social collapse and record poverty and unemployment - force one of the member nations to revolt on its own and finally bring the entire artificial construct crashing down.

For those who wish to learn more, here is [Open Europe's flash analysis](#) of the Constitutional Court's decision:

\* \* \*

***New Open Europe flash analysis: I'm the German Constitutional Court, get me out of here! Court sees ECB bond buying as illegal but refers questions to ECJ***

**Summary:** The German Constitutional Court (GCC) – Bundesverfassungsgericht – has referred several questions surrounding the ECB's Outright Monetary Transactions (OMT) programme to the European Court of Justice (ECJ). It is evident that the Court believes the OMT is illegal and incompatible with EU and, therefore, German law. However, the Court only has jurisdiction to rule on matters of German domestic law. It therefore argues that it must refer the key questions to the ECJ – the body which interprets EU law – given that the ECB's mandate and any overstepping of EU treaties is obviously a question about EU law.

The ECJ is likely to side with the EU institutions and rule that the OMT is compatible with EU law, with the GCC likely to therefore say its hands are tied. Still, the decision throws new uncertainty into the fragile eurozone economy and could hamper the recovery. The GCC may also, in its interpretation of the OMT's compatibility with German law, insist in new red lines - potentially limiting the level of purchases. This itself would severely restrict the role of the ECB.

#### **What are the new developments?**

Surprising news out of Karlsruhe this morning as the GCC has asked the ECJ to rule on whether the ECB's OMT programme – a promise by the ECB to buy an unlimited number of government bonds if the eurozone crisis worsened – is “compatible with the primary law of the European Union”. The legality of the OMT is a hugely important issue given that it is widely seen as a key factor in stabilising the eurozone and preventing a break-up.

The Court stresses that it believes the programme does violate the law, but can be brought in line with the treaties.

*“The subject of the questions referred for a preliminary ruling is in particular whether the OMT Decision is compatible with the primary law of the European Union. In the view of the Senate, there are important reasons to assume that it exceeds the European Central Bank's monetary policy mandate and thus infringes the powers of the Member States, and that it violates the prohibition of monetary financing of the budget. While the Senate is thus inclined to regard the OMT Decision as an ultra vires act, it also considers it possible that if the OMT Decision were interpreted restrictively in the light of the Treaties, conformity with primary law could be achieved.”* [\[1\]](#)

#### **What questions have been referred to the ECJ?**

The GCC only has competence over German law and cannot make judgements surrounding EU law. Clearly from the above, the GCC believes that the OMT violates the mandate of the Bundesbank and the ECB. However, to conclusively prove so, it requires the ECJ to make a judgement on the OMT as well. The first key question it asks is:

*Is the OMT “to be qualified as an independent act of economic policy?”*

The GCC believes that it is and that it therefore goes beyond the mandate of the ECB, which only refers to monetary policy. It also stresses that the OMT could lead to “considerable redistribution between the Member States”, which is forbidden by the treaties. The GCC also asks the ECJ to rule whether:

*The OMT programme “violates the prohibition of monetary financing of the budget (Art. 123 TFEU)”.*

Again, here it seems the GCC believes that it may well do, and that if it were decided so, the GCC would have to stop the German authorities from taking part. Essentially, the GCC has asked the ECJ to rule whether the OMT is fundamentally compatible with the primary law of the EU.

#### **Will the GCC still provide its own ruling?**

Yes, but likely only after the ECJ has ruled. The GCC seems to be stuck. It has serious concerns over the OMT and its compatibility with the EU treaties and German law. However, it feels it cannot rule on issues of German law until the questions over EU law have been settled – which are outside of its jurisdiction. Once the ECJ has ruled, the GCC will likely re-examine how the OMT fits with German law, however, it will be constrained by the ECJ’s ruling and interpretation of EU law.

#### **How might the GCC and ECJ rule?**

It is patently obvious that the GCC believes that the OMT does violate primary EU law, because it goes beyond the mandate of the ECB and breaks the EU Treaties, and therefore violates German law.

*“The OMT Decision does not appear to be covered by the mandate of the European Central Bank.”*

*“The existence of an ultra vires act as understood above creates an obligation of German authorities to refrain from implementing it and a duty to challenge it. These duties can be enforced before the Constitutional Court at least insofar as they refer to constitutional organs.”*

However, given that the GCC cannot rule on EU law it has referred this decision to the ECJ. That said, as the quote below shows, it could still be forced to accept that the OMT is legal if the ECJ approves it and/or there are further restrictions put on it.

*“Subject to the interpretation by the Court of Justice of the European Union, the Federal Constitutional Court considers the OMT Decision incompatible with primary law; another assessment could, however, be warranted if the OMT Decision could be interpreted in conformity with primary law.”*

*“In the view of the Federal Constitutional Court, the OMT Decision might not be objectionable if it could be interpreted or limited in its validity in conformity with primary law in such a way that it would not undermine the conditionality of the assistance programmes of the EFSF and the ESM, and would indeed only be of a supportive nature with regard to the economic policies in the Union. In light of Art. 123 TFEU, this would probably require that the acceptance of a debt cut must be excluded, that government bonds of selected Member States are not purchased up to unlimited amounts, and that interferences with price formation on the market are to be avoided where possible.”*

Importantly, the GCC flags up that it could be willing to accept the OMT if it is no longer seen as being “unlimited” and if it is no longer seen as its own economic policy – but as long as it continues to have conditionality. This would require a significant reworking of the OMT and would severely hamper the ECB’s

approach to tackling the crisis. It may also provide new boundaries (both legal and practical) on what the ECB can do in a crisis.

Ultimately, then the GCC ruling will depend heavily on how the ECJ rules. That being said, it seems very unlikely that the ECJ would rule against something as significant as the OMT, which has played a huge role in securing the eurozone.

#### **Does this mean the OMT is now invalid?**

It certainly casts significant doubt on the issue, however, it remains somewhat in limbo for the time being. The GCC evidently believes that it is illegal and should be invalid or at the very least amended. However, it also cannot provide such a categorical ruling before the ECJ has had a chance to rule or before the OMT has been amended and clarified.

Given that the ECJ tends to rule in line with EU policy and with EU institutions it seems highly doubtful that it would rule against the OMT. If it were to support OMT without any changes, this would put the GCC in a very difficult position. It would be stuck between believing it falls outside the mandate of the German institutions as to their responsibilities to the EU, however, it would not have any clear basis in terms of EU law.

In the meantime, it is clear the ECB still considers the OMT practically operational. In its response to the referral the central bank stated that, “The ECB reiterates that the OMT programme falls within its mandate.”<sup>[12]</sup>

#### **What does this mean for eurozone?**

This could well spark further jitters in the eurozone. For all the talk of institutional and structural change as well as national governments pushing reform, the OMT has been the key factor in easing the crisis. It certainly throws a new bout of uncertainty into the very fragile economic recovery in the eurozone. It could drive flows back to where they were previously, with the core countries benefitting from safe haven flows and the periphery being hit by the uncertainty. That said, it is likely that most investors will take a wait and see approach given the number of moving parts in this decision.

The Opinion Pages | OP-ED CONTRIBUTOR

## Hollande's Martial Prowess 99,36

By FRANÇOIS HEISBOURG FEB. 9, 2014

Paris — [François Hollande](#), the first French president to pay a state visit to the United States since 1996, is seemingly a man of paradox. Before the 2012 elections, he was taunted by political rivals as “flanby” (a custardlike dessert) or “capitaine de pédalo” (paddle boat captain) — hardly epithets befitting a would-be commander in chief. Yet, within his first 20 months in office, the Socialist Party’s successor to President Nicolas Sarkozy has ordered his country’s troops into two African conflicts, in Mali and the Central African Republic, and came within hours of unleashing cruise missiles against Syria.

There is a certain irony, then, that this avowedly interventionist French president is meeting an American president who has been chiefly preoccupied with the task of disengaging his country from two wearying and costly military entanglements. How to reconcile the tension between their contrasting priorities will be high on the agenda this week for President Barack Obama and Mr. Hollande.

It might be tempting to ascribe Mr. Hollande’s military decision making to political expediency, but this would be a serious misreading of why [France](#) goes to war. Presidents Jacques Chirac and Sarkozy were not shy of foreign intervention (in Bosnia and Kosovo, and in Afghanistan and Libya, respectively). Neither were their predecessors, François Mitterrand (in Lebanon and Chad) and Valéry Giscard d’Estaing (dubbed “l’Africain” for his propensity for military action in Africa).

The outlier in this pattern was France’s refusal to participate in President George W. Bush’s misadventure in Iraq. While this may have imprinted on the American psyche a tabloid press impression of French membership in an “axis of weasel,” France’s robust opposition to the Iraq war has actually reinforced the French public’s trust in the executive’s judgment on matters of war and peace — in sharp contrast to popular attitudes in America and Britain, as we saw last August during the diplomatic crisis over Syria.

None of this means that the French have turned into latter-day Prussians: Before Mr. Sarkozy intervened in Libya, barely one-third of the population supported military action. But once the campaign had begun, support jumped to 66 percent.

Experienced politicians also know that even successful wars don’t win elections. Even after the good outcome of the operation he ordered against Islamist insurgents in Mali, Mr. Hollande remarked pointedly that military intervention wasn’t what the voters had chosen him for. Yet the performance of French forces in Libya and Mali has certainly bolstered the nation’s military self-confidence.

France’s sense of having been vindicated in resisting American pressure over Iraq has also had the counterintuitive effect of making it easier now for the French to work with the United States in places and at times of their choosing. After the chemical weapons attacks in Syria last summer, the French even found themselves leading the charge for a military response, beyond what Mr. Obama was willing to countenance in the absence of congressional approval.

Differences emerged anew on Nov. 10, when France initially blocked a nuclear deal with Iran. The White House invitation to Mr. Hollande, issued on Nov. 22, could be seen as recognition that America needed to work harder to keep its ally close. But Mr. Obama should expect the French to continue to press for a tough stance in dealing with the Iranian [nuclear program](#).

Conversely, France worries deeply — as do other European and Middle Eastern allies — about America's foreign policy shift after Iraq and Afghanistan, its reluctance to put American forces in the front line in the world's trouble spots. France also fears the long-term consequences of the Obama administration's pivot to Asia. These concerns will certainly color Mr. Hollande's visit, albeit in a constructive spirit rather than with traditional Gallic petulance.

We can expect Mr. Hollande to stress the importance of maintaining close French-American military cooperation, whether in a region where the French are leading, like counterterrorism operations in the Sahara, or where the United States is the prime mover, like the Indian Ocean. On another front, France and Britain are building joint facilities to simulate nuclear tests in order to ensure the long-term effectiveness of their atomic stockpiles. This and the fact that Paris and London have cultivated a close military relationship help Mr. Obama: The White House is not being asked to referee a beauty contest between France and Britain.

With no immediate large-scale crisis to contend with, and in the absence of major disagreements, each president should get what he wants from this visit. For Mr. Obama, that will be a demonstration that the United States is not losing allies and influence in Europe as a lower-profile America turns toward Asia. For Mr. Hollande, it will be an endorsement of the view that France, despite its economic problems, remains a major power that counts in the eyes of the world's super power.

*François Heisbourg is a special adviser at the Foundation for Strategic Research, a Paris-based think tank.*

## A More Useful Germany 99,38

By THE EDITORIAL BOARD FEB. 9, 2014

Addressing the opening session late last month of the Munich Security Conference, a yearly gathering of top Western diplomats and defense officials, President Joachim Gauck of Germany expressed sentiments that not many years ago would have brought demonstrators into the streets. The Germans, he [declared](#), should stop hiding behind guilt over their militaristic past and take more responsibility for shaping international affairs. If that meant using the Germany Army, “Germany should not say ‘no’ on principle.”

This time there were no public protests, suggesting that Germany is now open to more public debate over whether there should be a larger German presence in helping resolve conflicts around the globe. Mr. Gauck’s basic argument was that Europe and NATO must assume a greater role in international affairs, and that Germany in particular must do more, as befits its status as Europe’s most populous and industrialized country.

In recent years, Germany has begun to emerge from the deep pacifism that arose as a reaction to its crimes in World War II, sending troops to Afghanistan, Kosovo and elsewhere. Even so, many Germans remain profoundly reluctant to become more militarily active abroad. When the United Nations Security Council authorized aerial strikes in Libya in 2011, Germany abstained. Germany, moreover, spends less on its military — about 1.3 percent of G.D.P. — than Britain or France, a fact that is often criticized by both those countries and by the United States, especially as Germany is the world’s third-largest exporter of weapons, behind the United States and Russia.

President Gauck is hardly the first German leader to challenge Germany’s military reticence. But the venue and timing of his comments — and his own history as an anti-Communist pastor in East Germany — ensured that his call would earn a wide audience. And he is not alone in urging more German involvement in global concerns. On the eve of the conference, Ursula von der Leyen, who was named Germany’s first female defense minister in December, declared in an interview that she was prepared to send more German troops into conflict zones. On the day before Mr. Gauck spoke, the United Nations secretary general, Ban Ki-moon, visited Angela Merkel and Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier to ask for a greater German political and economic presence in the search for global stability.

It was not clear whether Mr. Gauck’s speech had been cleared with Ms. Merkel. Even if not, the president has done a good turn by spurring a critical and timely debate. It was right for Germans to react against the militarism that possessed them 70 years ago, but, as Mr. Gauck argued, that guilt no longer gives Germans the right to look the other way when the West is called on to help people threatened by genocide, ethnic cleansing or crimes against humanity.

<http://www.telegraph.co.uk/finance/financialcrisis/10625484/German-court-parks-tank-on-ECB-lawn-kills-OMT-bond-rescue.html>

## German court parks tank on ECB lawn, kills OMT bond rescue 99,39

Doubtful whether ECB's back-stop scheme for bonds can be implemented if Europe's debt crisis blows up again

By **Ambrose Evans-Pitchard** 7:48PM GMT 07 Feb 2014

 [367 Comments](#)

Germany's top court has issued a blistering attack on the European Central Bank, arguing that its rescue plan for the euro violates EU treaty law and exceeds the bank's policy mandate.

The tough language leaves it doubtful whether the ECB's back-stop scheme for Spanish and Italian bonds can be implemented if Europe's debt crisis blows up again, and greatly complicates any future recourse to quantitative easing if needed to head off Japanese-style deflation.

The German constitutional court refrained from issuing a final ruling on the legality of the plan, known as Outright Monetary Transactions (OMT). It referred the case to the European Court instead, but only after having pre-judged the issue in lacerating terms that effectively bind German institutions. "The Court considers the OMT decision incompatible with primary law," it said.

**"This is a massive attack on Europe's rescue strategy. I do not know whether the markets have understood this yet,"** said Clemens Fuest, head of Germany's ZEW Institute.

Marcel Fratzscher, from Germany's Institute for Economic Research (DIW), said **the judgment kills the OMT for the time being**. "I don't think the ECB can activate the program as long as the case remains open at the European Court," he said.

**"The German Court has parked a tank on the lawn of the ECB,"** said one expert closely involved with the case. "The bank's nuclear weapon is no longer operational, but you could say they bought 18 months of eurozone calm, so the OMT served its purpose."

The court judgment was shockingly harsh, though it left a possible way out if the OMT is redesigned and greatly limited in scope. **"There are important reasons to assume it exceeds the ECB's monetary policy mandate and thus infringes the powers of the Member States, and that it violates the prohibition of monetary financing of the budget,"** said the court.

The eight judges said they were "inclined to regard the OMT decision as an **Ultra Vires** act", adding that this **"creates an obligation of German authorities to refrain from implementing it"**.

The verdict is a blow to the ECB's president Mario Draghi, who unveiled the OMT in July 2012 with his pledge to do "whatever it takes" to save monetary union. The gambit restored faith in Spanish and Italian sovereign debt almost overnight and averted the imminent collapse of EMU, but Mr Draghi was always sailing close to the wind. **While the German finance ministry backed the scheme, the Bundesbank and top German economists opposed it vehemently as a fiscal blank cheque for Club Med, and a fatal erosion of ECB independence.**

The ECB insisted on Friday that "the OMT program falls within its mandate". One EU official said the Bundesbank is legally obliged to take part in OMT operations if called upon, but admitted that nobody can

force it to obey. **“If necessary we could still implement the OMT without Germany, but it would not send a good signal,” he said.**

Hans Redeker, from Morgan Stanley, said the court - or Verfassungsgericht - had crippled the ECB. “They have taken away the ECB’s weaponry, and greatly increased the hurdle for QE. The ECB won’t be able to respond as another wave of deflation hits from Asia, leaving the euro zone a step closer to a Japanese crisis,” he said.

Ebrahim Rahbari, from Citigroup, said the surprise decision was a “clear negative” that binds the hands of the ECB. While the European Court may eventually validate the OMT, it cannot deviate far from the German verdict without provoking a political backlash.

**Udo di Fabio**, a former judge at the Verfassungsgericht and author of earlier rulings on the euro, said the court is deliberately fencing in the ECJ, constraining its room for manoeuvre by issuing its own prior judgment.

Investors reacted calmly to the news, with bond yields falling slightly in southern Europe. “Italian and Spanish bonds have a gigantic comfort zone of 600 basis points. **The market view is that the ECJ will wink this through when the time comes so there is nothing to worry about,**” said Andrew Roberts, from RBS.

This is the first time that the Verfassungsgericht has referred a case to the European Court. Contrary to general belief, however, **the ECJ is not the higher judicial body. The referral is a courtesy, and in this case a clever political ploy.**

**The Verfassungsgericht ruled in its famous judgment on the Maastricht Treaty in 1993 that it reserves the right to strike down any EU law that breaches the German Grundgesetz or Basic Law.**

It went even further in its ruling on the **Lisbon Treaty in 2009**, **reminding the EU authorities in acid terms that the sovereign states are the “masters of the EU Treaties” and not the other way around.**

It set out limits to EU integration and warned that whole areas of policy “must forever remain German”, adding that **Germany must be prepared to “refuse further participation in the European Union” if EU aggrandizement threatens its democracy in any way. Today Europe’s most powerful court dropped another bombshell.**



Letters [Courtjester](#) Feb 8th, 14:14 99,41

Who is overstepping the mark is not yet clear, as a genius post in telegraph article makes clear - to simplify - whereas everybody other than the German court has accepted the supremacy of the EU rules, the court says - only as long as the basic law is not overruled.

Please read yourself - it puts a lot into perspective.

Secondly, there is an economic aspect to it, and again, I will just post another comment, this time out of the FT comment section (you might need a free registration to see) - which sums up the issue nicely.

**Basically, if the OMT is legal, it is ineffective, if it is effective it is illegal, at least under German law.**

Make what you will of it. It is more complicated than first thought.

I cannot vouch for the posts being correct, however it sounds better to me than all the half wisdoms spread elsewhere.

Zantedeschia (from yesterday, link below) on supremacy or no supremacy...

"Great question. Here's the answer. The German federal constitutional court has never accepted the doctrine of supremacy of EU law laid down in *Costa v Enel*, but instead maintains a sort of truce, the so-called "Solange" doctrine, established in the "International Handelgesellschaft" line of cases, which holds that "solange", i.e. 'so long as' European law does not infringe the provisions of the German constitution, Germany will abide by it all. The German court noted in (I think the recent 'Nice' case) that nowhere in the treaties is the doctrine of supremacy of EU law actually provided for. Of course the flipside of the Solange doctrine is that if the ECJ exceeds its competence in a way which is unconstitutional, then 'there will be trouble', i.e. German law will apply in that instance instead.

All other EU member states except for Germany, however, accept the *Costa v Enel* principle (of supremacy of EU law), I gather. I wouldn't get any hopes up (if you're a Ukipper) for this heralding the breakdown of the European project because the EU in its ECJ capacity has traditionally been pretty deferent to German constitutional law, note the famous *Stauder* and *Omega* rulings where the ECJ sort of copied and pasted the German fundamental rights provisions.

As for the EU being run BY Germany, I don't think so, although economists will agree the Euro in practice seems to be mainly for the benefit OF Germany, as it can export bigtime and never import anything, without its currency inflating...

The UK Parliament agreed to abide by all EU law in 1972 (an agreement it can retract at any time), although Germany by virtue of s25 of its 'basic law' automatically respects international law EXCEPT, it seems, where it contradicts the fundamental principles of its constitution. In the UK the only fundamental principle of our constitution is that Parliament has the last word on everything..."

<http://www.telegraph.co.uk/finance/financialcrisis/10625484/German-court...>

see below for the second bit, too many signs for one post..

German foreign policy

## No more shirking 99,42

Is Germany ready to have a foreign policy proportionate to its weight?

Feb 8th 2014 | BERLIN | [From the print edition](#)



SINCE the second world war, Germany has farmed out foreign policy to America, France and Britain, its key allies, while refraining from playing a serious part in military missions in the name of pacifism. Only between 1998 and 2005 did Gerhard Schröder, then chancellor, and his foreign minister, Joschka Fischer, give a glimpse of a more muscular Germany, for example by sending troops to the Balkans. Under Mr Schröder's successor, Angela Merkel, Germany has reverted to form. Guido Westerwelle, her foreign minister from 2009 to 2013, called this a "culture of restraint".

Yet to its allies such restraint has increasingly made Germany seem like "the shirker in the international community", as Joachim Gauck, the German president, put it in a speech to the Munich security conference on January 31st. The German diplomatic elite has long felt the growing frustration in Washington, Paris and London that Germany was not doing its fair share. There was particular anger over its refusal to back the 2011 UN Security Council resolution authorising war in Libya.

Mr Gauck, who has no policymaking power but speaks as the conscience of the country, is now urging Germans to step forward. He co-ordinated his speech with Frank-Walter Steinmeier, who succeeded Mr Westerwelle as foreign minister in December, having held the office in Mrs Merkel's first term from 2005 to 2009. Ursula von der Leyen, Germany's new defence minister and a possible future candidate for chancellor, has also come out in favour of a more active Germany. So, more cautiously, has Norbert Röttgen, head of the foreign-affairs committee in the Bundestag.

Only Mrs Merkel herself has not made her own views clear on this shifting consensus. This is her wont: she lets others float new ideas to observe how the debate unfolds, tipping the balance only at a late stage. But it is inconceivable that she would have allowed two of her ministers to forge ahead so far if she did not sympathise fundamentally with their point of view.

What do the diplomats mean when they now promise “more engagement”? Mr Steinmeier’s first objective is to repatriate to the foreign ministry the main responsibility for managing relations with the European Union, which migrated to the finance ministry during the darkest days of the euro crisis. He has made a start by hiring Martin Kotthaus, formerly a spokesman for Wolfgang Schäuble, the finance minister.

Mr Steinmeier wants to improve co-operation with France, not just over the EU but elsewhere. The implied quid pro quo is that Germany will more actively support France in Africa and France will back Germany in leading the EU’s policies in eastern Europe, says a foreign-ministry official. This gives Germany a tricky test right away in Ukraine (see [article](#)). But Mr Steinmeier also seeks non-military ways to be a better international partner. He feels, for example, that Germany should offer to dispose of Syrian chemical weapons because it has a suitable facility, even if Germans are uncomfortable with the idea.

Mrs von der Leyen is in principle ready to go further: towards a more unified European security policy, in which Germany would play a prominent role. Because this is at best a remote possibility, however, she is first trying simply to remove the domestic stigma from German military actions. Germany has about 5,000 soldiers in 13 missions worldwide, all playing a supporting role to allied troops. When NATO leaves Afghanistan, German soldiers are likely to be among the small number of Western troops that stay on.

Yet Mrs von der Leyen’s concrete proposals seem almost trivial. In Mali, where the French are fighting against a jihadist takeover, she wants to raise the number of German military trainers from about 100 to perhaps 250. In the Central African Republic, where French troops are trying to stop bloody clashes between Muslims and Christians, Mrs von der Leyen would send aircraft to fly out the injured.

Those African missions are strategic sideshows to Germany’s real national interests, says Ulrich Speck at Carnegie Europe, a think-tank. Germany should worry more about rebalancing its relations with Asia, where for economic reasons it has recently favoured China while neglecting South-East Asia and Japan. And it should force the EU to come up with a coherent stance toward Russia’s Vladimir Putin.

Nonetheless, the new signals from Germany’s elite amount to a big change. They are based on the perception that America cannot or will not be around, as it once was, to solve Europe’s problems in future. Since revelations of American spying on Germans began last summer—the latest discovery is that America tapped not only Mrs Merkel’s phone but also Mr Schröder’s since 2002—trust in the former protector has been damaged, although Mr Steinmeier and Mrs von der Leyen are both keen to limit a further rift. More generally, the debate reflects a new self-confidence in Germany. After atoning for its sins for 69 years, the country is now “a good Germany, the best we’ve ever known”, as Mr Gauck puts it.

The biggest hurdle remains public opinion at home. A new poll finds 62% of Germans opposing Mrs von der Leyen’s ideas about making the German army more active abroad. Mr Steinmeier therefore plans to spend this year touring not only the world but also Germany to convince voters that the time has come to reconsider their reflexive and often moralising pacifism. “While there are genuine pacifists in Germany, there are also people who use Germany’s past guilt as a shield for laziness or a desire to disengage from the world,” Mr Gauck said in Munich. Even on the political left, which still looks askance at NATO and sometimes the EU, such attitudes are becoming harder to defend.

Polish energy policy

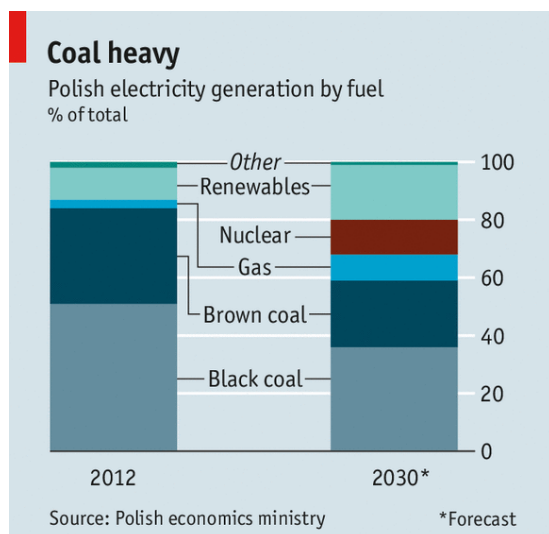
## A different Energiewende 99,44

Poland moves a step closer to its own nuclear energy

Feb 8th 2014 | [From the print edition](#)

AFTER debating the possibility of nuclear energy for years, the Polish government has at last come up with a scheme. On January 28th the economics ministry presented a detailed 150-page plan paving the way for the construction of two nuclear-power plants. By 2016 the sites of the two plants will be picked. Two areas close to the Baltic coast, Choczewo and Zarnowiec, are on the shortlist. Three years later construction is to begin and, by 2024, the first plant should be producing power. A state-owned energy company, PGE, will manage the project, which will cost an estimated 40 billion-60 billion zloty (\$13 billion-19 billion).

The government's adoption of the scheme is the most important step so far in preparations for the construction of the country's first nuclear-power station, says Andrzej Bobinski at Polityka Insight, a think-tank in Warsaw. But it does not guarantee that any Polish atoms will actually be split. The scheme fails to answer two of the most important questions: how can it be financed? And how can it be made profitable? The government insists that no public money will be used to build any nuclear-power plant, so it needs to find a private company or a consortium that is willing and able to make such a huge and risky investment.



Kai-Olaf Lang from the Stiftung Wissenschaft und Politik, a think-tank in Berlin, agrees that many questions hang over Poland's nuclear-energy ambitions. "A lot depends on the European Union's decarbonisation policy," he says. Poland is the EU's largest lignite producer, and more than 80% of the electricity generated in the country comes from coal (see chart). Until now Poland has just about met its EU obligations to cut CO<sub>2</sub> emissions. But last month the European Commission invited EU countries to reduce their greenhouse-gas emissions by 40% by 2030, after planned cuts of 20% by 2020 (all relative to 1990 levels). It also wants a "binding" EU-wide target of at least 27% for the share of renewables in the overall energy mix.

Another issue for Poland's nuclear future is public opinion. Surveys have found a majority of Poles in favour of nuclear energy, but this could change, particularly when the proposed site of a nuclear-power plant is close to home. Poland has an election next year. The opposition Law and Justice party, although it has been more enthusiastic in the past about nuclear energy than the ruling Civic Platform party, is now calling for a referendum.

Shale gas could also play a role. Until now, the exploration of shale gas in northern Poland has moved at a snail's pace, thanks to a combination of bureaucracy and environmental worries, much to the frustration of foreign investors. The government is trying to change this. On February 5th the environment ministry announced a new shale-gas law intended to cut red tape and regulatory obstacles. To investors' relief, NOKE, a state operator, will not be part of the licensing process. "I believe this will encourage exploration," says Kamlesh Parmar, chief executive of 3Legs Resources, an investor.



Krzysztof Kilian, a former boss of PGE, doubts that the government can embark on the production of nuclear power and shale gas at the same time, as both require gargantuan investments. Meanwhile, Russia is building a nuclear-power plant in Kaliningrad, the Russian exclave north of Poland. So far Poland and Lithuania have both declined Russian offers to export power to their countries, as both are trying to reduce their dependence on Russian energy, which is overwhelming in Lithuania's case and considerable in Poland's. In June last year the construction of the plant was temporarily suspended.

"The Polish government does not have a consistent energy policy," complains Mr Bobinski. It seems to be hedging its bets with the nuclear projects while trying to speed up shale-gas exploration and watching the price of CO<sub>2</sub> emissions. Whereas Germany has embarked on its controversial *Energiewende*—a retreat from nuclear energy—with Teutonic rigour, Poles are still hesitating about which way to turn.

Assortative mating

## Sex, brains and inequality 99,46

How sexual equality increases the gap between rich and poor households

Feb 8th 2014 | WASHINGTON, DC | [From the print edition](#)



IN “MAD MEN”, a series about the advertising industry in the 1960s, women are underpaid, sexually harassed and left with the kids while their husbands drunkenly philander. Sexual equality was a distant dream in those days. But when Don Draper, the show’s star, dumps the brainy consultant he has been dating and marries his secretary, he strikes a blow for equality of household income.

Nowadays, successful men are more likely to marry successful women. This is a good thing. It reflects the fact that there are more high-flying women. Male doctors in the 1960s married nurses because there were few female doctors. Now there are plenty. Yet assortative mating (the tendency of similar people to marry each other) aggravates inequality between households—two married lawyers are much richer than a single mother who stacks shelves. A new study\* of hundreds of thousands of couples investigates the link.

The wage gap between highly and barely educated workers has grown, but that could in theory have been offset by the fact that more women now go to college and get good jobs. Had spouses chosen each other at random, many well-paid women would have married ill-paid men and vice versa. Workers would have become more unequal, but households would not. With such “random” matching, the authors estimate that the Gini coefficient, which is zero at total equality and one at total inequality, would have remained roughly unchanged, at 0.33 in 1960 and 0.34 in 2005.

But in reality the highly educated increasingly married each other. In 1960 25% of men with university degrees married women with degrees; in 2005, 48% did. As a result, the Gini rose from 0.34 in 1960 to 0.43 in 2005.

Assortative mating is hardly mysterious. People with similar education tend to work in similar places and often find each other attractive. On top of this, the economic incentive to marry your peers has increased. A woman with a graduate degree whose husband dropped out of high school in 1960 could still enjoy household income 40% above the national average; by 2005, such a couple would earn 8% below it. In 1960 a household composed of two people with graduate degrees earned 76% above the average; by 2005, they earned 119% more. Women have far more choices than before, and that is one reason why inequality will be hard to reverse.

\*[Marry Your Like: Assortative Mating And Income Inequality](#), by Jeremy Greenwood, Nezih Guner, Georgi Kocharkov and Cezar Santos, NBER Working Paper 19829

Federal Constitutional Court - Press office -

**Press release no. 9/2014 of 7 February 2014  
99;47**

Orders of [17 December 2013](#) and of [14 January 2014](#)  
2 BvR 1390/12 (partly separated as 2 BvR 2728/13)  
2 BvR 1421/12 (partly separated as 2 BvR 2729/13)  
2 BvR 1438/12 (partly separated as 2 BvR 2730/13)  
2 BvR 1439/12  
2 BvR 1440/12  
2 BvR 1824/12 (partly separated as 2 BvR 2731/13)  
2 BvE 6/12 (partly separated as 2 BvE 13/13)

---

**Principal Proceedings ESM/ECB: Pronouncement of the  
Judgment and Referral  
for a Preliminary Ruling to the Court of Justice of the  
European Union**

---

Based on the oral hearing of 11 and 12 June 2013 (see press releases

[no. 29/2013](#) of 19 April 2013 and [no. 36/2013](#) of 14 May 2013), on

**Tuesday 18 March 2014, 10:00 am,  
in the Courtroom of the Federal Constitutional Court,  
"Waldstadt" seat, Rintheimer Querallee 11, 76131 Karlsruhe**

the Second Senate of the Federal Constitutional Court will pronounce its judgment on the subjects of the proceedings that relate to the establishment of the European Stability Mechanism (ESM) and the Treaty of 2 March 2012 on Stability, Coordination and Governance in the Economic and Monetary Union (Fiscal Compact). The conditions for accreditation will be announced at a later stage; currently, no accreditations are possible.

The Senate has separated the matters that relate to the OMT Decision of

the Governing Council of the European Central Bank of 6 September 2012, stayed these proceedings and referred several questions to the Court of Justice of the European Union for a preliminary ruling. The subject of the questions referred for a preliminary ruling is in particular whether the OMT Decision is compatible with the primary law of the European Union. In the view of the Senate, there are important reasons to assume that it exceeds the European Central Bank's monetary policy mandate and thus infringes the powers of the Member States, and that it violates the prohibition of monetary financing of the budget. While the Senate is thus inclined to regard the OMT Decision as an *ultra vires* act, it also considers it possible that if the OMT Decision were interpreted restrictively in the light of the Treaties, conformity with primary law could be achieved. The Senate decided with 6:2 votes; Justice L ubbe-Wolff and Justice Gerhardt both delivered a separate opinion.

### **Facts of the Cases:**

In a reasonable assessment of their applications, the complainants and the applicant challenge, first, the participation of the German *Bundesbank* in the implementation of the Decision of the Governing Council of the European Central Bank of 6 September 2012 on Technical Features of Outright Monetary Transactions (OMT Decision), and secondly, that the German Federal Government and the German *Bundestag* failed to act regarding this Decision. The OMT Decision envisages that the European System of Central Banks can purchase government bonds of selected Member States up to an unlimited amount if, and as long as, these Member States, at the same time, participate in a reform programme as agreed upon with the European Financial Stability Facility or the European Stability Mechanism. The stated aim of the Outright Monetary Transactions is to safeguard an appropriate monetary policy transmission



and the consistency or “singleness” of the monetary policy. The OMT Decision has not yet been put into effect.

### **Essential Considerations of the Senate:**

1. According to the established case-law of the Federal Constitutional Court, the Court’s powers of review cover the examination of whether acts of European institutions and agencies are based on manifest transgressions of powers or affect the area of constitutional identity of the Basic Law, which cannot be transferred and is protected by Art. 79 sec. 3 of the Basic Law (*Grundgesetz* – GG).

2. If the OMT Decision violated the European Central Bank’s monetary policy mandate or the prohibition of monetary financing of the budget, this would have to be considered an *ultra vires* act.

a) Pursuant to the Federal Constitutional Court’s *Honeywell* decision (BVerfGE 126, 286), such an *ultra vires* act requires a sufficiently qualified violation. This means that the act of authority of the European Union must be manifestly in violation of powers, and that the challenged act entails a structurally significant shift in the allocation of powers to the detriment of the Member States.

b) The mandate of the European Central Bank is limited in the Treaties to the field of monetary policy (Art. 119 and 127 et seq. TFEU, Art. 17 et seq. ESCB Statute). It is not authorised to pursue its own economic policy but may only support the general economic policies in the Union (Art. 119 sec. 2, Art. 127 sec. 1 sentence 2 TFEU; Art. 2 sentence 2 ESCB Statute). If one assumes – subject to the interpretation by the Court of Justice of the European Union – that the OMT Decision is to be

qualified as an independent act of economic policy, it clearly violates this distribution of powers. Such a shifting of powers would also be structurally significant, because the OMT Decision could be superimposed onto assistance measures which are part of the “Euro rescue policy” and which belong to the core aspects of the Member States’ economic policy responsibilities (cf. Art. 136 sec. 3 TFEU). Moreover, the Outright Monetary Transactions can lead to a considerable redistribution between the Member States, and can thus gain effects of a system of fiscal redistribution, which is not entailed by the European Treaties.

c) Should the OMT Decision violate the prohibition of monetary financing of the budget (Art. 123 TFEU), this, too, would have to be considered a manifest and structurally significant transgression of powers. The violation would be manifest because primary law stipulates an explicit prohibition of monetary financing of the budget and thus unequivocally excludes such powers of the European Central Bank. The violation would also be structurally significant, because the prohibition of monetary financing of the budget is one of the fundamental rules for the design of the Monetary Union as a “community of stability”. Apart from this, it safeguards the overall budgetary responsibility of the German *Bundestag*.

3. The existence of an *ultra vires* act as understood above creates an obligation of German authorities to refrain from implementing it and a duty to challenge it. These duties can be enforced before the Constitutional Court at least insofar as they refer to constitutional organs.

a) It is derived from the responsibility with respect to integration that the German *Bundestag* and the Federal Government are obliged to safeguard compliance with the integration programme and, in case of

manifest and structurally significant transgressions of powers by European Union organs, to actively pursue the goal to reach compliance with the integration programme. They can retroactively legitimise the assumption of powers by initiating a corresponding change of primary law, and by formally transferring the exercised sovereign powers in proceedings pursuant to Art. 23 sec. 1 sentences 2 and 3 GG. However, insofar as this is not feasible or wanted, they are generally obliged within their respective powers, to pursue the reversal of acts that are not covered by the integration programme, with legal or political means, and – as long as the acts continue to have effect – to take adequate precautions to ensure that the domestic effects remain as limited as possible.

b) A violation of these duties violates individual rights of the voters that can be asserted with a constitutional complaint. According to the established case-law of the Senate, Art. 38 sec. 1 sentence 1 GG is violated if the right to vote is in danger of being rendered ineffective in an area that is essential for the political self-determination of the people. On the other hand, Art. 38 sec. 1 sentence 1 GG does not entail a right to have the legality of decisions taken by a democratic majority reviewed by the Federal Constitutional Court.

Vis-à-vis manifest and structurally significant transgressions of the mandate by the European institutions, the safeguard provided by Art. 38 sec. 1 sentence 1 GG also consists of a procedural element: In order to safeguard their democratic influence in the process of European integration, citizens who are entitled to vote generally have a right to have a transfer of sovereign powers only take place in the ways envisaged, which are undermined when there is a unilateral usurpation of powers. A citizen can therefore demand that the *Bundestag* and the

Federal Government actively deal with the question of how the distribution of powers can be restored, and that they decide which options they want to use to pursue this goal. An *ultra vires* act can further be the object of *Organstreit* proceedings [proceedings relating to disputes between constitutional organs].

4. Subject to the interpretation by the Court of Justice of the European Union, the Federal Constitutional Court considers the OMT Decision incompatible with primary law; another assessment could, however, be warranted if the OMT Decision could be interpreted in conformity with primary law.

a) The OMT Decision does not appear to be covered by the mandate of the European Central Bank. The monetary policy is to be distinguished according to the wording, structure, and purpose of the Treaties from (in particular) the economic policy, which primarily falls into the responsibility of the Member States. Relevant to the delimitation are the immediate objective of an act, which is to be determined objectively, the instruments envisaged to achieve the objective, and its link to other provisions.

The classification of the OMT Decision as an act of economic policy is supported by its immediate objective, which is to neutralise spreads on government bonds of selected Member States of the euro currency area. According to the European Central Bank, these spreads are partly based on fear of investors of a reversibility of the euro; however, according to the *Bundesbank*, such interest rate spreads only reflect the scepticism of market participants that individual Member States will show sufficient budgetary discipline to stay permanently solvent.

The purchase of government bonds from selected Member States only is a further indication of the OMT Decision being an act of economic policy because the monetary policy framework of the European System of Central Banks does generally not have an approach which would differentiate between individual Member States. The parallelism of the OMT with assistance programmes of the EFSF or the ESM and the risk of undermining their objectives and requirements confirm this assessment. The purchase of government bonds to provide relief to individual Member States that is envisaged by the OMT Decision appears, in this context, as the functional equivalent to an assistance measure of the above-mentioned institutions – albeit without their parliamentary legitimation and monitoring.

b) Art. 123 sec. 1 TFEU prohibits the European Central Bank from purchasing government bonds directly from the emitting Member States. It seems obvious that this prohibition may not be circumvented by functionally equivalent measures. The above-mentioned aspects, namely the neutralisation of interest rate spreads, selectivity of purchases, and the parallelism with EFSF and ESM assistance programmes indicate that the OMT Decision aims at a prohibited circumvention of Art. 123 sec. 1 TFEU. The following aspects can be added: The willingness to participate in a debt cut with regard to the bonds to be purchased; the increased risk; the option to keep the purchased government bonds to maturity; the interference with the price formation on the market, and the encouragement, coming from the ECB's Governing Council, of market participants to purchase the bonds in question on the primary market.

c) In the view of the Federal Constitutional Court, the objective mentioned by the European Central Bank to justify the OMT Decision, namely to correct a disruption to the monetary policy transmission

mechanism, cannot change this assessment. The fact that the purchase of government bonds can, under certain conditions, also help to support the monetary policy objectives of the European System of Central Banks does not turn the OMT Decision itself into an act of monetary policy. If purchasing of government bonds were admissible every time the monetary policy transmission mechanism is disrupted, it would amount to granting the European Central Bank the power to remedy any deterioration of the credit rating of a euro Member State through the purchase of that state's government bonds. This would largely suspend the prohibition of monetary financing of the budget.

d) In the view of the Federal Constitutional Court, the OMT Decision might not be objectionable if it could be interpreted or limited in its validity in conformity with primary law in such a way that it would not undermine the conditionality of the assistance programmes of the EFSF and the ESM, and would indeed only be of a supportive nature with regard to the economic policies in the Union. In light of Art. 123 TFEU, this would probably require that the acceptance of a debt cut must be excluded, that government bonds of selected Member States are not purchased up to unlimited amounts, and that interferences with price formation on the market are to be avoided where possible. Statements by the representatives of the European Central Bank in the course of the proceedings and the oral hearing before the Senate suggest that such an interpretation in conformity with primary law would most likely be compatible with the meaning and purpose of the OMT Decision.

5. Whether the OMT Decision and its implementation could also violate the constitutional identity of the Basic Law is currently not clearly foreseeable and depends, among other factors, on the content and scope of the OMT Decision as interpreted in conformity with primary law.

## **Separate Opinion of Justice Lübbe-Wolff:**

In an effort to secure the rule of law, a court may happen to exceed judicial competence. In my view, this has occurred here. The motions should have been rejected as inadmissible. How *Bundestag* and Federal Government are to react to a violation, martial or non-martial, of German sovereign rights is a question that cannot reasonably be answered by rules making certain predetermined positive actions mandatory. Selecting from the variety of possible reactions, which range from expressions of disapproval to an exit from the Monetary Union, can only be a matter of political discretion. Accordingly, it comes as no surprise that no such rules are detectable either in the text of the Constitution or in the case-law interpreting it.

The assumption that under specified conditions not only acts of German federal organs which positively restrict sovereign rights, but also mere inaction in the face of qualified transgressions on the part of the European Union can be challenged on the basis of Art. 38 sec. 1 GG departs from earlier case-law, just recently corroborated, according to which parliamentary or governmental inaction is contestable in constitutional complaint proceedings only if the complainant can rely on an explicit constitutional mandate substantially specifying the content and reach of the alleged duty to act. With respect to *Organstreit* challenges of inaction, too, the Senate has just recently repeated that they are admissible only if directed against a *specific* omission, i.e. against the omission of a specific action which can arguably be presented as constitutionally imperative. Moreover, the notion that a mere omission of certain governmental behaviour on the Union level can be a proper object of constitutional complaint would seem to stand in

contrast to recent case-law according to which even positive acts of governmental cooperation in EU decisions or in intergovernmental decisions related to the Union will not be examined.

### **Separate Opinion of Justice Gerhardt:**

I hold that the constitutional complaints and the application in the *Organstreit* proceedings, in so far as they relate to the OMT Decision, are inadmissible. The Senate's decision extends the possibilities of the individual to initiate via Art. 38 sec. 1 GG – without connection to a substantive fundamental right – a review of the acts of Union institutions by the Constitutional Court. By admitting such an *ultra vires* review, the door is opened to a general right to have the laws enforced (*allgemeiner Gesetzesvollziehungsanspruch*), which the Basic Law does not contain.

The responsibility with respect to integration (*Integrationsverantwortung*) of the German constitutional organs exists vis-à-vis the general public, and yields nothing for the construction of a subjective right of any person entitled to vote to have constitutional organs take action. With regard to the question of whether there exists a qualified *ultra vires* act, the Federal Government and the *Bundestag* must have a margin of appreciation and discretion, which the citizen needs to accept. The decision is based on the assumption that a transgression of powers can also be manifest if it is preceded by a lengthy clarification process. This case shows in abundant clarity how difficult it is to handle the criterion “manifest”. Monetary and economic policies relate to each other and cannot be strictly separated. In an overall assessment, it seems to me that the claim, that the objective of the OMT Decision is first and foremost the re-establishment



of the monetary transmission mechanism, cannot be contradicted with the unequivocalness to be required.

That, with the help of the Federal Constitutional Court, an individual may steer the *Bundestag's* right of initiative into a specific direction, does not fit into the constitutional framework of parliamentary work. The citizens can influence the way and objectives of the political process through petitions, the political parties and Members of Parliament, and in particular through the media. The *Bundestag* could readily have criticised the OMT Decision by political means, threatened, if necessary, to bring proceedings for annulment before the Court of Justice of the European Union, waited for the reactions of the European Central Bank and the financial markets and then taken further steps. The fact that it did none of this does not indicate a democratic deficit, but is an expression of its majority decision for a certain policy when handling the sovereign debt crisis in the euro currency area.

DDR-VERKLÄRUNG

## Lehrern fehlt "wichtiges Grundwissen" 99,58

*Bildungsexperte plädiert dafür, Urteilskraft durch Fortbildungen zu stärken*



DDR-Symbol: Wird die Geschichte der SED-Diktatur verharmlost? (picture-alliance/dpa/Wolfram Steinberg)

Es gebe Lehrer und Lehrerinnen in West und Ost, die die DDR verklären, sagt Jens Hüttman, Leiter des Arbeitsbereichs schulische Bildungsarbeit bei der Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur. Nötig seien Fortbildungen, auf denen Lehrkräfte sicherer im Thema würden und sich austauschen könnten.

Nana Brink: Ende des Jahres, da jährt sich zum 25. Mal der Fall der Mauer. Und bestimmt schon vor dem 9. November werden wir uns die Frage stellen, wie wir alle übrigens, egal, wo wir geboren oder wie wir geprägt worden sind, mit dem Teil deutscher Geschichte umgehen, die sich DDR nennt, und was wir unseren Kindern erzählen. Um gleich die gängigen Klischees vorwegzunehmen: Ihr macht die DDR ja nur schlecht, schallt es da manchmal aus den östlichen Breitengraden, oder: Ihr verniedlicht eine Diktatur, kommt es dann aus dem Westen zurück. Der Schriftsteller Roman Grafe liest seit elf Jahren deutschen Schülern zwischen Hamburg und Dresden, Greifswald und München aus seinen Büchern zur DDR-Geschichte vor und hat beklagt, dass die DDR im schulunterricht oft verklärt wird. Jens Hüttmann leitet die Abteilung schulische Bildungsarbeit bei der Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur, schönen guten Morgen, herr Hüttmann!

Jens Hüttmann: Guten Morgen!

Brink: Sind die Erfahrungen des Schriftstellers Grafe exemplarisch?

Hüttmann: Na ja, also, ich würde sagen, in negativer Hinsicht muss man erst mal feststellen, das ist schon ein ganz schöner Knaller, die Geschichte, die er erzählt. Ich würde aber in der Tat sagen, dass man sich davor hüten sollte, das so zu pauschalisieren, wie Grafe es denn macht, schon alleine, weil ja in dem artikel ausschließlich von Ostdeutschland die Rede ist. Und DDR-Geschichte wird auch von Kiel bis zum Chiemsee von Lehrerinnen und Lehrern unterrichtet, also auch in Westdeutschland, und zwar in gesamtdeutscher Perspektive. Damit meine ich, dass es eigentlich mittlerweile in den Lehrplänen etwa ganz klar drin steht, dass es immer um eine integrierte Perspektive geht, also die Geschichte der Bundesrepublik auf der einen Seite und die Geschichte der DDR, des SED-Staats auf der anderen Seite. Und das ist dann erst mal ein starker Kontrast natürlich, auf der einen Seite eine parlamentarische Demokratie und auf der anderen Seite eine Parteidiktatur der SED. Und ...

Brink: Nun muss man vielleicht dazu sagen, dass er ja seine Erlebnisse schildert in einem Artikel in der "Zeit" vom letzten Donnerstag, da schreibt er sehr deutlich, in einer Schule in Stendal war er und ist sozusagen eigentlich ja fast schon beschimpft worden dadurch, dass er etwas erzählt aus der DDR und auch deutlich macht, was da passiert ist. Und er hat diesen Vorwurf, das muss man vielleicht hier auch noch anfügen, genannt: Na ja, das sind ja die alten Lehrer von damals, das wundert einen ja nicht.

"Wichtig, dass man aber nicht mit dem Holzhammer kommt"

Hüttmann: Ja. Also, ich denke, dass das Bild ein bisschen komplexer ist. Ich würde sagen, es gibt zum Teil Verklärung, übrigens nicht nur in Ostdeutschland, sondern auch in Westdeutschland, aber ich frage mich zum Beispiel, ob das nicht in anderen Berufsgruppen ähnlich ist, wenn man Umfragen zum Beispiel machen würde, ich sage jetzt mal, Polizei oder so was, ob es nicht dort auch ähnliche Tendenzen gibt. Und ich finde, das Bild muss deshalb komplexer sein, weil ich viel feststelle in Lehrerfortbildungen, die ich für die Bundesstiftung durchführe in ganz Deutschland, dass auch bei den Lehrerinnen und Lehrern häufig so etwas da ist, wie man auch bei den Schülern beklagt, nämlich dass eigentlich wichtiges Grundwissen fehlt. Und wenn Lehrerinnen und Lehrer das Gefühl haben, vielleicht nicht so sicher zu sein in einem Thema, eben wirklich noch ein bisschen die Basics nacharbeiten zu müssen, dann existiert auch eine Scheu, das Thema im Unterricht tatsächlich aufzugreifen und den Schülerinnen und Schülern das näherzubringen. Also, das ist eine etwas andere Perspektive.

Brink: Das ist die eine Sache, man muss also Grundwissen vermitteln. Was sind denn Ihre Erlebnisse ganz konkret, wenn Sie da rausgehen: Gibt es Widerstände oder werden Sie mit offenen Armen empfangen, so nach dem Motto: Hilf uns doch ein bisschen?

Hüttmann: Ja, also, ich würde sagen, das kann man ganz gut differenzieren für Ost- und Westdeutschland. Es gibt allgemein ein großes Interesse zum Beispiel an unseren Bildungsangeboten, aber auch den Lehrerfortbildungen insgesamt. In Westdeutschland ist es häufig ein eher unbekanntes Thema und ist deswegen Gegenstand von Neugier bei vielen Kollegen. Und da geht es aber häufig dann darum, tatsächlich Grundwissen zur DDR-Geschichte zu vermitteln und den Lehrerinnen und Lehrern zu zeigen, wo ganz besonders interessante Punkte sind, wie sich etwa eine Diktatur durchsetzt, wie sie sich erhält, vielleicht stabil wird, wie sie zusammenbricht in der Revolution von 1989 etwa. Das sind schon spannende Themen. In Ostdeutschland gibt es häufig auch eine biografisch begründete Scheu bei Lehrerinnen und Lehrern.

Andererseits ist es auch so, dass auch dort längst eine neue Lehrer- und Lehrerinnengeneration nachgewachsen ist. Und insofern sind eigentlich die Konflikte, die es so um DDR-Geschichte gibt, dann zum Teil in einem Schulkollegium in Ostdeutschland auch ablesbar. Und das ist dann auch eine Kontroverse, die durchaus auch bei Lehrerfortbildungen ausgetragen wird. Zum Beispiel in Dresden habe ich da eine Veranstaltung in Erinnerung, als eine Teilnehmerin sich meldete und sagte, na ja, also ich war 1989 noch SED-Mitglied und ich war nicht für diese friedliche Revolution. Heute allerdings muss ich sagen, in der Rückschau, 20 Jahre danach, ich stand auf der falschen Seite. Also, es gibt auch solche Erlebnisse, wo man merkt, Aufklärung wirkt tatsächlich und die Leute können auch ihr eigenes Handeln 20 Jahre später zum Teil auch durchaus selbstkritisch reflektieren. Ich finde es wichtig, dass man aber nicht mit dem Holzhammer kommt und sozusagen mit Wahrheiten über die DDR operiert, so nach dem Motto, wenn ihr das nicht schluckt, dann redet ihr die Unwahrheit, sondern es geht eigentlich darum, auch bei Lehrerinnen und Lehrern die Urteilskraft zu stärken und kritisch miteinander in den Dialog zu treten.

"Widerspruch ist gut geeignet, um Fragen zu stellen"

Brink: Ist das nicht auch ein Generationsproblem? Also, ich erinnere mich zum Beispiel an die Erzählungen meines Vaters. Der hat gesagt, na, als ich damals in den 50er-Jahren in die Schule ging, da gab es ja immer noch die alten Nazi-Lehrer.

Hüttmann: Ja, ich denke bloß, dass das natürlich eigentlich eine Idealsituation auch für historisches Lernen ist, wenn es kontroverse Positionen gibt. Ich will das man an dem Beispiel festmachen, dass, wenn zum Beispiel ein Kind aufwächst in einer Familie, wo beide Eltern eigentlich zufrieden waren mit dem Leben in der DDR, und deswegen am Abendbrottisch eher positive Geschichten über die DDR hört, dann kommt dasselbe Kind in die Schule und in den Lehrplänen wird ein sehr kritisches Bild der DDR vermittelt. Und hier gibt es einen Widerspruch und das ist eigentlich gut geeignet, um Fragen zu stellen im Unterricht. Und dann müssen sich natürlich auch Lehrerinnen und Lehrer dazu positionieren. Und ich denke, wenn zum Beispiel so jemand wie

Roman Grafe, der tolle Lesungen macht, dann in so eine Schule kommt, kann dadurch auch eine produktive Atmosphäre entstehen, weil dadurch eben wirklich Interesse gestärkt wird, und womöglich überzeugt man Leute auch durch die besseren Argumente.

Brink: Jens Hüttmann leitet die Abteilung Schulische Bildungsarbeit bei der Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur. Schönen Dank, Herr Hüttmann, dass Sie mit uns gesprochen haben! Tschüss!

Hüttmann: Ja, danke!

*Äußerungen unserer Gesprächspartner geben deren eigene Auffassungen wieder. Deutschlandradio macht sich Äußerungen seiner Gesprächspartner in Interviews und Diskussionen nicht zu eigen.*

02/10/2014 05:59 PM

Europe or Democracy?

## What German Court Ruling Means for the Euro 99,61

By SPIEGEL Staff

**Germany's Constitutional Court ruling last Friday marks a significant escalation in efforts to rein in the European Central Bank. The ruling's message? Either the European Court of Justice has to stop bond purchases or German justices will.**

Last Friday, when six justices on Germany's Constitutional Court cast doubt on European efforts to save the euro, the man who initiated the case was sitting obliviously at his desk. It was only when his secretary burst excitedly into his office that Peter Gauweiler understood that his case had created legal history.

Gauweiler, a member of German parliament who also has a legal firm located in Munich, managed to convince a majority of justices on the court's second senate that the ECB's program to save the European common currency is contrary to European law. The court referred the case onward to the European Court of Justice in Luxembourg, a first for the Karlsruhe-based German court. "Karlsruhe has shown ECB President Mario Draghi what a bazooka really is," Gauweiler crowed.

Gauweiler is likely the only German parliamentarian for whom the ruling is cause for such elation. The case regarding the legality of ECB efforts to assist ailing euro-zone member states has been ongoing for more than a year -- and Friday's move to refer the issue onward to Luxembourg has triggered concern and impatience among politicians in Berlin and the rest of Europe.

Sending the case to Luxembourg only appears to be an act of European conviction at first glance. In truth, it is nothing less than a final reckoning with the crisis-management strategy pursued by the ECB. There can be no doubt about it: The Constitutional Court is threatening to cause trouble.

The German justices insist that the German constitution sets limits on the ECB's strategy in the crisis. And that could have consequences that go far beyond the jurisdiction of the court in Karlsruhe. In a worst-case scenario, the Constitutional Court could forbid Berlin from contributing to efforts to save the euro or even force Germany to leave the currency zone entirely.

### Premature Relief?

At first, however, the ECB reacted with relief on Friday when the German ruling was announced. It is what they had hoped for, said many within the Frankfurt-based bank. The European court is seen as being much more conciliatory than the German court and most believe that a complete cancellation of the bond-buy program (known officially as "Outright Monetary Transactions" or OMT) is unlikely. "The constitutional court is apparently unable to deal with the complexities of the issue and is now seeking to push responsibility onto the European Court of Justice," says Michael Hüther from the Cologne Institute for Economic Research.

But the relief might be premature. Even if the ECB wins the battle in the Luxembourg courtroom, it remains to be seen if the German court would be satisfied. A thorough reading of the decision reveals that, after spending months looking into the OMT program, a majority of the German justices have come to the conclusion for the first time that Draghi's bond purchases are unconstitutional. Only massive changes could make it acceptable.

Clemens Furst, head of the Center for European Economic Research, calls last Friday's ruling a "thunderbolt." The German court, he said, has made it clear that it finds OMT to be extremely problematic. "It is a clear signal," he says.

Hans-Werner Sinn, the euro-skeptic head of the Munich-based Ifo Institute, believes that the German court's position "will not remain without consequences for ECB monetary policies." Furthermore, the ruling "will strengthen the position of euro critics and the general skepticism Germans have of the ECB."

Politicians in Berlin, by contrast, are furious. "Why not just go ahead and continually review everything the government does?" snapped one conservative. He says the referral to the European court could slow euro-zone policy for the foreseeable future.

"Stability can only be established where there is trust," warns Michael Meister, parliamentary state-secretary in the Finance Ministry. "And you can't establish trust where there are open legal questions in the euro zone."

### **'Important Boost'**

Conservatives are even more concerned because both Chancellor Angela Merkel's Christian Democrats and their Bavarian sister party, the Christian Social Union, face a not insignificant challenge in the run-up to the European Parliamentary elections in May from the anti-euro party Alternative for Germany (AfD). Of course, members of AfD are extremely pleased with last Friday's ruling. "I am enormously satisfied with the decision," says party head Bernd Lucke. "Finally, a court has found that the ECB's bond-buying program is a clear violation of European law." He adds that the ruling provides "an important boost for the campaign."

It is also a clear indication that Germany's highest court is extremely skeptical of the ECB. Draghi's 2012 announcement that the ECB would embark on unlimited sovereign bond purchases from ailing euro-zone member states, [the court found](#), is incompatible with European law. The ruling notes that OMT "exceeds the mandate" of the ECB and "encroaches on the responsibility of the member states for economic policy." Furthermore, it finds that the purchasing of sovereign bonds on secondary markets represents a "circumvention" of the prohibition against direct state financing.

The logic followed by Karlsruhe has been considered to be incontrovertible since the 2009 ruling on the Lisbon Treaty. Measures taken by European institutions that are not covered by treaties occur "*ultra vires*," meaning they violate the sovereignty of EU member states.

By extension, that means that if the German government and parliament do not protect the country from the multibillion euro policies of the ECB, then the Constitutional Court must step in -- even by way of a verdict which could force Berlin to withdraw from the euro zone. Germany, after all, is liable for a lion's share of the billions spent by the ECB on bailouts. That liability, however, limits parliament's constitutionally guaranteed control over how tax money is spent. Furthermore, that budgetary right is what gives German voters a say in economic and budgetary policy. Thus, the right to vote grants every German the power to challenge policy overreaches in the attempt to save the common European currency.

This link-up of law and politics, the court made clear on Friday, is preliminary, and thus "subject to the interpretation by the Court of Justice." But several of the ruling's passages seem to indicate that the repeated references to the preliminary nature of the Constitutional Court's finding are little more than politesse. Karlsruhe, the document makes clear, will not shy away from conflict.

### **Germany's Conditions**

The German court's strategy is clear. Should justices in Luxembourg share the German interpretation, then the Constitutional Court could hide behind the European Court of Justice and pose as model Europeans in the ongoing battle over final jurisdiction on the Continent.

In the case, however, that Luxembourg doesn't completely share the view articulated in Friday's verdict, the German court has built a bridge. Should Luxembourg interpret OMT as being "in conformity with primary law," it could, within the conditions set by the German court, satisfy the Constitutional Court's concerns, the ruling notes.

Essentially, there are three conditions set by Karlsruhe to ensure that a bond-buying program not be *ultra vires*: An upper limit to the bond purchases must be set; debt haircuts for the countries in question must be excluded; and the same conditions that apply to recipients of European Stability Mechanism (ESM) aid must apply to those countries benefitting directly from the bond purchases.

It is, once again, the German hardline. The question as to whether such a program would sufficiently impress the markets is one to which Draghi would likely respond in the negative. But can European justices really set binding guidelines? And what happens if Luxembourg accepts only some of the conditions set by the German court?

Should the European Court of Justice come to a different conclusion than that reached by the German court, then the conflict promises to escalate. The German court, after all, has reserved the right to reject a European court ruling should it not fulfill the legal standards applied in German jurisprudence. Such a situation, in which the German high court simply disregards a ruling from the European Court of Justice, would be the worst-case scenario for Europe.

### **What About ECB Independence?**

"Democracy is more important to us than the euro." That, roughly, is how court insiders describe the mood among the justices of the court's second senate. It is also an approach that helps one understand comments made by Constitutional Court President Andreas Voßkuhle during oral arguments last summer. The court, he said, is focused on establishing "legal boundaries to the ECB mandate" and seeks to "strengthen the guarantees provided by our constitution."

Many, though, find that intention to be little more than hubris -- including the two Constitutional Court justices that dissented in the 6-2 vote last Friday. Central bank tools applied in a crisis, they say, do not fit neatly into legal frameworks.

Hüther, from the Cologne Institute for Economic Research, says that the entire proceedings in Karlsruhe were misguided. "The discussion as to whether the ECB is allowed to purchase sovereign bonds should not be held before the court," he says. "That decision has to be made by the central bank, which is independent and thus not bound by the rulings of German justices either."

Marcel Fratzscher, president of the German Institute for Economic Research, agrees: "A central bank must be able to act without limits on monetary policy," he says. "If this right is restricted, it erodes its credibility." The German court ruling, he says, introduces new uncertainties because it opens up the possibility of court action on future monetary policy decisions.

Just how intense the conflict between monetary policy and jurisprudence might become can be seen by the attempt made by German justices to access information regarding the true intentions of Draghi's announcement regarding unlimited sovereign bond purchases. The ECB considers the details of the resolution to be classified. "We have had to make do with press releases," complained one participant in the proceedings prior to oral arguments.

### **Not Good for the Markets**

And that is how it should be. Clarity over the details of the program may be good for legal professionals, but it isn't good for the markets. Former Constitutional Court Justice Udo Di Fabio, who was instrumental in the

court's Lisbon Treaty ruling, likewise sees how dangerous the conflict between jurisprudence and the markets can be for the markets. It is, of course, "difficult" for the ECB head to deal with such a situation, he says. "He announced a huge weapon and now the courts have begun discussing the conditions under which such a weapon can be used," Di Fabio says.

Already, the lack of clarity has begun to affect the ECB. After all, it wants to go even further. Even if the debt crisis appears to have passed, Europe's central bankers have begun combatting other apparitions. The inflation rate in the euro zone is currently so low that some economists have begun warning of deflation -- an economically damaging reduction in prices.

The ECB has long since developed contingency plans to combat such a development. Should the situation deteriorate further, the Frankfurt-based bank is prepared to unveil new monetary policy weapons. Furthermore, the possibility of the ECB purchasing certain types of securitized debt is likewise under consideration.

"Quantitative easing" is another key phrase that has re-entered the debate in recent weeks, a reference to broad and unconditional bond purchases of the type the US Federal Reserve has been undertaking for years. Such purchases go far beyond those made under the OMT program. But because they include bonds from all euro-zone member states, and not just those that are suffering under high interest rates, they are considered by many to be more compatible with the ECB's mandate.

### **Stronger Than Ever**

Still, such ideas regularly trigger fierce debates with conservative monetary policy experts who want to prevent the ECB from devolving into a euro-zone development bank. The finding of the German Constitutional Court, say European central bankers, is even more critical than the skepticism voiced internally. The justices, it is felt, would likely forbid instruments such as Quantitative Easing as well.

They could be right. The Karlsruhe justices feel stronger than ever. For the first time, they dared to do what they had been threatening to do for years: They branded a European decision as *ultra vires* and thus found it to be inconsistent with the German constitution. Sending this finding to a European court has far-reaching implications for the court's reputation and authority: "The ruling will now be translated into the 23 other official EU languages and sent to all EU member states," one Constitutional Court insider noted with gratification.

Only an application for expedited proceedings could prevent the European Court of Justice from taking its time in examining the German ruling. Such an application, however, has not been made.

**BY MELANIE AMANN, SVEN BÖLL, THOMAS DARNSTÄDT, DIETMAR HIPPE, GORDON REPINSKI AND ANNE SEITH**

*Translated from the German by Charles Hawley*



## Patrick Artus, l'économie française décroche vraiment 99,65

Le Point.fr - Publié le 11/02/2014 à 07:42

Rien ne vient redresser la rentabilité des entreprises quand elle chute, alors que dans les autres pays de l'OCDE, les efforts sont récompensés.



Le ministère de l'Économie et des Finances. © Fred Dufour / AFP

Par PATRICK ARTUS

La rentabilité des entreprises françaises est très basse dans l'absolu et par rapport aux autres pays. Il en est de même de la rentabilité du capital. Les profits des entreprises représentent 6 % de leur valeur ajoutée en France, 9 % en Italie, 10 % au Royaume-Uni et en Allemagne, 12 % au Japon, 13 % aux États-Unis, 15 % en Espagne. Le rendement du capital physique est de 7 % en France ; il varie entre 11 et 15 % dans les autres pays de l'OCDE.

Quand on regarde les marges bénéficiaires dans le long terme en France, on voit que le niveau présent est extrêmement bas. Le point bas précédent des marges bénéficiaires avait été atteint en 1982, mais les marges de l'industrie sont encore plus basses qu'en 1982 : à la fin de 2013, 23 % contre 26 % en 1982. Le niveau présent très bas de la rentabilité des entreprises françaises est inquiétant : il contribue à expliquer le recul de l'investissement, l'absence de signe de reprise : les indicateurs avancés sont pour l'instant cohérents avec une croissance restant négative en France.

La rentabilité décroît, et ce mouvement s'accélère

Nous voulons montrer que cette situation vient d'une "caractéristique extraordinaire" de l'économie française : la disparition des mécanismes qui pourraient redresser la rentabilité. Que s'est-il passé dans les années 1980 ? La rentabilité, on l'a vu plus haut, était extrêmement basse au début des années 1980. Comment s'est-elle redressée ultérieurement ? Par la stagnation des salaires réels, avec la hausse du chômage et les politiques de gel des salaires : de 1983 à 1991, le salaire réel par tête n'augmente absolument pas. Par l'accélération des gains de productivité, pour réduire les coûts unitaires : la productivité augmente de plus de 2 % par an en 1982 et 1990. Par les dévaluations du franc qui ont desserré les contraintes de compétitivité pesant sur les prix de vente : le taux de change franc/mark passe de 2,30 à 3,40 entre 1982 et 1987.

La situation est très différente aujourd'hui. Depuis le début des années 2000, la rentabilité décroît, et ce mouvement s'accélère en 2007 sans que rien ne vienne l'arrêter. En effet, les salaires réels ne réagissent pas à la dégradation de la rentabilité, pas plus qu'à la montée du chômage ; ils continuent d'augmenter de 1 % par an. Or, il ne peut bien sûr plus y avoir de dévaluation ; une dévaluation permettrait une hausse plus rapide des prix qui améliorerait la rentabilité. Enfin, la productivité du travail n'augmente que faiblement, moins vite que les salaires réels.

Vers une longue stagnation ?

Les mécanismes qui avaient redressé la profitabilité dans les années 1980 ne sont donc plus présents. La politique économique ne réagit que faiblement et tardivement : certes, à partir de 2014, il va y avoir le CICE (baisse d'impôts sur les profits des entreprises), mais ceci succède à une longue période de hausse des cotisations sociales des entreprises qui représentent 11 % du produit intérieur brut en 2007 et 11,7 % en 2013.

La France est donc maintenant très différente des autres pays de l'OCDE. Aux États-Unis, au Japon, tardivement en Espagne et en Italie, le redressement de la profitabilité s'est fait par un mécanisme endogène : le freinage des salaires, le redressement de la productivité ; à partir de 2001 aux États-Unis, de 1998 au Japon, de 2009 en Espagne et en Italie. En Allemagne dans la première moitié des années 2000, au Royaume-Uni dans les années 1980, les gouvernements ont mené des politiques fiscales et du marché du travail qui ont redressé la profitabilité. En France, ni les mécanismes endogènes de marché, ni les politiques économiques ne redressent aujourd'hui la profitabilité, ce qui peut condamner à une longue stagnation.

<http://www.spiegel.de/politik/ausland/schweizer-journalist-verteidigt-volksvotum-gegen-zuwanderung-a-952673.html>

## Schweizer gegen Zuwanderung: Europas mutigste Demokraten 99,67

*Ein Debattenbeitrag von Patrik Müller*

**Die Schweiz, ein Rassisten-Nest? Von wegen: Nicht aus Angst, sondern aus Kühnheit ziehen die Eidgenossen die Zuwanderungsbremse - gegen alle Widerstände aus Europa. Und aus gutem Grund.**

Die donnernden [Reaktionen auf den Schweizer Volksentscheid](#) sagen einiges über den Absender. Wenn der deutsche SPD-Politiker [Ralf Stegner](#) den Nachbarn "geistige Abschottung" und "Verblödung" diagnostiziert, stellt sich die Frage: Was für ein Demokratieverständnis hat dieser Mann? Wenn Zeitungskommentatoren das Votum mit "Fremdenhass" deuten, möchte man ihnen zurufen: Redet zuerst mit den Menschen in diesem angeblichen Rassisten-Nest.

Sie könnten, beispielsweise, in ihren liebsten Urlaubskanton fahren, in das Tessin. Dort waren es keine Rechtspopulisten, sondern die Grünen, die an vorderster Front für die Einwanderungsinitiative kämpften. Weil die Personenfreizügigkeit zu einer "sozialen Katastrophe" führe - zu Lohndumping und Ausbeutung italienischer Arbeitskräfte.

### Applaus von der falschen Seite

Das knappe Volks-Ja wäre allein mit den Stimmen der konservativen [SVP](#), die die Abstimmung "gegen die Masseneinwanderung" initiiert hat, niemals möglich gewesen. Die SVP hat einen Wähleranteil von gerade einmal 25 Prozent. Für eine Mehrheit brauchte es also weitere 25 Prozent. Eben Grüne. Oder den bürgerlichen Mittelstand, der in den Boom-Regionen keine bezahlbaren Wohnungen mehr findet.

Oder aber linke Wachstumskritiker wie den Sozialdemokraten, Rudolf Strahm. Er hält die Personenfreizügigkeit für ein "neoliberales und menschenverachtendes Konzept", weil auf dem Binnenmarkt Europa die Arbeitnehmer wie Güterwagen hin- und hergeschoben würden. An solche Motive haben Frankreichs [Front National](#) und die österreichische [FPÖ](#) wohl kaum gedacht, als sie am Sonntag eilig applaudierten.

### Ein mutiges Volk

["Ja" zu stimmen zur SVP-Initiative](#), das brauchte Mut. Denn die Drohungen von der Regierung, den Wirtschaftsverbänden und der EU waren unüberhörbar: Wehe, wenn ihr es wagt! Dann riskiert ihr die bilateralen Abkommen mit der EU, den alleinigen Grund für den wirtschaftlichen Wohlstand der Schweiz.

Das Volk hatte diesen Mut, wahrscheinlich ist es sogar Kühnheit. Im Gegensatz zur Regierung, die es in all den Jahren nicht einmal wagte, nach [Brüssel](#) zu reisen und über die Probleme der Personenfreizügigkeit zu reden. Bevor diese im Jahr 2000 schrittweise eingeführt wurde, hatte die Regierung 10.000 Einwanderer pro Jahr prognostiziert. Effektiv kamen dann 80.000. Das entspricht einem Prozent der Gesamtbevölkerung, etwa dreimal so viel wie die Nettoeinwanderung nach Deutschland. Das ginge in keinem Industrieland der Welt lange gut.

Der Ausländeranteil steigt und steigt, er beträgt aktuell 23,4 Prozent (in Deutschland: neun Prozent). Er wäre noch viel höher, wenn die Schweiz nicht großzügig Ausländer einbürgern würde - jedes Jahr 40.000 (in Deutschland: 100.000, bei zehnmal größerer Bevölkerung).

### Kühn aus Erfahrung

In früheren Abstimmungen haben die Schweizer die liberale Migrationspolitik gutgeheißen, vor allem, weil sie der Wirtschaft nützten. Jetzt aber nehmen sie in Kauf, auf Wirtschaftswachstum zu verzichten. Wichtiger als

die BIP-Raten ist ihnen die Bewahrung ihrer Identität, ihres Lebensraums, ihrer Lebensqualität. Sie sind nicht gegen Ausländer, sie wollen aber nicht zu viele.

"Die Einwanderung selber steuern" war das wichtigste Argument in den Debatten. Es überzeugte, weil es an den Unabhängigkeitswillen appelliert, der Teil der helvetischen DNA ist. Dieser Unabhängigkeitswille führt nicht zum ersten Mal zu einer kühnen Entscheidung: 1992 lehnte das Volk den Beitritt zum Europäischen Wirtschaftsraum EWR ab, trotz Drohungen, die Arbeitslosigkeit werde auf 20 Prozent steigen und die Schweiz in Europa isoliert.

Die Reaktionen waren auch damals donnernd, doch es kam anders, es kam gut. Die Schweizer haben am Sonntag darauf gewettet, dass sich die Geschichte wiederholt.

---

#### Zum Autor



**Patrik Müller**, 38 ist seit 2007 Chefredaktor der "Schweiz am Sonntag", mit 203.000 Exemplaren die größte abonnierte Sonntagszeitung der Schweiz. Der Ökonom war davor für die "SonntagsZeitung" und den "SonntagsBlick" tätig.

## La Cour des comptes anticipe un dérapage du déficit public en 2013 et 2014 99,69

Publiée le 11/02/2014 à 10:01



Compte tenu de la baisse de la croissance et de la surestimation des rentrées fiscales, les Sages de la rue Cambon ne croient pas que la France tiendra ses engagements de réduction des déficits. Entre 3 et 6 milliards d'euros pourraient manquer cette année à la France.

Voilà qui devrait faire l'effet d'une douche froide au sein du gouvernement. En raison des «incertitudes qui demeurent sur les comptes de l'année 2013, il existe un risque significatif que le déficit public excède la dernière prévision du gouvernement, de 4,1% du PIB», a déclaré [Didier Migaud](#), le premier président de la [Cour des comptes](#), lors de la traditionnelle présentation ce mardi matin du rapport public annuel de l'institution. Le chiffre définitif sera publié fin mars par l'Insee.

Ce dérapage est d'autant plus inquiétant que le gouvernement anticipait, dans sa loi de programmation des finances publiques de décembre 2012, un déficit de 3% du PIB pour l'an dernier. Bref, quel que soit son niveau réel, la réduction du déficit «sera limitée», souligne Didier Migaud. Et ce, malgré des hausses d'[impôts](#) représentant un effort «considérable». Selon les chiffres actuels, la réduction du déficit public en 2013 a été «deux fois moins importante» (0,7 point au lieu de 1,5 point) que celle initialement estimée. Précisément, l'effort qui a porté «pour plus des trois quarts sur des recettes nouvelles» en 2013 était équivalent à 1,7 point de PIB et «le déficit public ne s'est réduit que 0,7 point de PIB», relève la Cour des comptes.

### Excès d'optimisme dans les rentrées fiscales

Cet écart s'explique par la révision de la croissance du PIB (de 0,8% à 0,1%) pour 2013. Et par une perte de recettes de «16 milliards» par rapport aux estimations de fin 2012, due à une croissance plus faible qu'attendu, mais aussi à une mauvaise évaluation des rentrées fiscales. La Cour des comptes pointe d'ailleurs du doigt «un excès d'optimisme dans le choix des hypothèses techniques utilisées pour le calcul des recettes». À cela, il faudrait ajouter un écart de 3,5 milliards de recettes avec le projet de loi de finances rectificatif voté en décembre dernier. Parallèlement, les dépenses ont progressé de 1,7% en volume l'an dernier, contre une prévision de 0,9% en décembre 2012. Au final, les déficits restent donc «supérieurs aux moyennes de l'Union européenne», souligne le rapport.

En toute logique, cette réduction des déficits «plus lente que prévu» fragilise l'objectif affiché pour cette année (3,6% du PIB), dont l'atteinte, «n'est pas assurée à ce stade», selon Didier Migaud. D'autant que les Sages de la rue Cambon suspectent à nouveau le gouvernement de faire preuve de trop d'optimisme. Si la prévision d'une croissance à 0,9% a été considérée comme «plausible», les hypothèses retenues concernant l'emploi, sont en revanche jugées plus hasardeuses par la Cour, pour qui la perte des recettes fiscales pourrait atteindre «2 à 4 milliards» cette année par rapport aux prévisions.

De surcroît, les nouvelles hausses d'impôts votée dans le budget 2014 auront un «rendement inférieur de 1 à 2 milliards» par rapport à celui attendu en septembre, du fait des amendements apportés ou de la suspension de l'écotaxe. Au total, les déficits pourraient dépasser les prévisions de 3 à 6 milliards.

### Plus de 30.000 euros de dette par français

Pour tenir ses engagements, le gouvernement a promis une économie de 15 milliards par rapport à la hausse tendancielle des dépenses. Mais «une part des économies (pour 2014) n'est pas encore documentée à ce stade et certaines apparaissent surestimées», estime même Didier Migaud. Car elles proviennent d'effets de comparaison par rapport à une définition de l'évolution naturelle «parfois discutable». Bref, le «ralentissement des dépenses est loin d'être acquis et pourrait appeler des mesures allant au-delà de la régulation habituelle des crédits (gel et annulation), d'autant qu'il n'existe aucune marge de manœuvre pour faire face à des dépenses imprévues», conclut la Cour. Quant à la dette, elle «dépassera 2000 milliards en fin d'année», soit 95,1% du PIB (ou plus de 30.000 euros par Français), ce qui constitue une «zone dangereuse».

Le gouvernement s'est enfin engagé à réaliser au moins 50 milliards d'économies de 2015 à 2017. L'effort à réaliser est certes «sans précédent». Mais Didier Migaud rappelle qu'il ne s'agit pas «de réduire la dépense publique, mais d'en limiter la progression à environ 2% par an» en valeur. Soit une hausse de 70 milliards sur trois ans au lieu de 120 milliards. Atteindre cet objectif est possible, à condition «d'engager enfin des réformes de fond dans les différentes administrations publiques», ajoute le haut magistrat. Et si l'on mesure réellement l'efficacité des politiques publiques. Sans surprise, c'est selon lui dans les secteurs de la sécurité sociale et des finances locales, qui ont le moins contribué jusqu'ici, «que les économies les plus importantes peuvent être réalisées».

Ungleichheit

## Über das Paarungsverhalten betuchter Großstädter 99,71

08.02.2014

Früher heiratete der Chef die Sekretärin, heute nimmt er eine Frau, die genauso viel verdient wie er. Ist die Liebe der wahre Grund für die gesellschaftliche Ungleichheit?

Von LENA SCHIPPER

[Artikel](#) [Bilder](#) (2) [Lesermeinungen](#) (2)



© F1 ONLINE Er Banker, sie Anwältin: Das steigert das Familieneinkommen

Stellen Sie sich vor, alle Amerikaner hörten von heute auf morgen damit auf, sich ihre Partner selbst auszusuchen. Stattdessen teilt ein Zufallsgenerator jedem Menschen automatisch einen Partner zu. Die Ungleichheit der amerikanischen Haushaltseinkommen würde auf einen Schlag um rund 20 Prozent sinken – zurück auf das Niveau von 1960.

Zu diesem Schluss kommen der Ökonom Jeremy Greenwood von der Universität Pennsylvania und drei seiner Kollegen in dem Aufsatz „Marry your like“ („Heirate den, der dir ähnelt“). Die Ökonomen zeigen, dass die Veränderung der Kriterien, nach denen wir unsere Partner auswählen, ein wichtiger Grund für die zunehmende soziale Ungleichheit der letzten Jahrzehnte ist. Denn immer mehr Menschen wählen heute einen Partner, der ihnen vom sozialen Status her ähnelt, also ähnlich gut ausgebildet ist und ähnlich viel verdient.

Früher heiratete rund die Hälfte aller Männer in Deutschland eine Frau, deren Ausbildung und Einkommen deutlich unter ihrem eigenen lagen – der Manager ehelichte seine Sekretärin, der Chefarzt führte die Krankenschwester zum Traualtar. Den Frauen bot sich damit ein Leben, das sie sich allein wohl nicht hätten leisten können, die natürliche Umverteilung innerhalb der Ehe sorgte dafür, dass sich die Einkommensverhältnisse der Haushalte bis zu einem gewissen Grad aneinander anglichen – die Gesellschaft wurde gleicher.

Heute ist das anders: Nur noch ein Fünftel aller gutausgebildeten und gutverdienenden Männer heiratet eine Frau außerhalb der eigenen Schicht, der Rest sieht sich unter seinesgleichen um. Umgekehrt ist bisher nur ein verschwindend geringer Anteil der gutsituierten Akademikerinnen auf den Gedanken gekommen, ihr Leben mit einem Gärtner oder Bauarbeiter zu verbringen. Deswegen gibt es immer mehr Haushalte, in denen beide Partner ähnlich viel oder wenig verdienen. Und wenn die Unterschiede innerhalb der Haushalte abnehmen, werden die Abstände zwischen den Haushalten stetig größer.

Frauen sind nicht mehr auf Männer angewiesen

Dazu passt, dass die Einkommensungleichheit in westlichen Ländern in den vergangenen Jahrzehnten zugenommen hat: In Deutschland stieg der Gini-Koeffizient, der die Ungleichheit misst, bis zum Jahr 2005

relativ stark an. Seitdem sinkt er wieder. Doch langfristig betrachtet geht der Trend nach oben, auch wenn die Gesellschaft noch lange nicht so ungleich ist wie etwa die amerikanische. Auch die Tendenz, sich Partner zunehmend innerhalb der eigenen Schicht zu suchen, nahm innerhalb dieses Zeitraums zu.



Einkommensungleichheit nimmt zu

In Amerika, wo die Ungleichheit am größten ist, war dieser Effekt am stärksten zu spüren: Wenn die Leute dort heute nach demselben Muster heiraten würden wie im Jahr 1960, haben der Ökonom Greenwood und seine Kollegen ausgerechnet, würde das Land wieder wesentlich gleich.

Doch auch in Deutschland belegen die tatsächlichen Einkommensverhältnisse, dass die veränderten Beziehungsmuster die Einkommensverteilung in der Gesellschaft beeinflussen: Zwar sind die Einkommensunterschiede zwischen Ehepartnern nach wie vor recht groß, der Abstand hat sich aber in den letzten Jahren merklich verringert, schreibt der Statistiker Christoph Schröder in einem Paper des Instituts der deutschen Wirtschaft in Köln. Die Verringerung der Einkommensunterschiede innerhalb der Haushalte habe „in erheblichem Maß“ zum Anstieg der Einkommensungleichheit in der Gesellschaft insgesamt beigetragen, folgert Schröder.

Wie konnte es dazu kommen, dass unsere Entscheidungen in der Liebe die Gesellschaft ungleicher gemacht haben? Ein wichtiger Grund ist die Emanzipation der Frauen. Denn die neuen romantischen Vorlieben hängen eng mit einer anderen gesellschaftlichen Entwicklung zusammen: Frauen sind heute nicht mehr auf Männer angewiesen, um ihren gesellschaftlichen Status zu halten oder zu verbessern. Sie sind besser ausgebildet als früher, haben häufiger Arbeit und arbeiten auch zunehmend in höher bezahlten Berufen. Für gutausgebildete Männer, die sich eine Partnerin aus der eigenen Schicht wünschen, hat das die Chancen verbessert: Es gibt schlicht mehr gutausgebildete Frauen, unter denen die Männer wählen können.

Eine gute Nachricht für die Bekämpfer der Ungleichheit

Gleichzeitig haben sich die Frauen jedoch nicht von der traditionellen Idee verabschiedet, dass ihr Partner mindestens genauso gut, im Idealfall besser verdienen sollte als sie selbst. Der Soziologe Hans-Peter Blossfeld hat die Beziehungsmuster der Deutschen jahrelang erforscht und kommt diesbezüglich zu einem eindeutigen Schluss: Je besser ausgebildet eine Frau ist, desto anspruchsvoller wird sie. Das verringert die Wahrscheinlichkeit, dass es zu gesellschaftlicher Durchmischung durch Heirat kommt, noch zusätzlich.

Doch es wäre zu kurz gegriffen, die Ungleichheit der Emanzipation in die Schuhe zu schieben. Denn Frauen, die arbeiten, haben zwar höhere Ansprüche an ihre Männer. Doch die Einkommenszuwächse, die sie mit ihrer



Arbeit in den letzten Jahrzehnten erreicht haben, haben die Gesellschaft bisher insgesamt gleicher gemacht. Das liegt daran, dass es im Gegensatz zu früher heute viel weniger Frauen gibt, die überhaupt kein oder nur ein sehr geringes eigenes Einkommen haben. Nach Berechnungen der OECD ist dieser gleichmachende Effekt in den Industrieländern seit Mitte der achtziger Jahre sogar doppelt so groß wie die zusätzliche Ungleichheit, die durch die Wahl ähnlicher Partner entstanden ist.

Zudem ist die Art und Weise, wie wir unsere Liebsten wählen, alleine keine ausreichende Erklärung dafür, dass die Haushaltseinkommen auseinanderdriften: Anders als in Amerika halten die meisten Forscher in Deutschland andere Faktoren wie etwa die ungleiche Einkommensentwicklung bei niedrig- und hochqualifizierten Arbeitsplätzen oder zunehmende Langzeitarbeitslosigkeit von Männern weiterhin für relevanter.

Für die Bekämpfer der Ungleichheit ist das eine gute Nachricht. Denn Einkommensunterschiede oder Probleme auf dem Arbeitsmarkt lassen sich mit politischen Instrumenten leichter angehen als Ungleichheit, die von Entscheidungen aus dem Privatleben der Bürger herrührt.

Die Paarbildung per Zufallsgenerator ist ein nettes Gedankenexperiment für Ökonomen; als Instrument zur Umverteilung taugt sie nicht.

## SNCF, Air France, EDF... des privilèges très contestés mais qui perdurent au fil des ans 99,74

Publié le 11/02/2014 à 19:09



Considérés par beaucoup comme des nantis ou des privilégiés, notamment en raison de leur régime de retraite qui leur permet de partir bien avant l'âge légal, les salariés des entreprises publiques (ou anciennement publiques) bénéficient également d'avantages en nature conséquents fournis par leur employeur et qui sont régulièrement dénoncés par la Cour des comptes.

Dans son opus 2013, la rue Cambon demande une nouvelle fois à la SNCF de revenir sur la gratuité accordée dans les trains à ses cheminots et à leur famille. Mais elle a déjà stigmatisé, plusieurs fois par le passé, les avantages dont bénéficient les salariés d'EDF ou d'Air France...

### • SNCF: plus d'un million de bénéficiaires des «facilités de circulation»

Les syndicats de cheminots n'ont pas tardé à monter au créneau après la «remise à plat» exigée par la Cour des comptes des «facilités de circulation», ces billets de train gratuits, ou à tarif réduit, pour les cheminots et leur famille. «Un droit qui fait partie du contrat de travail des cheminots et il n'y a pas de raison de les mettre en - cause», a rappelé Alain Cambi, de SUD-Rail. 1,1 million de personnes ont bénéficié fin 2011 de ces «facilités», dont... 15% seulement de cheminots en activité.

Il faut dire que le système est généreux. Il bénéficie non seulement aux ayants droit du salarié et du retraité de [la SNCF](#) (conjoint, concubin, partenaire de pacs, enfants jusqu'à 21 ans et beaux-enfants), mais aussi à ses ascendants (parents et grands-parents) et à ceux du conjoint.

La Cour avait déjà demandé en 2010 une réforme de ce dispositif. «Mais la sensibilité sociale du sujet freine toute tentative de simplification et a dissuadé jusqu'à présent toute réflexion sur la modernisation d'ensemble d'un dispositif vieux de 75 ans», reconnaît-elle. Le coût? Non négligeable: 25 millions par an, auxquels il faut ajouter un manque à gagner de recettes évalué, par la Cour, entre 50 et 100 millions d'euros.

### • Air France: 2,3 millions de billets à tarif très réduit

Air France a toiletté il y a cinq ans les conditions d'accès au «GP», la gratuité partielle offerte aux salariés, aux retraités de la compagnie et à leurs proches (conjoints, enfants de moins de 26 ans, parents et beaux-parents de plus de 60 ans) dans la limite de cinq billets par an. Ce système instauré dans les années 1940, à l'époque où l'entreprise était publique, est désormais divisé en deux catégories de billets: les invendus accessibles sans réservation et dont le rabais peut atteindre 90% du prix normal du billet ; et les billets réservés, les plus utilisés par le personnel, dont la réduction ne peut excéder 30% du prix du marché.

Il y a deux ans, [Air France](#) a restreint le périmètre des billets avec réservation sur les plus long-courriers ce qui lui a permis de récupérer 30 millions. Selon *Challenges*, le budget global alloué à la gratuité partielle des billets

atteint 90 millions par an. Au total, 2,3 millions de billets ont été utilisés l'an passé pour les salariés, les retraités et leurs ayants droit.

- EDF: l'électricité à un prix défiant toute concurrence

Les personnels des industries électriques et gazières (IEG) sont régulièrement montrés du doigt par la Cour des comptes pour un certain nombre d'avantages spécifiques, à commencer par le très avantageux «tarif agent». Il permet aux intéressés de payer leur facture d'électricité à hauteur de 10% seulement des tarifs réglementés. Dans l'entourage de [l'électricien tricolore](#), on ne nie pas le poids de cet avantage mais on ajoute aussitôt qu'il s'agit d'un élément emblématique du contrat social. À intervalles réguliers, les présidents d'EDF ont tenté de reconsidérer le système mais ils ont dû rapidement reculer. Le dernier schéma, vite abandonné, envisageait que le «tarif agent» tienne compte des variations des prix de l'électricité.

L'année dernière, la Cour des comptes avait mis en exergue la politique salariale du groupe, jugée particulièrement avantageuse. Chiffres à l'appui, EDF avait répondu qu'elle s'inscrivait dans la moyenne des autres grands énergéticiens européens. Depuis le début des années 2000, l'électricien a basculé dans un univers concurrentiel - tous les segments de clientèle ont été libéralisés - et il souligne de fait que sa démarche en matière de rémunérations doit être compétitive. Parmi les autres dossiers récurrents, il y a encore les dérives financières de [la CCAS, le fameux comité d'entreprise d'EDF](#): financé à hauteur de 1% des ventes de l'électricien, il bénéficie d'un héritage de la nationalisation du secteur, en 1946. Un mode régulièrement là encore très contesté mais toujours en vigueur.

Le Point.fr - Publié le 12/02/2014 à 06:10

## François Hollande a admis que seules les entreprises créent des emplois, mais il a encore beaucoup de chemin à faire avant de se déclarer "libéral" !

99,76



François Hollande, président de la République. © Bertrand Langlois / AFP

Par JEAN NOUAILHAC

Pour commencer, il y a souvent erreur sur la définition du libéralisme qui n'est ni une idéologie ni une doctrine économique, mais plus simplement une philosophie basée sur un double principe fondamental : le droit prime l'État, et l'individu l'emporte sur la collectivité, ce qui est le cas, par exemple, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Suisse. Or, en France, c'est tout le contraire : l'État est supérieur au droit, et le collectif l'emporte sur le citoyen avec comme conséquence que le social passe avant l'économie. L'État peut même y changer le droit selon les nécessités ou les majorités du jour, ou selon les circonstances historiques. Les Américains ont la même Constitution depuis l'origine tandis que la France, pendant la même période, a vu passer deux empires, deux ou trois monarchies, cinq constitutions républicaines, sans compter quelques régimes hybrides, comme le Consulat ou Vichy.

Cette instabilité est liée à notre histoire moderne très belliqueuse qui commence par une Révolution sanglante pour se terminer par deux guerres mondiales après lesquelles nos intellectuels d'extrême gauche n'ont rien trouvé de mieux que de participer à la création d'une catastrophe idéologique, le communisme, basé sur une dictature du collectivisme poussé à son paroxysme, dans lequel les individus comptent à peine plus que des fourmis.

### Apparatchiks à la mode soviétique

De plus, nous vivons dans un curieux pays qui a su créer, au fil du temps, une nouvelle classe sociale, au sens marxiste du terme, une noblesse d'État dont les privilèges et les vanités dépassent l'entendement : les énarques qui nous gouvernent - qu'ils soient de gauche ou de droite -, ces apparatchiks à la mode soviétique, se considèrent en effet comme étant seuls capables de diriger le pays alors qu'ils sont proprement incompetents en matière économique. Non seulement on ne leur a rien appris à l'Ena sur les réalités économiques, mais ils n'ont pas eu, après l'Ena, la moindre expérience de l'entreprise ni la moindre envie d'aller voir sur place comment réussissent nos voisins et nos cousins, à de rares exceptions près. Ce qui n'a pas empêché Hollande et Moscovici d'avoir été "professeurs d'économie" (sic) à Sciences Po pendant de longues années. Pour y enseigner quoi ? L'économie administrée à la française ? Le modèle "social démocrate" français ?

Avec la mondialisation qui demande des guerriers libéraux, et non des collectivistes fatigués, il nous faudrait plus que jamais des managers dans nos ministères, alors que nous n'y avons que de hauts fonctionnaires et des politiciens. Nous n'avons personne du bon côté, et pléthore de l'autre ! Ces énarques (de gauche et de droite), emmitoufflés dans leurs certitudes et engoncés dans leur idéologie étatique, nous expliquent sans arrêt que pour s'attaquer aux déficits, il faut augmenter les impôts - c'est malheureux, disent-ils, mais selon eux, c'est de la

bonne et saine gestion. Et cela conforte leur pouvoir face aux entrepreneurs qu'ils n'aiment guère. Comme les Diafoirus du *Malade imaginaire*, ils ne connaissent qu'une seule méthode pour "soigner" : les purges et les saignées.

"Tout ce qui bouge, on le taxe"

Le président américain Ronald Reagan, à la fin des années 70, critiquant la politique des démocrates de l'époque, les avait ainsi épinglés : "Tout ce qui bouge, on le taxe, ce qui bouge encore, on le réglemente ; tout ce qui ne bouge plus, on le subventionne." En France, en 2014, on en est encore là !

Dernièrement, Le Postillon du *Point* (dans son numéro du 23 janvier, NDLR) avait posé les bonnes questions sur le libéralisme et l'historien-philosophe Alain Laurent avait donné les bonnes réponses :

1. Le libéralisme n'est pas une idéologie, mais une philosophie qui n'a rien à voir avec la cupidité des traders et des grands patrons avides de retraites-chapeaux.
2. Notre problème principal en France n'est pas la finance internationale, mais bien nos dettes publiques.
3. "L'État providence à la française est condamné. Il va mourir de son obésité. Il est condamné économiquement, parce que, financé à crédit, il s'achève inéluctablement en féroce répression fiscale."

Alain Laurent s'étonne encore de la propagande antilibérale en France et constate qu'il est tout de même aberrant de voir "l'ultralibéralisme mis en cause dans un pays où l'État dépense 57 % du PIB". Et il ajoute : "Comment être politiquement libre lorsqu'on dépend économiquement de l'État pour son emploi, son logement, ses vacances..., comme dans l'ex-URSS." Dans un monde libéral, donc, l'État doit être ramené sous le contrôle du droit et du contrat. Il ne devrait plus pouvoir, comme il vient encore de le faire, dans un décret paru au Journal officiel le 31 décembre, remettre en cause de façon rétroactive la fiscalité des assurances santé complémentaires d'entreprise : dans un État de droit, retoquer ainsi un contrat librement consenti constitue purement et simplement un abus de droit. Le citoyen a-t-il des armes pour s'y opposer ? Non. Aucune.

L'égalité, oui, mais pas pour les fonctionnaires

Une autre particularité de la France étatique : sa recherche éperdue d'égalité, du moins dans l'attitude, les discours et les textes de nos politiciens nationaux, en majorité issus de la fonction publique. L'égalité, oui, mais pour les autres, pas pour les fonctionnaires qui sont l'exemple même d'un système social basé sur l'inégalité : les fonctionnaires sont mieux payés, travaillent moins, sont plus souvent malades ou absents, bénéficient de plus d'avantages et de privilèges, partent à la retraite plus tôt avec de meilleures pensions et surtout détiennent durant toute leur vie un vrai trésor : la sécurité de l'emploi. Ce qui ne les empêche pas, bien entendu, de critiquer en permanence "les inégalités", alors qu'ils en sont les premiers bénéficiaires.

La vraie inégalité sociale en France n'est pas entre les riches et les pauvres ou entre les hommes et les femmes, mais entre les fonctionnaires et les autres. De plus, contre l'État, en cas de problème, le citoyen ordinaire n'a pas la moindre chance. L'État, qui a créé son propre droit administratif, est à la fois juge et partie contre ses propres citoyens ! Une monstruosité philosophique ! Lorsque François Hollande et Jean-Marc Ayrault demandent aux entrepreneurs de s'engager à créer des emplois en contrepartie d'une diminution des prélèvements qui leur sont imposés, c'est encore le monde à l'envers. L'État, dans le "donnant-donnant" qu'il veut instituer, ne "donne" rien aux entreprises quand il consent à les étrangler un peu moins et les entreprises, de leur côté, n'ont rien à donner à l'État. Elles s'efforcent de survivre dans un environnement hostile et, quand elles y arrivent, elles peuvent éventuellement créer des emplois si la conjoncture s'y prête. Encore faudrait-il d'ailleurs, si la conjoncture devait ensuite se retourner, qu'elles puissent licencier aussi facilement qu'elles ont pu recruter.

Or, de quoi est-il question cette fois-ci ? De créer une nouvelle usine à gaz en mobilisant des milliers de fonctionnaires armés de centaines de pages de nouveaux textes contraignants pour contrôler, punir et finalement

re-taxer les entrepreneurs qui n'appliqueraient pas, selon le bon vouloir de l'administration, des engagements parfaitement illusoires. François Hollande et Jean-Marc Ayrault se disent maintenant "sociaux-démocrates". La belle affaire ! C'est Astérix et Obélix dans la mondialisation en train de nous jouer du pipeau. Ils sont, et restent avant tout, des étatistes. Ils administrent, à l'aide d'une camisole dogmatique, un vieux pays très malade et très obèse, à moitié sourd et aveugle, dont les muscles sont atrophiés et qui n'ose plus sortir de sa chambre de peur d'attraper froid ou de se casser une jambe en glissant sur un trottoir. Et pourtant, il faudra bien qu'il aille un jour consulter le médecin du bout de la rue, dont le cabinet médical s'appelle "Libéralisme", car sinon viendra un moment où il sera vraiment trop tard.

## **34 % des sondés affirment adhérer "aux idées du Front national" et 58 % jugent Marine Le Pen "capable de rassembler au-delà de son camp". 99,79**



La présidente du

Front National, Marine Le Pen. © FAYOLLE PASCAL / SIPA

### **SOURCE AFP**

Plus d'un tiers des Français (34 %) affirme adhérer "aux idées du Front national", un chiffre en constante hausse, selon le baromètre d'image du FN réalisé par TNS Sofres pour *Le Monde*, *France Info* et *Canal+*. A contrario, ils sont près de six sur dix (59 %) à ne pas adhérer aux idées du FN, selon cette étude, rendue publique mercredi et réalisée chaque année depuis 1984. Le niveau d'adhésion n'a cessé toutefois de croître ces dernières années. Il était de 22 % en 2011, lors de la prise de fonction de Marine Le Pen à la tête du parti. Il a atteint 31 % en 2012 et 32 % en 2013. La part de personnes interrogées qui n'adhèrent "ni aux critiques ni aux solutions de Marine Le Pen" reste prépondérante à 43 % mais en recul de trois points par rapport à 2013. Elles sont 14 % (+ 2 points) à adhérer aux "critiques et solutions" et 35 % (=) à souscrire seulement aux critiques formulées par Marine Le Pen mais pas à ses solutions.

L'image de la présidente du FN recueille de plus en plus d'opinions favorables : 58 % jugent qu'elle est "capable de rassembler au-delà de son camp" (+ 5), 56 % qu'elle "comprend les problèmes quotidiens des Français" (+ 7) et 40 % qu'elle "a de nouvelles idées pour résoudre les problèmes de la France" (+ 5). Pour 46 %, Mme Le Pen est "plutôt la représentante d'une droite patriote attachée aux valeurs traditionnelles" (+ 2), contre 43 % qui la rattachent à "une extrême droite nationaliste et xénophobe". Pour 54 %, le FN reste un parti protestataire. Il pourrait participer au contraire à un gouvernement pour 35 % des personnes interrogées.

Deux points-clés du programme du FN sont cependant rejetés à une très large majorité : la sortie de l'euro (64 % y sont opposés contre 29 %) et la préférence nationale en matière d'emploi (72 % la rejettent contre 24 %). Sondage réalisé du 30 janvier au 3 février auprès d'un échantillon représentatif de 1 021 personnes interrogées en face à face, selon la méthode des quotas.

<http://www.nytimes.com/2014/02/13/business/international/court-challenge-is-a-test-for-ecb-and-for-europe.html?ref=europe>

## Court Challenge on Bond Buying Poses Test for Central Bank, and for E.U. 99,80

By JACK EWING FEB. 12, 2014

FRANKFURT — Courts are normally supposed to resolve disputes. But a decision last week by the Federal Constitutional Court in Germany has raised more questions than it has answered about the legality of a financial weapon that many analysts say saved the euro in its darkest hour — without even firing a shot.

In the view of the German court, Mario Draghi, the president of the European Central Bank, made a promise he could not legally keep in the summer of 2012, when he resolved to do “whatever it takes” to preserve the euro currency union.

By doing so, the court inadvertently exposed another weakness in the construction of the European Union, which remains a relatively feeble federation compared with its strongest member states. The decision suggests that the European court system suffers from the same kind of turf battles that have often hampered political decision-making in the euro zone and prolonged the crisis.

Mr. Draghi stepped in at a critical time for the European Union. During the summer of 2012, the high levels of borrowing costs of some of the euro zone’s weakest members, as measured by the interest rates on their bonds, were unsustainable. The specter of big bailouts for Italy and Spain was looming, and no one believed the euro zone could possibly afford such rescues.

The Draghi vow alone helped to start easing the crisis. And soon after, the European Central Bank announced a plan to buy huge quantities of euro zone government bonds, which would ensure enough demand to keep the rates reasonably low.

Having brandished the weapon, Mr. Draghi never needed to use it. Market interest rates for Spanish and Italian bonds plummeted and the euro zone crisis receded. That rendered any argument about the legality of the bank’s bond buying to be largely theoretical.

Still, thousands of Germans, fearful that they would have to bear the cost of rescuing Italians and Spaniards, petitioned the Constitutional Court to declare the program illegal. After deliberating for seven months, the court, which meets in the southwestern city of Karlsruhe, ruled Friday that purchases of euro zone government bonds would violate a provision in the bank’s charter that prohibits it from financing member governments.

But rather than blocking any future bond buying, a move that might have caused havoc in financial markets, the court punted to the European Court of Justice in Luxembourg.

Some analysts saw the decision as little more than a way for the German court to express its disapproval of any bond purchases, without the risk of reigniting the euro zone crisis. The German court even reserved the right to block a higher court decision.

“They want to appear true to their legal principles, but they don’t want to go where that takes them,” said Jacob Funk Kirkegaard, a senior fellow at the Peterson Institute for International Economics in Washington.

Many experts say the muddled decision places no immediate restraint on the European Central Bank, a view expressed Wednesday by Benoît Coeuré, a member of the bank’s executive board.

“The status of the O.M.T. is not changed,” Mr. Coeuré said in an interview with Reuters, referring to what the bank calls the bond purchases, the outright monetary transactions. “It is ready to be used, but it is highly unlikely it would have to be used at the moment.”

Many outside analysts agree, and there has been little market reaction to the decision.



“I don’t think the E.C.B.’s room to maneuver will be limited by this decision,” Michael Heise, chief economist of the German insurer Allianz, told a small group of reporters on Wednesday in Frankfurt. If the central bank had not promised to intervene in bond markets last year, he said, the euro might have collapsed, with grave economic consequences.

But the German court decision has been fodder for euro-skeptics, confirming their view that the bank has illegally grabbed power. And the decision highlights a major unresolved question of jurisprudence in the region: Does the European Court of Justice reign over national supreme courts?

Mr. Kirkegaard predicted that the European Court of Justice, which could take more than a year to issue a decision, will find language that addresses the concerns of the German court and avoids a crisis.

Still, the dispute creates uncertainty.

Treaties give the European Court of Justice the final say in matters of European law. But the German Constitutional Court has a history of insisting on its right to decide whether European law violates the German Constitution, according to Franz Mayer, a professor at the University of Bielefeld. In its decision on Friday, the German court reiterated that it had the right to block policies that would expand the powers of the European Union beyond what has been agreed to by treaty.

The German court also effectively told the European Court of Justice how it should rule. The bond-buying program would be legal, the German court said, only under certain conditions: if the amounts were limited; if the central bank insisted that bonds it buys be paid in full by the issuing governments; and if the bank did not distort market prices for the bonds. Analysts say that imposing limits on bond buying would encourage speculators to challenge the bank’s resolve.

The German decision was controversial within the court, as well. Two of the eight judges who considered the case issued unusually sharp dissenting opinions.

“In an effort to secure the rule of law, a court may happen to exceed judicial competence,” Judge Gertrude Lübke-Wolff wrote in dissent. “In my view, this has occurred here.”

Michael Gerhardt, the other judge who dissented, said the complaints against the European Central Bank filed by thousands of individual Germans were inadmissible. It is the responsibility of the elected members of the German Parliament, not ordinary citizens, to challenge the bank’s decisions, Mr. Gerhardt said. Parliament has not tried to block the bank’s policies because most legislators favor them.

The German Constitutional Court’s condemnation of bond buying has no legally binding force. But it could act as a constraint on the bank if, as some economists fear might still happen, the euro zone slipped into a broad decline in prices. Such deflation could be ruinous for consumer spending, corporate profits and jobs.

One obvious strategy against deflation would be the wholesale purchase of government bonds, the same tool that the Federal Reserve has been using to stimulate the United States economy.

Mr. Coeuré said on Wednesday that the European Central Bank saw no sign of deflation at the moment, though it was alert to the risks of very low inflation. Bond purchases remain an option as a monetary policy tool, he said.

And Mr. Kirkegaard of the Peterson Institute said he did not think that Mr. Draghi was worried about the German court. On the contrary, Mr. Draghi, a master of using words and veiled threats to impose discipline on politicians and financial markets, may find the German howling about his policies to be useful. The complaints give Mr. Draghi a counterweight to the majority of members of the bank’s governing council who would like to open the monetary policy floodgates.

“It’s always useful to have a mad dog on your team,” Mr. Kirkegaard said. “It intimidates the opposition.”

## Hohes Kursniveau

# Warum ist der Euro nicht viel schwächer? 99,82

13.02.2014 · Am Devisenmarkt hält sich der Euro gegenüber dem Dollar, obgleich die amerikanische Wirtschaft schneller wächst als die europäische. Analysten sagen: Die Politik der EZB hält den Euro auf einem hohen Kursniveau.

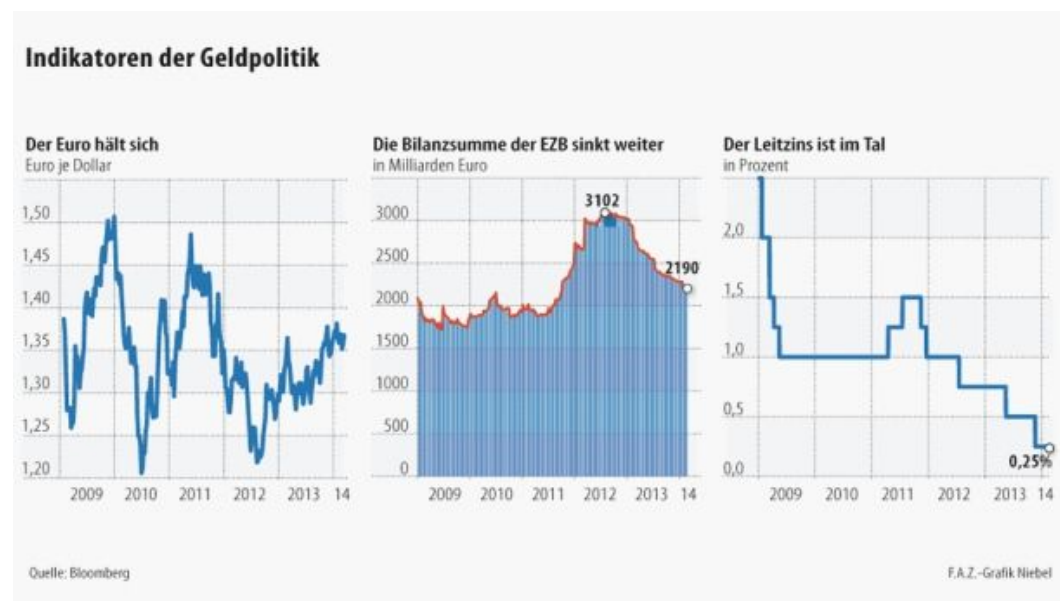
Von GERALD BRAUNBERGER

Am Mittwochvormittag ging der Wechselkurs des Euro gegenüber dem Dollar ein wenig in die Knie. Mit einem leichten Rückgang von 1,3640 auf 1,3580 Dollar reagierte der Devisenmarkt auf einen unerwartet kräftigen Rückgang der Industrieproduktion im Euroraum im vergangenen Dezember. Der Markt reagierte auch auf Äußerungen von EZB-Direktoriumsmitglied Benoît Cœuré. Der Franzose sagte am Mittwoch, die Europäische Zentralbank denke ernsthaft darüber nach, Einlagen von Geschäftsbanken bei ihr mit einem Strafzins zu versehen.

Bei längerfristiger Betrachtung hält sich der Euro gegenüber dem Dollar, obgleich viele Marktbeobachter – und hier nicht zuletzt Vertreter amerikanischer Banken – seit langem eine deutliche Aufwertung des Dollar erwarten. Dafür gäbe es eigentlich viele Gründe: Die amerikanische Wirtschaft wächst zwar nicht sehr dynamisch, aber sie ist besser aus der Krise der vergangenen Jahre gekommen als die europäische. An den Finanzmärkten gibt es Debatten über einen Fall des Euroraums in eine Deflation, während solche Befürchtungen für die Vereinigten Staaten nicht existieren.

### Ein sicherer Hafen für Kapitalanleger

Die amerikanische Notenbank (Fed) beginnt mit einer Rückführung ihrer Anleihekäufe geldpolitisch leicht den Fuß vom Gas zu nehmen, während viele Teilnehmer an den Finanzmärkten meinen, die EZB werde in den kommenden Monaten mit einer weiteren Zinssenkung geldpolitisch mehr Gas geben. Die erheblichen Vorbehalte des Bundesverfassungsgerichts gegenüber dem Anleihekaufprogramm der EZB sollte nach Ansicht mancher deutscher Ökonomen an den Finanzmärkten zu einer anderen Einschätzung der Perspektiven der Europäischen Währungsunion führen. Schließlich sollte eigentlich die Krise mancher Schwellenländer besonders den Dollar stützen, denn die Vereinigten Staaten sind ein klassisches Zielland für Kapitalanleger, die aus Schwellenländerwährungen flüchten und einen sicheren Hafen suchen.



Dennoch zeigt sich der Euro nicht als Schwachwährung. Dies liegt nach Ansicht von Dorothea Huttanus von der DZ Bank an einer Geldpolitik der EZB, die weniger expansiv sei wie vielerorts gedacht. Zeigen lässt sich dies anhand der Bilanzsumme der EZB, die seit geraumer Zeit rückläufig ist. Wichtigster Posten in der Bilanz der Zentralbank ist das gegen Kreditgewährung den Geschäftsbanken bereitgestellte Geld. Diese Geldmenge ist während der Krise sehr stark gestiegen, getrieben unter anderem durch die großzügige Vergabe dreijähriger Kredite an Geschäftsbanken. Hierfür hatte sich die Bezeichnung „Dicke Bertha“ etabliert.

Euro gewinnt gegenüber dem Dollar an Wert

Anders als von vielen Marktteilnehmern und Beobachtern erwartet, haben die Banken einen erheblichen Teil der ihnen zur Verfügung gestellten Kredite vorzeitig zurückgezahlt, weil sie das überschüssige Geld auf ihren Konten bei der Zentralbank nicht mehr benötigen. Daher sinkt die Bilanzsumme der EZB schon seit Sommer 2012. Ihren Höchststand hatte die Bilanzsumme damals mit 3.100 Milliarden Euro erlebt; heute beträgt die Bilanzsumme rund 2.200 Milliarden Euro. Dies hat sich sehr wohl am Devisenmarkt herumgesprochen, wenn auch nicht bei allen Beobachtern, von denen manche immer noch behaupten, die EZB drucke immer mehr Geld. Die Reaktion des Devisenmarktes entspricht nach Ansicht der DZ Bank jedenfalls den Lehrbuchweisheiten: Als die EZB ihre großzügigen Billigkredite ankündigte, verlor der Euro gegenüber dem Dollar an Wert. Seitdem die Banken ihre Kredite an die Zentralbank zurückzahlen, gewinnt der Euro gegenüber dem Dollar an Wert.

Auch Stephen Jen, Manager des in London ansässigen Hedgefonds SLJ Macropartners, stellt in einer Analyse fest, dass die Geldpolitik der EZB nicht so expansiv sei wie mancherorts vermutet. Jen verweist als Begründung auf die jüngste Entscheidung des Zentralbankrats, die Leitzinsen nicht zu verändern, obgleich viele Marktteilnehmer eine Senkung der Leitzinsen erwartet hatten. Jen ist der Auffassung, dass in der Praxis der deutsche Einfluss auf die EZB sehr wichtig sei. Dies bedeute, dass die EZB sehr gute Gründe für eine weitere Lockerung ihrer Geldpolitik benötigen werde.

Konjunkturindikatoren zeigen keine klare Richtung an

Jen glaubt nicht, dass die Politik der Fed derzeit einen großen Einfluss auf den Wechselkurs des Dollar besitzt. Jen vermutet stattdessen, dass der Dollar Aufwertungspotential besitzt, sobald die amerikanische Wirtschaft kräftiger wachsen sollte. Diese Ansicht hatte kürzlich auf dem Weltwirtschaftsforum in Davos auch der Verwaltungsratsvorsitzende der schweizerischen Großbank UBS, Axel Weber, geäußert. Allerdings zeigen die von den Finanzmärkten viel beachteten amerikanischen Konjunkturindikatoren derzeit keine klare Richtung an. So sprechen die jüngsten Arbeitsmarktdaten für eine Fortsetzung der Konjunkturerholung, aber nicht für eine Beschleunigung.

Die Vereinigten Staaten betreiben offiziell keine Steuerung ihres Wechselkurses, aber an den Finanzmärkten ist die Ansicht weit verbreitet, dass Amerika im Interesse seiner Exportunternehmen kein Interesse an einem zu starken Dollar besitzt. Andererseits darf der Dollar aber auch nicht zu schwach werden, da die Amerikaner einen erheblichen Teil ihrer Staatsanleihen an ausländische Anleger nicht zuletzt aus dem asiatischen Raum verkaufen. Die Fed besitzt als nationale Zentralbank keinerlei Mandat in der Steuerung des Wechselkurses. Hierfür wäre das Finanzministerium in Washington zuständig.

Stärke hat der Euro aber auch gegenüber anderen Währungen gezeigt und hier unter anderem gegenüber der norwegischen Krone. Dies erscheint auf den ersten Blick erstaunlich, da Norwegen als ein wirtschaftlich grundsolides Land mit stattlichen Rohstoffreserven gilt. Der durch Öleinnahmen gespeiste staatliche norwegische Pensionsfonds ist einer der größten Kapitalanleger der Welt.

Gleichwohl hat der Euro im vergangenen Jahr gegenüber der norwegischen Krone um 12 Prozent aufgewertet. Die Analysten der Helaba begründen diese Kursentwicklung mit Vorgängen im Euroraum wie in Norwegen: „Vor noch nicht langer Zeit galt die norwegische Krone als Hort der Sicherheit: Insbesondere in Zeiten der

europäischen Schuldenkrise wertete sie gegenüber dem Euro deutlich auf“, heißt es in einer Betrachtung. „Mit der Krisenentspannung im Euroraum stoppte der Höhenflug. Zudem bestehen Sorgen hinsichtlich des Immobilienmarktes und der hohen privaten Verschuldung in Norwegen.“ Die Helaba glaubt allerdings nicht, dass sich die Abwertung der Krone gegenüber dem Euro fortsetzen wird. Im Gegenteil besitze die Krone nunmehr wieder Aufwertungspotential.

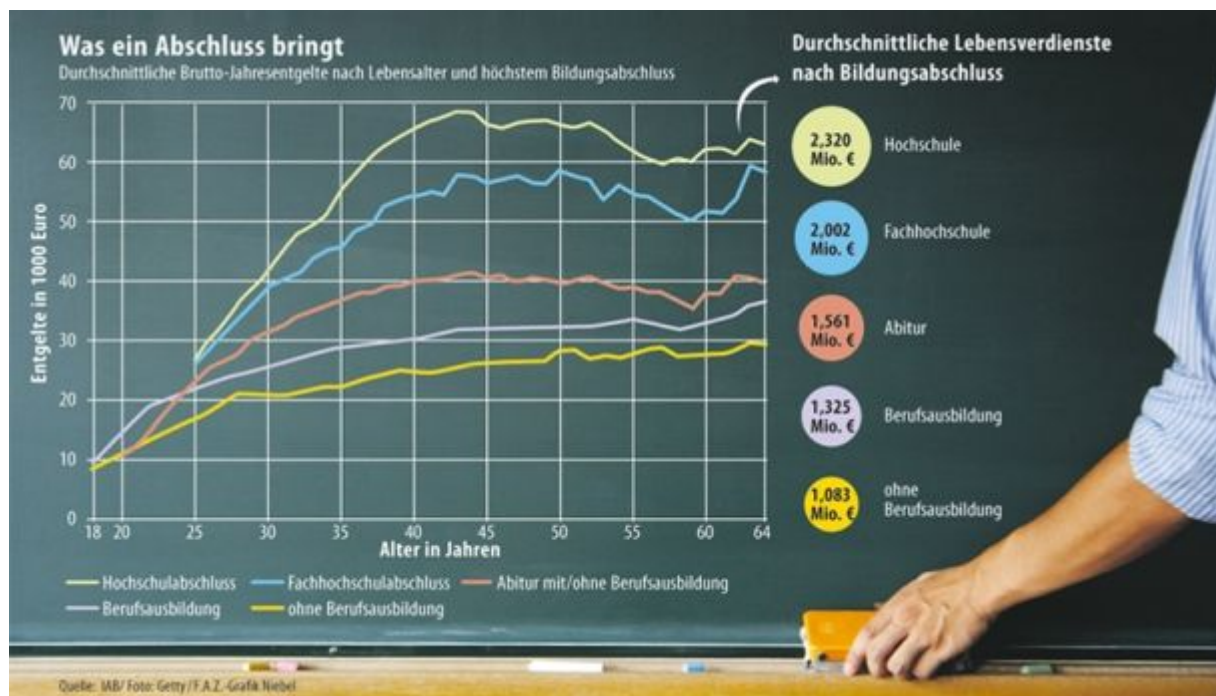
Etwas zur Ruhe gekommen ist in der jüngeren Vergangenheit der Handel von Schweizer Franken und Euro. Seitdem die Schweizerische Nationalbank eine Untergrenze von 1,20 Franken je Euro angekündigt hat, schwankt der Kurs zwischen 1,20 und 1,25 Franken.

## Bildungsrenditen

# So reich macht das Studium wirklich 99,85

13.02.2014 · Bildung zahlt sich im Berufsleben aus, heißt es. Aber stimmt das überhaupt? Oder heißt die Realität für viele Akademiker prekäre Beschäftigung und Niedriglohn? Wir haben nachgerechnet.

Von SVEN ASTHEIMER



© F.A.Z. Bildung ist immer gut, auch für das Konto

Es ist der Albtraum aller Eltern: Das eigene Kind hat eine gute Ausbildung genossen oder studiert, die Vorbereitung aufs Berufsleben hat viel Zeit und Geld gekostet, aber schließlich ist Bildung ja die beste Investition in die Zukunft. Heißt es zumindest allenthalben. Und dann das: Statt sich in einer gutdotierten Festanstellung zwischen interessanten Karriereperspektiven entscheiden zu können, muss sich der Nachwuchs von einem Gelegenheitsjob zum anderen hangeln, miese Bezahlung inklusive. Immer wieder erzählen Betroffene solche Geschichten in den Medien, und es drängt sich die Frage auf: Lohnt sich der ganze Aufwand überhaupt?

Ja, sagt Heiko Stüber pauschal, „Bildung lohnt sich ein Leben lang“. Der Wissenschaftler vom staatlichen Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung hat vor kurzem mit einer Untersuchung zum Thema eine Menge Aufmerksamkeit erregt. Zusammen mit seinem Kollegen Joachim Schmillen hat Stüber mit Blick auf das gesamte Arbeitsleben ausgerechnet, was unterschiedliche Qualifikationen in barer Münze wert sind. Ihre Ergebnisse sind eindeutig: Je höher der Abschluss, desto mehr zahlt er sich aus. **Im Durchschnitt verdient ein Akademiker demnach in seinem gesamten Berufsleben mehr als 2,3 Millionen Euro.** Das sind rund 1,2 Millionen Euro mehr als Personen ohne Berufsausbildung. Diese Bildungsprämie liegt für Fachhochschüler bei 900.000 Euro, für Abiturienten bei einer halben Million Euro, und wer eine Berufsausbildung in der Tasche hat, verdient auch noch eine viertel Million mehr als der ungelernte Kollege.

Die Berechnungen gehen davon aus, dass Akademiker mit 26 Jahren ins Berufsleben einsteigen und damit deutlich später als andere Gruppen. Für Personen mit Berufsausbildung etwa liegt die Schwelle bei gerade mal 19 Jahren. Doch holen Akademiker diesen Verdienstnachteil auf - zunächst langsam, im Alter zwischen 30 und 40 Jahren dann deutlich stärker, wenn die größeren Gehaltssprünge kommen. Mit zunehmender Nähe zum

Rentenalter sinkt bei Akademikern das durchschnittliche Jahresentgelt sogar deutlich, während der Verlauf bei Personen mit Berufsausbildung einen sanften, dafür aber nahezu linearen Anstieg während des gesamten Berufslebens anzeigt.

Ein Aufruf, dass möglichst viele studieren sollen?

Kritiker bemängeln an solchen Rechnungen, sie leisteten dem „Akademisierungswahn“ in Deutschland Vorschub, weil sie junge Menschen Flausen in den Kopf setzten von hohen Gehältern und diese ihren Bildungsweg nur noch nach den Verdienstaussichten auswählten. Dem dualen Ausbildungssystem gingen dagegen die Bewerber aus, was sich zu einem Fachkräfteengpass für die deutsche Wirtschaft auszuwachsen drohe. Stüber weist solche Vorwürfe zurück: „Das ist kein Aufruf, dass jeder jetzt studieren muss.“ Berufswahl müsse weiterhin in erster Linie nach Vorlieben und Interessen erfolgen. Außerdem biete auch die Ausbildung interessante Karriere- und damit Verdienstchancen. Auf Anfrage der Handwerkskammer haben die Wissenschaftler zusätzlich die Verdienste von Meistern und Polieren berechnet. Das Ergebnis überrascht: Dies - allerdings recht kleine - Gruppe kommt im Laufe ihres Erwerbslebens auf knapp 1,9 Millionen Euro und liegt damit gleichauf mit Fachhochschulern. Weiterbildung lohnt sich also auch.

Stüber weist auf weitere wichtige Punkte hin bei der Interpretation der Daten. Denn die Berechnungen gehen von der Annahme aus, dass die Personen durchgehend vollzeitbeschäftigt sind. Außerdem handelt es sich um Durchschnittswerte. Hinter dem Akademiker versteckt sich der Ingenieur genauso wie die Kulturwissenschaftlerin, die Topjuristin und der Germanist. Auch bei den Berufsausbildungen gibt es solche Unterschiede. „Berechnen können wir die Verdienstunterschiede nicht, gehen aber von einer enormen Spreizung aus“, sagt Stüber. Existieren die Bildungsvorteile also doch eher auf dem Papier als im Portemonnaie?

Die Arbeitslosigkeit wird das Bild zumindest nicht ins Negative kippen für die Akademiker, im Gegenteil. Denn wer einen Hochschulabschluss in der Tasche hat, der muss sich hierzulande wenig Sorgen machen, auf Dauer keine Stelle zu finden. Seit Jahren herrscht mit Arbeitslosenquoten bei von Akademikern von unter 3 Prozent praktisch Vollbeschäftigung. Keine andere Gruppe steht so gut da. Und mit Abstand am gefährdetsten sind erwartungsgemäß die Unqualifizierten.

Unter welchen Bedingungen Akademiker ihre Brötchen verdienen

Allerdings schlug die lahmende Konjunktur zuletzt gerade bei den Hochqualifizierten durch. Im vergangenen Jahr kletterte die Arbeitslosenzahl um 13 Prozent auf 191.000. Über alle Gruppen betrachtet, waren es nur 2 Prozent mehr. Von einer Trendwende könne man aber nicht sprechen, sagt Judith Wüllerich von der Bundesagentur für Arbeit. „Die Arbeitslosigkeit von Akademikern ist weiterhin auf einem sehr niedrigen Niveau.“ Das Plus sollte nicht überbewertet werden, findet die Wissenschaftlerin, da auch die Zahl der Beschäftigten gewachsen ist, und das stärker als die Arbeitslosenzahl. Außerdem entfalle ein großer Teil der Arbeitssuchenden auf Akademiker unter 35 Jahren, was Wüllerich auch auf das höhere Angebot durch gestiegene Absolventenzahlen zurückführt.

Dass Akademiker vergleichsweise selten arbeitslos sind, sagt jedoch noch nichts darüber aus, unter welchen Bedingungen sie ihre Brötchen verdienen. Was ist also dran am berühmten Taxifahrer, der einen Uni-Abschluss in der Tasche hat? Folgt man Kolja Briedis, handelt es sich dabei um seltene Ausnahmen. Seit Jahren beschäftigt sich der Forscher vom Deutschen Zentrum für Hochschul- und Wissenschaftsforschung mit der Frage, wie und wo Akademiker nach dem Abschluss Arbeit finden. Dabei zeigt sich deutlich: Die schwierigste Phase besteht im unmittelbaren Übergang von der Universität in den Arbeitsmarkt. Laut Briedis sind in dieser Zeit rund 20 Prozent der Betroffenen nicht adäquat beschäftigt. Anschließend sinkt der Anteil rasch. Nach zehn Jahren sind es nur noch 10 Prozent, wobei davon laut Briedis ein erheblicher Teil auf Frauen zurückzuführen ist, die nach einer Babypause zu familienfreundlichen Bedingungen in den Beruf zurückkehren wollen und dafür auch Arbeit in Kauf nehmen, die nicht ihrer Qualifikation entspricht.

„Akademiker sind somit überwiegend ausbildungsadäquat beschäftigt“, sagt Briedis, wenngleich es natürlich Fachunterschiede gebe. Lehrer, Ärzte oder Ingenieure arbeiteten fast alle entsprechend ihrer Ausbildung, in den Geisteswissenschaften liege der Anteil der „Inadäquaten“ eher bei 15 bis 20 Prozent. „Insofern stimmt die Mär von haufenweise schlecht beschäftigten Akademikern nur sehr eingeschränkt“, lautet Briedis' klares Fazit.

Für eine Gruppe von Akademikern scheint sich in der Tat trotz eines Arbeitsplatzes das Versprechen auf gute Verdienstmöglichkeiten nicht einzulösen. Denn fast 700.000 Beschäftigte mit Hochschulabschluss verdienten zuletzt weniger als 9,30 Euro je Stunde und arbeiteten damit im Niedriglohnsektor. Diese Zahlen aus einer Studie vom Institut Arbeit und Qualifikation der Universität Duisburg-Essen tauchten unlängst im Zusammenhang mit Berichten von Betroffenen auf. Autorin Claudia Weinkopf, die sich seit langem ausgiebig mit dem Thema beschäftigt und für kritische Analysen des Niedriglohnsektors bekannt ist, sah sich im Anschluss allerdings zu einer Klarstellung genötigt. Der Anteil der Akademiker im Niedriglohnsektor sei seit Jahren nicht gestiegen - er sank zuletzt sogar. Und überhaupt liege das Niedriglohnrisiko für Akademiker mit rund 8 Prozent deutlich niedriger als etwa das von Unqualifizierten mit fast 50 Prozent, teilte Weinkopf mit. „Manche Akademiker müssen zwar für Niedriglöhne arbeiten, aber daraus lässt sich nicht der Schluss ableiten, dass sich das Studieren nicht mehr lohnt.“ Im Gegenteil. Viele Eltern können also aufatmen. Die Investitionen in die Bildung ihrer Kinder sind zwar keine Garantie, aber das größte Versprechen auf eine erfolgreiche Karriere.

The Opinion Pages | CONTRIBUTING OP-ED WRITER

## Can Germany Grow Up? 99,88

FEB. 12, 2014



Jochen Bittner

HAMBURG, Germany — All of a sudden, Germany says it wants to be a grown-up.

“There are people who use Germany’s guilt in the past as an excuse for withdrawal and laziness,” President Joachim Gauck said at the opening of the 50th Munich Security Conference late last month. “This restraint can lead to a notion of being privileged, and if this is the case, I will always criticize it.”

These are remarkable sentences, a direct challenge to Germany’s postwar pacifist edifice. They are of a historic piece with a famous speech by one of Mr. Gauck’s predecessors, Richard von Weizsäcker, in 1985. Then — 40 years after Germany’s capitulation in World War II — Mr. Weizsäcker said that the Germans should regard themselves as a liberated people.

Now President Gauck is asking them for something more: Feel good about yourself — and feel responsible for others.

Though Mr. Gauck, as president, has no formal power, he was not alone. A few minutes later, Germany’s new foreign and defense ministers said much the same in their own speeches. The foreign minister, Frank-Walter Steinmeier, even repeated Mr. Gauck’s rhetoric: German contributions to international politics should come “earlier, more substantially and more decisively.”

Officials familiar with the speeches told me that Mr. Gauck and Mr. Steinmeier had coordinated their approach well ahead of Munich. They had also informed Chancellor Angela Merkel. She chose to remain silent, but she, too, will soon have to show her colors.

This is not what the world has come to expect from Germany, nor is it something Germany is entirely comfortable with. Commitments in Bosnia and Afghanistan aside, Germany has long failed to pull its weight in international affairs. Now, at least rhetorically, it may be taking up a political role commensurate with its outsized global economic power.

Of course, the Munich rhetoric has to be translated into Berlin politics. And at this point, the one thing that Ms. Merkel wanted to avoid is almost certain to happen: a controversy within her newly formed governing coalition about what the new German responsibility actually means.

Ask the coalition partners, the center-right Christian Democrats and Mr. Steinmeier’s center-left Social Democrats, how they imagine Germany’s new role, and the answers could not be more different.

Social Democrats will tell you a lot about strengthening civilian crisis prevention, rethinking arms exports and generally being skeptical toward expensive defense projects.



In contrast, Christian Democrats will emphasize the need to maintain and expand the capabilities of the German Army, in technical as well as in legal terms.

Some even argue that the German Parliament should grant the army units a general mandate — that is, permission to use force without Parliament’s specific approval — if they do so within NATO or European Union structures.

This last item is a necessary step if Germany is going to help create the nucleus of a true European defense capability and become, to use the fashionable German phrase, an “Ahnlehnungs partner” — roughly, a shoulder to lean on.

Without unfettered leadership from Germany, European-level military operations will be hobbled. The multinational European Union battle groups, for instance, have never been used since their formation in 2005, although they could have been helpful in theaters like Mali or the Central African Republic. Why not? Because Germany, whose size gave it a virtual veto, never wanted them to be used.

Unfortunately, the idea of loosening the army’s leash is extremely toxic to the Social Democrats. They could imagine, as a compromise, giving up parliamentary control once the European Parliament gets the right to approve military action.

But this is a chicken-and-egg problem: A European Army mandated by the European Parliament will remain a distant fantasy without German participation.

That said, the basic structures for such a role are quietly falling into place. On Jan. 1, the Dutch government put 2,100 soldiers under German command as part of a binational rapid-response force. Dutch soldiers, in other words, are happily receiving orders from German officers. A similar agreement is currently being discussed with the government of Poland. It is extraordinary to think of this happening 100 years after the outbreak of World War I.

In fact, the Great War may contain the kernel of the kind of military synergy Germany could foster today, should Parliament step back. At the time, the German Army consisted of the forces of four kingdoms: Prussia, Bavaria, Saxony and Württemberg. During times of peace they were under the control of the local rulers; in wartime, like in 1914, they merged to defend the German empire.

Germany could help lead the same sort of coordination today, albeit under democratic, European terms, not imperial ones.

There remains a large divide between this sort of initiative and the political reality in Berlin. But it is what Europe needs, and it is what Germany needs to encourage, even if that means casting off its war-woven hair shirt.

Mr. Gauck’s remarkable rhetoric in Munich has not made it easier, overnight, to implement his demand in practice, but the speech is a serious step forward into the realm of the politically possible.

Ms. Merkel is, by all accounts, far from pleased with the message from Munich. The last thing she wants is a fight with the Social Democrats so early in her third term. But with the euro crisis receding, the two sides have no option but to grapple with the new European gauntlet thrown down by Mr. Gauck.

*Jochen Bittner is a political editor for the weekly newspaper Die Zeit.*

## Wachsen und schrumpfen 99,90

In Nigeria Konflikte, in Japan gähnende Leere: Welche Folgen die demografische Entwicklung in einzelnen Ländern hat. Vier Beispiele VON REINER KLINGHOLZ, [FELIX LILL](#) UND JOACHIM BUDDE

DIE ZEIT N° 07/2014 Aktualisiert 14. Februar 2014 06:40 Uhr [39 Kommentare](#)

### Iran: Stärkster Einbruch

Ausgerechnet der Iran! [Das Land, in dem](#) nach der Islamischen Revolution fundamentalistische Geistliche das Volk aufriefen, die Heere Allahs für den Heiligen Krieg gegen die Ungläubigen durch möglichst viel Nachwuchs zu stärken, ausgerechnet dieses Land steht heute für einen besonderen Rekord: Nirgendwo auf der Welt ist die Fruchtbarkeitsrate in so kurzer Zeit so stark gesunken wie im Iran. Bekamen die Iranerinnen in den 1980er Jahren im Schnitt knapp sieben Kinder, so sind es heute noch 1,8. Binnen einer Generation ist die Kinderzahl je Frau auf ein Viertel abgestürzt. Wie lässt sich das erklären?

Vor der Revolution gehörte der Iran zu den Ländern mit den höchsten Wachstumsraten. Zwar hatte das Schah-Regime schon 1967 eines der ersten Programme zur Familienplanung auf den Weg gebracht, aber vor allem die konservative Landbevölkerung ließ sich davon kaum beeindruckt. Ungeachtet der Angebote von Kondom und Pille, verdoppelte sich die Bevölkerung zwischen 1960 und 1983 auf 44 Millionen – der eindringliche Ruf der Mullahs nach Kanonenfutter für den Krieg sorgte dafür, dass sich das Wachstum danach noch einmal beschleunigte.

ANZEIGE

Doch kaum waren die Schlachten vorbei und die Staatskassen leer, wurde selbst den Hardlinern klar, dass es für die vielen Menschen weder Jobs noch Nahrung oder Wohnraum gab. Nach dem Tod des Revolutionsführers Chomeini im Jahr 1989 lancierten dessen Nachfolger umfangreiche Programme zur Familienplanung. Plötzlich gab es wieder kostenfreie Verhütungsmittel aller Art, und die neue Parole lautete, die Zwei-Kind-Familie sei im Sinn des Islams. Ab dem dritten Kind wurden den Familien sogar Lebensmittelhilfen und Sozialleistungen gestrichen. Das Ziel war, die Fertilitätsrate bis 2011 auf vier Kinder je Frau zu reduzieren. Doch die Iranerinnen waren längst weiter, als sich die Mullahs vorstellen konnten. Aus freien Stücken bekamen sie schon 2007 im Schnitt nur noch 1,7 Kinder je Frau. Die Bevölkerung wuchs weniger stark als erwartet, auf heute 77 Millionen.

Angesichts der sozialen Entwicklung ist die niedrige Fertilitätsrate wenig überraschend. Der Bildungsstand der Bevölkerung ist hoch. Dies gilt insbesondere für Frauen – sie sind heute an den Universitäten schon häufiger zu finden als Männer. Die große Mehrheit der Frauen lebt einen westlich-säkularen Lebensstil. Rund siebzig Prozent der Iraner wohnen in Städten. All diese Merkmale der Moderne führen schon für sich allein überall auf der Welt zu niedrigen Kinderzahlen.

Deshalb dürften auch die bevölkerungspolitischen Interventionen, die noch vom vorherigen Präsidenten Ahmadinedschad stammen, kaum Erfolge zeigen. Der hatte abermals versucht, das Steuer herumzureißen, und erklärt, der Iran könne nur mit vielen Kindern über den Westen triumphieren.

Gerade die jungen Menschen, die jetzt Eltern werden könnten, haben ganz andere Ziele, als den Iran zu einer demografischen Großmacht aufzublähen. Dennoch wird die Bevölkerung im Iran weiter wachsen. Denn derzeit sind die geburtenstarken Kohorten aus der Zeit nach der Revolution im potenziellen Elteralter.

Selbst wenn die Fertilität weiter sänke, würde diese kopfstärke Gruppe das Wachstum ankurbeln. Mit 100 Millionen Iranern ist bis 2050 in jedem Fall zu rechnen. Ebenso mit einer ungewöhnlich starken Alterung der Bevölkerung, denn zur Mitte des Jahrhunderts erreichen die letzten gut besetzten Jahrgänge das Rentenalter.

## Nigeria: Außer Kontrolle

In Nigeria, einem Land, das flächenmäßig etwa so groß ist wie Deutschland und Frankreich zusammen, hat sich die Bevölkerung seit der Unabhängigkeit im Jahr 1960 fast vervierfacht – auf mittlerweile an die 175 Millionen. Und das Wachstum geht nahezu ungebremst weiter. Denn anders als in den meisten wenig entwickelten Ländern ist die Fruchtbarkeitsrate in Nigeria in den letzten fünfzig Jahren nur geringfügig gesunken, von 6,6 auf 5,7 Kinder pro Frau.

Derzeit kommen in Nigeria im Jahr etwa sieben Millionen Kinder zur Welt – das sind mehr als zehnmal so viele wie in Deutschland. Selbst wenn das Land zwanzig Prozent seiner Öleinnahmen in den Bildungssektor stecken würde, wäre es außerstande, jene 10,5 Millionen Kinder einzuschulen und auszubilden, die heute nicht einmal eine Grundschule besuchen.

Vor allem die Mädchen leiden unter diesen Verhältnissen. Etwa zwanzig Prozent aller jungen Frauen haben noch nie eine Schule von innen gesehen – mit fatalen Folgen: Die Bildungsmisere garantiert weiteres Bevölkerungswachstum, denn überall in den Entwicklungsländern bekommen Frauen ohne Schulbildung mit Abstand die meisten Kinder.

Die Verantwortung für diese Entwicklung tragen die wechselnden Regierungen Nigerias, die viel zu wenig in Bildung, Gesundheit und Aufklärung für Familienplanung investierten. Verhütungsmethoden beispielsweise werden von nicht einmal 16 Prozent aller Frauen im gebärfähigen Alter genutzt. Mütter- und Säuglingssterblichkeit liegen weit höher als in Äthiopien, dem bevölkerungsmäßig zweitgrößten Land des Kontinents, obwohl dort das Pro-Kopf-Einkommen nicht einmal halb so hoch ist.

Gemessen an den meisten sozialen Indikatoren, verschlechtert sich die Lage der Menschen in Nigeria immer mehr. Während eine kleine, extrem reiche Oberschicht von den Ölvorkommen des Landes profitiert, müssen 85 Prozent aller Nigerianer im Jahr 2010, laut Schätzungen der Weltbank, umgerechnet von weniger als zwei Dollar am Tag leben – 1986 waren es nur 77 Prozent gewesen. Fast die Hälfte der Nigerianer ist heute jünger als 15 Jahre.

Diese jungen Leute erwartet eine schwierige Zukunft. Von den heute 15- bis 24-Jährigen ist ein Drittel ohne Arbeit. Und sogar wenn sie einen Job finden, werden die meisten ihr Lebtage unter der Armutsschwelle bleiben. Gerade diese Altersgruppe wird sich bis 2050 zahlenmäßig fast verdreifachen. Und der sogenannte Youth Bulge, ein Überhang an jungen Menschen, die keine adäquate Rolle in der Gesellschaft finden können, gilt als Garantie für gewaltsame Konflikte. Deshalb ist Nigeria künftig nicht nur eines der jüngsten, sondern auch eines der gefährlichsten Länder der Welt.

Schon bald nach 2050 dürfte Nigeria zum Land mit der drittgrößten Bevölkerung der Welt nach Indien und China aufgestiegen sein. Selbst wenn die Geburtenrate sänke, rechnen die Vereinten Nationen bis zum Jahr 2100 mit mehr als 640 Millionen Nigerianern. Gut möglich sind über 900 Millionen Einwohner für das Land – beziehungsweise für jenes außer Kontrolle geratene Staatsgebilde, das Nigeria unter solchen Extrembedingungen bis dahin sein dürfte.

## Japan: Ein Volk stirbt aus

Shigeaki Hinohara murrte. "Wir müssen aufpassen", schimpfte er. "In unserem Land werden ältere Menschen zu wenig respektiert." Als Last für das Pensionssystem würden sie begriffen, nicht als Vorbilder für jüngere Menschen. Wohin soll das führen? Der 102-jährige Kardiologe ist Lobbyist für die Rechte älterer Menschen und dadurch ein Superstar in Japan. Er murmelt etwas von "Feindlichkeit gegenüber der Mehrheit".

Noch stellen Senioren nicht die Mehrheit im Land, aber es ist absehbar, dass sie das bald tun werden. Eine Frau bringt durchschnittlich nur noch 1,4 Kinder zur Welt, gleichzeitig haben die Menschen hier die höchste Lebenserwartung. Das macht die Japaner zur am schnellsten alternden Gesellschaft des Planeten. Ein Viertel der Bevölkerung ist schon heute mindestens 65 Jahre alt. Nach dem aktuellen Trend steigt dieser Anteil in den kommenden vierzig Jahren auf 40 Prozent. Wer wird die Pensionen finanzieren, die Alten pflegen? Eine langfristige Strategie fehlt.

Wollte Japan seine personellen Engpässe ausgleichen, könnten zum Beispiel jährlich 770.000 Ausländer ins Land geholt werden. Allerdings macht sich keine der politischen Parteien dafür stark. Meist werden nur zeitlich beschränkte Arbeitsvisa verteilt. So sind weniger als zwei Prozent der Einwohner Ausländer. (In Deutschland liegt dieser Wert bei rund neun Prozent.) Ähnlich halbherzig wie die Immigrationspolitik erscheint der aktuelle Versuch der Regierung, Kinder und Karriere für Japanerinnen besser vereinbar zu machen. Gleichzeitig ist Japans Politik ziemlich seniorenfreundlich: Rund die Hälfte aller Ausgaben für den Wohlfahrtsstaat fließt ins Pensionssystem. Kritiker klagen, dieses Geld fehle heute bei Sozialhilfe und Familienunterstützung.

Im Gegensatz zu anderen Industrieländern hatte der Babyboom nach dem Zweiten Weltkrieg in Japan nur von 1946 bis 1949 gedauert, deutlich kürzer als anderswo (in Deutschland erreichte er 1964 erst seinen Höhepunkt). Schon von den 1950er Jahren an sanken die Geburtenraten. Das tun sie bis heute.

Betrachtet man die Investitionen großer Unternehmen wie Toyota, Honda und Panasonic, aber auch die Vergabe öffentlicher Fördermittel, so entsteht der Eindruck, das Land habe sich damit abgefunden, dass seine Bevölkerung schwindet und die Menschen immer älter werden. Neue Forschungsbereiche boomen, zum Beispiel jener für Pflegerobotik. Dessen Marktvolumen, schätzt das Wirtschaftsministerium, wird in zwanzig Jahren beinahe so groß sein wie das heutige für Industrieroboter – und da ist Japan Weltspitze.

Das Warten auf den letzten Japaner hat längst begonnen. Ökonomen der Tohoku University haben eine Bevölkerungsuhr ins Netz gestellt. Sie gehen davon aus, dass die Zahl der unter 15-Jährigen um 150.000 pro Jahr sinkt. Null erreicht sie irgendwann im dritten Jahrtausend. Andere Demografen haben das Ende schon für das 22. Jahrhundert vorhergesagt. Präziser sind Projektionen für die Entwicklung der Gesamtbevölkerung. Diese wird nach aktuellen Berechnungen binnen 100 Jahren von heute 127 Millionen auf 40 Millionen schrumpfen.

Für den 102-jährigen Shigeaki Hinohara bedeutet das: "Die Armut der Senioren wird zunehmen. Deren Lebenssituation kann dann nicht mehr ignoriert werden." Bald stellen sie *wirklich* die Mehrheit.

*Felix Lill*

Deutschland: Wenige sind mehr

Tiefe Wolken hängen über der Burg Altena. Darunter fällt eine Felswand 80 Meter tief ab, hin zum gleichnamigen Städtchen im Sauerland. Vom Büro am Hang gegenüber hat Andreas Hollstein die Burg stets vor Augen. Trotz der grandiosen Aussicht ist der Bürgermeister um seinen Posten nicht zu beneiden – die Stadt Altena schrumpft. In dreißig Jahren ist die Einwohnerzahl fast um die Hälfte gesunken. Trotzdem rühmt sich der CDU-Politiker, das Problem richtig angepackt zu haben. Er nutzte den Negativrekord seiner Kommune und verschaffte sich damit Gehör bei der Landesregierung.

Und bei seinen Bürgern. Denen hatte er Grausames zugemutet: das Freibad geschlossen und eine Grundschule. Denn wie sollen 18.000 Bürger eine Infrastruktur bezahlen, die für 35.000 Menschen berechnet war? An die sechzig Sparvorschläge habe er umgesetzt, sagt Hollstein. Er tauschte seinen Dienst-Mercedes gegen einen Polo und verkleinerte den Stadtrat und die Verwaltung auf das gesetzliche Minimum.

Sparen allein reicht aber nicht, die Stadt muss wieder attraktiver werden – damit die, die noch da sind, dableiben und hoffentlich neue Bürger hinzukommen. Das wird schwer, denn es fehlen Arbeitsplätze. In den

Siebzigern und Achtzigern haben große Betriebe die Stadt verlassen und mit ihnen die jungen Erwachsenen: Sie haben ihre Kinder anderswo auf die Welt gebracht.

"Ich war immer ehrlich zu den Leuten", sagt Hollstein, "wenn wir lebenswerte Strukturen schaffen wollen, müssen wir selbst etwas dafür tun." Und die Altenaer hören auf ihn. Sie haben ihn nicht nur dreimal gewählt (im Mai tritt er zum vierten Mal an), sie packen auch mit an, wenn es Arbeit gibt.

Wenn man dem Bürgermeister in die Innenstadt folgt, rattert er die Projekte nur so herunter: In der ehemaligen Schule organisieren Bürger die Seniorenarbeit selbst, die Sozialarbeit, einen Jugendtreff. Im "[Generationenbüro Stellwerk](#)" bieten sich die Altenaer als Leihomas an, als Lesepaten oder Handyexperten. Die Bürger pflasterten die Innenstadt eigenhändig, die Stadt zahlte nur das Material.

Diese Kombination aus weitsichtigem Konzept und bürgerlichem Engagement hat auch Christa Reicher überzeugt. Die Professorin für Städtebau an der TU Dortmund saß in der Jury, die das Altenaer Konzept mit dem *Martin-Leicht-Preis für Stadt- und Regionalentwicklung* ausgezeichnet hat.

"Die wenigsten Städte gehen mit Schrumpfung und Rückbau derart konstruktiv um", sagt sie, "man muss gemeinsam auf ein Ziel gucken." Noch stehen viele Ladenflächen leer – das soll sich ändern. 100.000 Touristen sehen sich jedes Jahr die Burg an, nur 5.000 verirren sich bislang in die Stadt. Im April eröffnet deshalb der "Erlebnisaufzug": Auf dem Weg zur Burg sollen die Touristen künftig multimedial über die Sagen und die Geschichte der Stadt informiert werden.

Nun droht erneut eine Schulschließung. "Die Kosten für das Schulgebäude sind nicht das Problem", sagt Hollstein, "wir kriegen keine Lehrer mehr." Es gibt nicht genug Kinder und deshalb auch kein Geld für Personal. Hollstein selbst wird wohl nicht mehr erleben, dass die Bevölkerung von Altena wieder wächst. Vor 2050 ist nicht damit zu rechnen. Immerhin konnte die Stadt 2013 einen klitzekleinen Zuwachs verbuchen. Es leben jetzt fünf 25- bis 30-Jährige mehr in der Stadt – damit wächst Altena in dieser Altersklasse schon stärker als der [bundesweite Durchschnitt](#).

*Joachim Budde*

02/14/2014 06:33 PM

World War I Guilt

## Culpability Question Divides Historians Today 99,94

By Dirk Kurbjuweit

**This year marks the 100th anniversary of the outbreak of World War I and the 75th of the start of World War II. Questions over the degree of German guilt remain contentious among historians, who have been fighting over the issue for years.**

In his book "The Blood Intoxication of the Bolsheviks," published in the early 1920s, a certain R. Nilostonsky described a particularly horrific form of torture used in the Russian civil war. A rat was placed into an iron pipe, which was then pressed against the body of a prisoner. When the torturers placed the other end of the pipe against a fire, the panic-stricken rat had only one choice: to eat its way through the prisoner.

When Hitler met with his officers on Feb. 1, 1943, after the defeat at Stalingrad, he told them that he suspected some German prisoners were likely to commit treason. "You have to imagine a prisoner being brought to Moscow, and then imagine the 'rat cage.' That prisoner will sign anything."

Historian Ernst Nolte published an essay in the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* newspaper on June 6, 1986. In it, he suggested that Hitler's use of the term "rat cage" meant that the Nazi leader had heard of the Soviet form of torture involving a rat and a pipe. For Nolte, this served as evidence of the fear that Hitler and his men had of the Russians, a fear that could have "prompted" them to commit genocide.

In 1988, historian Hans-Ulrich Wehler published a book in which he devoted an entire chapter to the "rat cage," in an effort to prove that Nolte's theory was wrong.

As much as their debate seemed to revolve around rats, the real issue was culpability. How much guilt has Germany acquired throughout its history? And does the anecdote about Hitler and the Russian rat torture somehow diminish German guilt?

This year will be a historic one, marking three important anniversaries: the 100th anniversary of the eruption of World War I, the 75th anniversary of the start of World War II and the 25th anniversary of the fall of the Berlin Wall. The first two dates have been the source of heated debates among German intellectuals. The Fischer controversy in the early 1960s had to do with assigning blame for the eruption of World War I, while the dispute between historians in the mid-1980s revolved around culpability for the Holocaust. Both debates were informed by the positions in what was then a divided nation, including views on German unification.

History is not just history, but also a part of the present. This is especially true of Germany. The overwhelming history of the 20th century engulfed the country and shaped the consciousness of politically active citizens.

Both debates ended in victory for those who advocated Germany accepting the greatest possible culpability and therefore sought to exclude the possibility of German reunification, fearing that a unified Germany could lead to fatal consequences, perhaps even a third world war. As a result, German consciousness was strongly influenced by this acceptance of guilt for decades to come.

**A New Identity for Germans?**

In the meantime, new information has come to light on the issues in both debates, which tends to support the losing side. Could this lead to a new national identity for Germans?

The importance of this question underscores the need to revisit the Fischer controversy and the dispute among historians in this historic year. It also focuses our attention, once again, on a controversial concept of the day: revisionism. It was once anathema to one side of the debate, and subsequently to the other. But it's a necessary debate.

A device that has already been relegated to history stands on the desk of Hans-Ulrich Wehler: a typewriter. In a sense, Wehler lives between the Netherlands and Italy, in a white house on the outskirts of the northwestern German city of Bielefeld, near the underground Dutch-Italian natural gas pipeline. For Wehler, living so close to the pipeline means that nothing can be built to spoil his view. When he sits in his office, he looks out at trees and meadows. Behind him are enough books to take an ordinary person an entire life to read, but for Wehler they represent only a small portion of his reading material.

He was a professor at the University of Bielefeld for 25 years. His most important work is a book called "Deutsche Gesellschaftsgeschichte" (German Social History). Wehler, 82, is a slim, cheerful man with a hint of the singsong accent typical of the Rhineland region.

When he was an assistant professor at the University of Cologne in the early 1960s, Wehler attended a colloquium led by Hamburg historian Fritz Fischer. But he was disappointed. He had expected something wild and exciting, but Fischer was a conservative man who "engaged in the conventional history of diplomacy."

### **Destroying a Comfortable Relationship with the Past**

In 1961, Fischer published a book called "Germany's Aims in the First World War." A sentence in Fischer's book led to many changes. For Fischer, the German Reich bore "a substantial share of the historical responsibility for the outbreak of the general war."

The young Wehler was speechless. He had been waiting for a sentence like that.

At the time, West Germany was a country that felt relatively at ease with its past. The "national master narrative," the account of Germany's good past, still existed. The 12 Nazi years were certainly viewed as horrific, but they were also largely repressed at the time. German history prior to the Nazi era was viewed as anything from tolerable to heroic, including the history of World War I. German historians of the early postwar period clung to a word that had been used by former British Prime Minister David Lloyd George: "slid." In George's view, the major powers had slid into the war, which meant that everyone was equally culpable or innocent.

Fischer's theories destroyed this comfortable relationship with the past. He saw a continuity between the war objectives and 1914 and 1939: great conquests with the goal achieving global power. The German Empire became a precursor to the Nazi regime and World War I an overture to World War II. "A mine has been placed against the good conscience of the Germans," SPIEGEL, which agreed with Fischer's ideas, wrote in its review of his book.

For Gerhard Ritter, an important historian at the time, Fischer's book was intolerable. He had served the German Kaiser as a soldier in World War I, and he believed that Fischer's theories were a "national disaster." He was uninterested in revisionist history. The Fischer controversy had begun, a debate that was carried out in newspapers and magazine, and at the 1964 "Historikertag" (Conference of German Historians) in Berlin.

Wehler says he defended Fischer "as much as possible." But he was still too young at the time to be taken seriously as a historian.

The dispute soon became political. In 1964, the German Foreign Ministry tried to prevent Fischer from traveling to the United States to give a series of lectures. In 1965, Franz Josef Strauss, the deputy chairman of the conservative faction in the German parliament, the Bundestag, called upon the government to do everything in its power "to combat and eradicate the habitual, negligent and deliberate distortions of German history and Germany's image today, distortions that are sometimes made with the intention of dissolving the Western community."

Strauss was troubled by the idea of "sole moral responsibility," which was not something Fischer had mentioned but had become a central concept in the dispute. This is often the case in debates, when they become condensed into individual words and sentences, making do with less than complete accuracy in the interest of strengthening an argument.

### **Carving History into Stone**

Fischer's view prevailed. Whether the term being used was "sole responsibility" or a "significant share of the historic responsibility," the national master narrative had been destroyed -- an agreeable outcome for those who dominated the public dialogue starting in the late 1960s, the student revolutionaries who came to be known as the 1968 generation.

In 1972 historian Immanuel Geiss, one of Fischer's students, said: "The overwhelming role played by the German Reich in the outbreak of World War I and the offensive character of Germany's war objectives is no longer a point of controversy, nor is it disputable." It was as if he were carving history into stone.

Geiss knew how to make this final state of the history of World War I politically useful. In his view, the Fischer controversy had produced a new kind of person, "the German who had become insightful." From the 1972 perspective, Geiss had developed instructions for this person. The first and second world wars, he said, had resulted in "the need to make do with the status of lesser powers in Europe," as well as the "final liquidation of all patriotic dreams of a German Reich." He was referring to the possibility of German reunification. "Any attempt to circumvent these political consequences, to squeeze past them, would inevitably lead to a third phase of German power politics, hence leading to a third world war initiated, once again, by Germany."

Four decades later, over lunch at Potsdamer Platz in Berlin, Herfried Münkler, 62, shoots that notion down. A third world war? Nowhere in sight. Power politics? Difficult question. Germany is a power in Europe once again, but primarily an economic one. Münkler is critical of Germany, which, as "the strongest player at the center is keeping itself out of the political fray."

Münkler, who teaches political science at Berlin's Humboldt University, has just written a book about World War I, "Der Grosse Krieg" (The Great War). He refers to Fritz Fischer's research as "outrageous, in principle," noting that the historian limited his research to German archives, ignoring Russian, English and French material. This, says Münkler, meant that Fischer couldn't have discovered that the other major powers also had reasons to go to war.

### **Confusing Scenarios and Political Plans**

Besides, says Münkler, Fischer "confused scenarios and political plans." The German military leaders had in fact developed war plans, just as everyone else had, he explains. They were determined to be prepared. But the political leadership did not embrace these plans, says Münkler. Australian historian Christopher Clark reaches similar conclusions in his book "The Sleepwalkers." There are similarities between sleepwalking and sliding into war. Both involve uncontrolled movements.

Nevertheless, Münkler finds the Fischer controversy "helpful in terms of political history" and sees "a positive effect of mistakes." It was necessary, says Münkler, for the Germans to turn to their history once again, for something to break open and for the national master narrative to give way to a critical consciousness.



## **A Past that Won't Pass**

Wehler, on the other hand, says that 70 percent of what Fischer theorized was correct. He still believes that there was continuity between the German Empire and the Nazi regime. And the question of Russian, English and French war policy? An omission on Fischer's part.

Wehler asked him about it. They had met because Fischer was trying to recruit Wehler to teach in Hamburg. "Fischer said to me that he had already taken 800 pages for the German side, so that he couldn't devote that much space to the other major powers anymore." Who was going to read all of that?

It was a good point. In the 1960s, Germany was revolutionizing its conception of history, because a book couldn't be too thick. Later, Wehler made sure that the same thing didn't happen to him. His book "German Social History" encompasses 4,807 pages.

Another point is that Gerhard Ritter, who had been so vehemently opposed to Fischer's theories at the time, was associated with the anti-Hitler resistance and had been detained for a short time as a result. Fischer, however, had sympathized with the Nazis, as was later revealed.

Wehler says that Fischer told him that, after the war, he had found it difficult to accept having been part of the machinery of horror, both as a soldier and as a fellow of a Nazi Party institute. He felt pressure to make a contribution for a better Germany through his work. "I liked the fact that he expected a cleansing, a catharsis, through the research," says Wehler. Did Fischer deliberately exaggerate as a result? He can no longer be asked, because, like Ritter and Geiss, he is no longer alive today.

Ritter wrote that Fischer's book was a culmination of the "self-obfuscation of German historical awareness." "I am convinced that this will be no less disastrous than the excessive patriotism of the past." Later on, Geiss agreed with portions of Ritter's argument. He criticized the tendency to use Fischer's talk of the "German special path" as a reason to completely condemn Germany. He was already familiar with the second battle over German history, the dispute among historians.

One day in the 1960s, as Wehler was sitting in his office in Cologne, a strange man knocked on his door. He was stiff and aloof, introducing himself as a secondary school teacher from Bad Godesberg, near Bonn. He said that he had written a study about fascism in his free time, that is, after school had ended and he had finished correcting his students' papers. His goal, in completing the study, was to qualify to serve as a professor at the University of Cologne. His name was Ernst Nolte.

It was an unusual approach to a university career, but it was a well-written study, and it propelled Nolte, a philosopher and high-school teacher, into a position as a history professor. The study was published as a book in 1963, "Fascism in its Epoch." Wehler wrote a glowing review.

## **A Dispute Erupts among German Historians**

On June 6, 1986, Wehler, now a professor in Bielefeld, read an essay by Nolte in the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* titled "The Past that Will not Pass." Once again, he was speechless. But this time Wehler was reading sentences he hadn't expected at all.

Nolte's article culminated in five rhetorical questions: "Did the Nazis and Hitler perhaps commit an 'Asiatic' act merely because they and their ilk considered themselves to be potential victims of an 'Asian' deed (for Nolte, the term "Asiatic" was a euphemism for something especially gruesome)? Was the Gulag Archipelago not primary to Auschwitz? Was the Bolshevik murder of an entire class not the logical and factual prius of the 'racial murder' of National Socialism? Cannot Hitler's most secret deeds be explained by the fact that he had not forgotten the rat cage? Did Auschwitz in its root causes not originate in a past that would not pass?" Nolte left no doubt that each of these questions had to be answered in the affirmative.

Wehler couldn't believe what he was reading. He called sociologist and philosopher Jürgen Habermas, a friend from his younger days in Gummersbach. "Jürgen was beside himself," says Wehler. Nolte's article couldn't remain unchallenged. But who would write the response? "We decided to divide up the task," says Wehler. Habermas, the more famous of the two men, wrote the text, while Wehler dug up the necessary information and sent his assistant, Paul Nolte, to the archives. Paul Nolte, who is unrelated to Ernst Nolte, is a well-known historian in his own right today.

In his response, Habermas stirred up attacks on other conservative academics and journalists. "The text was all wrong," Wehler says with a chuckle, but it became a brilliant success. On July 11, 1986, the Habermas essay was published in *Die Zeit* under the title "A Kind of Settlement of Damages." The dispute among historians had erupted. On one side, it involved the left-liberal faction led by Wehler and Habermas, who were opposed to a new revisionism. Rudolf Augstein, the founder and publisher of SPIEGEL, was also a sharp critic of Nolte. Conservative historians and journalists, including Michael Stürmer and Joachim Fest, stood on the other side of the debate.

Like the Fischer controversy, this dispute also occurred during the Cold War, when ideological lines were being drawn between the left and the right. It was a heated and harsh battle. One day, Nolte's car was set on fire in the parking lot of the Free University of Berlin.

### **Nothing Allowed to Minimize German Guilt**

The historians' dispute revolved primarily around two concepts: singularity and causal nexus, a Latin term for connection. The left-liberal faction insisted that the Holocaust was exceptional, and that its atrocities could not be compared with the horrors of Stalinism. It also insisted that the Holocaust was not a reaction to the gulag, but rather a spawn of the German hatred of Jews. It was singularity, but not causal nexus.

Nothing was to be allowed to minimize German guilt. Once again, the present played a critical role. Helmut Kohl, who was chancellor at the time, was a man with an awareness of history and a national consciousness, and he wanted a conservative revival, away from the cultural and political dominance of the left liberals, who had been around since the late 1960s. In 1985, Kohl took then US President Ronald Reagan to a cemetery in the southwestern town of Bitburg, which also included the graves of soldiers who had served in the Waffen-SS. He wanted to shape the House of History in Bonn and the German Historical Museum in Berlin to suit his agenda. The left-liberal intellectuals feared a revision of history and a return to the national master narrative.

For Habermas, the alternative was "constitutional patriotism." Furthermore, West Germany was to view itself as a part of the West, not as its own entity, one that had to recognize that something was missing, namely the eastern part of Germany. History had taught the Germans that unification was impossible. And as history became more and more horrible and singular, the notion of reunification became more and more forbidden.

In November 1986, three years before the fall of the Berlin Wall, historian Heinrich August Winkler wrote: "In light of the role that Germany played in the genesis of the two world wars, Europe and the Germans cannot and should not desire a new German Reich, a sovereign nation-state, anymore. This is the logic of history and, to quote Bismarck, it is more precise than the Prussian Oberrechnungskammer."

On the whole, the left-liberal faction prevailed. "We won," says Wehler.

### **'Nolte Was Done an Injustice'**

Jörg Baberowski, 62, was studying history in the central German city of Göttingen when the historians' dispute erupted. During his schooldays in the nearby town of Holzminde, he had joined the Communist League of West Germany (KBW) and had collected money for its causes. They included Pol Pot, the Socialist ruler of Cambodia, responsible for the deaths of close to 2 million of his fellow citizens, a butcher like Hitler and Stalin. Which, of course, heaven forbid, is a comparison.

By 1986, Baberowski had changed to such a degree that he was the only student to defend Nolte's theories in an advanced seminar. He was berated for his position, says Baberowski, "but I didn't care; I was used to that from my days with the KBW."

Baberowski became a historian and a specialist in Eastern Europe. Like Münkler, he teaches and does research at the Humboldt University in Berlin. His book "Verbrannte Erde - Stalins Herrschaft der Gewalt" (Scorched Earth - Stalin's Reign of Violence) won the Leipzig Book Fair Prize in 2012. "Nolte was done an injustice," says Baberowski. "Historically speaking, he was right."

Singularity? While conducting his research in Russian archives, Baberowski discovered how vicious Stalin and his thugs had been. Concentration camps had existed in Russia since 1918. In a camp near Moscow, for example, four people shot and killed 20,000 people in one year. "It was essentially the same thing: killing on an industrial scale," says Baberowski.

Causal nexus? "Of course, Hitler was not unaffected by what he knew about the Russian civil war and Stalinism."

Sitting in Café Einstein, he says: "Hitler was no psychopath, and he wasn't vicious. He didn't want people to talk about the extermination of the Jews at his table. Stalin, on the other hand, delighted in adding to and signing off on the death lists. He was vicious. He was a psychopath."

Spoons are clinking against cups, an espresso machine is hissing and other patrons are speaking in muted voices. It's an uncomfortable moment. Can he say this sort of thing? Can Hitler have been less vicious than someone else? Did the people at nearby tables hear what he just said? Such questions spring to the fore, the product of decades of German history education from schools, books and the media. The imprint is deep.

### **Ernst Nolte Speaks**

My next stop is Bielefeld, a visit to the office of Hans-Ulrich Wehler. He declines to agree with Baberowski. A causal nexus? "Hitler cannot be interpreted as an anti-Lenin at all." Singularity? "I think so. In my eyes, Hitler remains undefeated at the top of the list."

This too is an uncomfortable moment. It feels as if he were talking about a contest, about rankings, or even about a hit list. Must a German remain the worst of all butchers? Isn't that putting it a little too coldly?

Wehler seems to sense these thoughts. "Did you know," he says, "that one in four victims in the German concentration camps was a child?" His voice is filled with emotion and his eyes are moist. He looks at me for a long time.

Then he tells another story about Ernst Nolte. Wehler once invited him to dinner at his home. "My wife is a great cook," he notes. After one or two glasses of wine, says Wehler, Nolte loosened up and talked a little about his life. He was born with three short fingers on his left hand, which meant that he was unfit for military service, whereas his younger brother died in World War II. As a result, Nolte said according to Wehler, he had been under pressure to do something for his country.

Wehler and the two confessions: Fischer's and Nolte's. And then there is Baberowski. Personal issues played a role in the battle over Germany's history. Baberowski says that in doing his research, he also "came to terms with my own mistakes at the beginning," including his belief in the communist ideology and collecting money for Pol Pot.

### **'One Cannot Seriously Dispute This Connection'**

Ernst Nolte, 91, opens the door to his apartment on the third floor of a stately old building in Berlin's Bavarian District.

He is an amiable man who doesn't complain about his infirmities. He and his wife live in a spacious apartment, surrounded by books, art and a grand piano, the apartment of well-educated German intellectuals. Nolte responds to our questions at length during the two-hour conversation. These are authorized excerpts from that talk.

Regarding the causal nexus: "One cannot seriously dispute that this connection existed. Anyone who has ever read Hitler's speeches knows how important an issue Bolshevism was to him. He frequently lost control and worked himself into a state of extreme agitation. It is absurd to claim that Germany would have become a national-socialist state of the kind Hitler envisioned if the Bolshevik revolution had not taken place in Russia in 1917."

Regarding singularity: "All the horrors and extermination procedures known to have occurred in German concentration camps were reported much earlier in the concentration camps of the Cheka and the NKVD. Those who refuse to believe this may be good people, but they are no academics. The technical process of gassing people to death is one main difference. The great Jewish writer Joseph Brodsky once said that if he had the choice, he would much rather die within a few minutes in a gas chamber than after months of starvation in an ordinary concentration camp. He can say that, whereas I prefer to remain silent, because I would immediately be accused of having reprehensible motives."

Regarding the neo-Nazi terror cell NSU, whose sole surviving member is currently on trial in Munich on charges relating to the murder of 10 people mostly of Turkish origin: "I don't believe that these people should be characterized as 'right-wing' terrorists. They were simply a gang of murderers. If a note with the words 'Go home' had been pinned to the victims, it would have been an act of right-wing terrorism."

Regarding his hand: "It's the reason I wasn't drafted, and I was spared from taking part in the war. In other words, it was an unearned lucky break. Precisely for that reason, I felt a special obligation to investigate the problems of the period in an academic fashion, and not just from a standpoint of one-sided dismay."

Regarding culpability for the war in 1939: "I am more and more convinced that we should attach more weight to the role played by the Poles and the British than is usually the case. Hitler did not want to wage war for war's sake, as is often claimed. He would have liked to enter into an anti-Soviet alliance with the Poles. His claims against Poland were not 'national socialist.' Rather, they dated back to the days of the Weimar Republic. If the Polish government had sent a negotiator, as Hitler wanted, and had agreed to the 'Weimar' demands to return Gdansk to the German Reich and to establish extraterritorial road and rail connections through the 'corridor,' Hitler would not have invaded Poland."

### **Harsh Criticism**

The conversation and his autobiography, to be published this spring, coalesce into the image of a man who considers himself to be important, and yet is resentful because he no longer plays a role today. In his last book "Späte Reflexionen" (Late Reflections), he insisted on ascribing to the Jews their "own share of the 'gulag,'" because some Bolsheviks were Jews. Based on his logic, the Jews were partly responsible for Auschwitz. This has long been an argument of anti-Semites.

Nolte received some "harsh criticism" for his book, even from acquaintances, criticism that, as he writes, "usually amounted to the theory that I had now admitted that my many adversaries were correct and that I shouldn't be surprised to be plowing a lonely furrow," he writes. He has upped the provocation once again and has to live with the fact that no one is interested. There is no outcry and no debate. Germany is at ease and Nolte is finished.

But not everything this man says is wrong. Comparisons are constantly being drawn in history seminars today between Hitler and Stalin, apples and oranges. Comparing isn't automatically equating, but instead serves to promote insight. It's what Nolte has said all along.

He insisted on the freedom of the academic, and he was right. Just how outraged everyone was at the time seems disconcerting today. In the 25th year after German reunification, fears of unification seem absurd. But at the time, no one knew how it would turn out, which makes some of the concerns understandable. But speculation shouldn't have been portrayed as the truth. Everything was the subject of speculation, from the German future to the German past.

History is not open in the same way as the future is, but it is open nonetheless. In both debates, the combatants behaved as if there were historical truths, but they don't exist. All that exists is a state of research that includes gaps, which are filled with speculation and interpretation.

No one knows what Reich Chancellor Theobald von Bethmann Hollweg truly thought and wanted in the summer of 1914. No one knows how strongly Hitler was influenced by Soviet atrocities. Historical research is the science of approximation. Constant revisions are necessary for that reason alone.

The current state of the historical interpretation is that all major powers sleepwalked into World War I, and that Bolshevism and Stalinism were more brutal than was long known or admitted. Is there a national outburst as a result? No. Is there rejoicing because German culpability is somehow reduced? No.

No matter what others did, the Nazis were disgusting criminals whom masses of Germans followed, and the German Reich did a great deal to allow World War I to happen. German responsibility for the present and the future is one of the consequences. We can live up to this responsibility without self-obfuscation.

So what's next? Are there any new revelations about Germany's past? These are questions posed to a historian of the intermediate generation, 53-year-old Edgar Wolfrum from Heidelberg, whose book "Rot-Grün an der Macht", about the Chancellery of Gerhard Schröder and his coalition with the Green Party, was published in 2013.

### **'German History Is Getting Smaller and Smaller'**

He is sitting in his office at the University of Heidelberg, joined by his assistant Angela Siebold, the first female historian in this history of old men. What is being discussed today? Wolfrum ponders the question for a while. "It's still the old issues," he says, "but we are discussing them more quietly and calmly." He pauses to reflect, and then he says: "German history is getting smaller and smaller." With the fall of the Iron Curtain, China's opening to the world, the new importance of India and Brazil, others are also demanding that attention be paid to their past. In other parts of the world, the Holocaust is not at the center of everything.

Wolfrum struggles with this notion. He recently read a book about world history in which, as he says, the Holocaust had more or less dwindled into a footnote. War, too, was no longer the dominant theme. Instead, says Wolfrum, women's history is increasingly in the spotlight today. He prefers the hard issues to the soft, Wolfrum adds.

He looks at his assistant, perhaps a little guiltily. She looks back at him. It is an indulgent look, but also one that says: Dear men, there are going to be a few more revisions of history.


## Kinder und Karriere

# 133.400 Euro für jede Familie 99,102

14.02.2014 · In Deutschland gibt es ein gigantisches Sammelsurium von Wohltaten für Familien – 150 sind es insgesamt. Aber was bitte erreicht der Staat damit? Jedenfalls wohl nicht, dass mehr Kinder zur Welt kommen.

Von DIETRICH CREUTZBURG



© LAIF  Ihre Kinder müssen Eltern selbst auf die Welt bringen: Ansonsten leistet der Staat viel

Kaum ein Politikfeld ist in jüngster Zeit so stark erforscht worden wie die Familienpolitik. Heerscharen von Wissenschaftlern haben seit 2008 für die Bundesregierung in mühevoller Arbeit ermittelt, was der Staat unter dem Etikett „Familienpolitik“ eigentlich tut. Das war auch nötig. Denn bis dahin wusste man darüber wenig, außer dass es eine ziemlich große und unübersichtliche Vielfalt von Leistungen gibt – ungefähr 150 mit einem Gesamtvolumen von mehr als 125 Milliarden Euro im Jahr.

Eine beachtliche, weil sehr grundlegende Erkenntnis jener Forschung ist: Ja, es gibt hierzulande immerhin eine Familienpolitik; im Ergebnis lenken jene 150 Leistungen schon heute nachweisbar öffentliches Geld zu den Familien. Junge Erwachsene, die Nachwuchs bekommen, können damit rechnen, dass sie vom Staat bis zur Rente im Durchschnitt 133.400 Euro an ehe- und familienbezogener Unterstützung erhalten. Gründen sie hingegen keine Familie, werden es in derselben Zeit voraussichtlich nur 14.000 Euro sein. Das hat das Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (ZEW) mit einer aufwendigen Simulationsrechnung ermittelt.

So schwer die Vielfalt der Familienpolitik im Einzelnen auch zu überblicken ist, ihre Wirkung geht also zumindest nicht total am Ziel vorbei. Und es ist sogar sichergestellt, dass das Ausmaß der staatlichen Zuwendung parallel zur Kinderzahl steigt, wie die ZEW-Studie zeigt. Ziehen die jungen Erwachsenen in ihrem weiteren Leben drei Kinder groß, dann können sie sogar mit 300.000 Euro rechnen.

Eine andere grundlegende Frage ist indes damit nicht geklärt: **Was, bitte, bewirkt die Familienpolitik?** Setzen junge Leute wirklich mehr Kinder in die Welt, wenn es dafür mehr Geld vom Staat gibt – oder nehmen sie das Geld vielleicht nur mit, wenn ihre Situation zufällig zu den gesetzlichen Anspruchsvoraussetzungen passt? Die Antworten der Forscher fallen leider weniger eindeutig aus. Besonders starke „Verhaltenseffekte“ hat das ZEW für das Ehegattensplitting und die beitragsfreie Mitversicherung der Familie in der gesetzlichen Krankenversicherung festgestellt – die Begünstigten, faktisch meist die Mütter, nehmen tendenziell ihren beruflichen Einsatz etwas zurück. Belastbare Zusammenhänge zwischen Familienleistungen und Geburtenrate sind dagegen weitaus schwerer zu finden.

Geht es gar nicht um das Wohl der Familien?

Überdies ist aber selbst mit der aufwendigsten Studie noch nicht gesellschaftlich geklärt, was Familienpolitik denn idealerweise überhaupt bewirken sollte. Soll sie wirklich das Ziel haben, die Kinderzahl zu erhöhen? Wäre es vielleicht schon ein Erfolg, wenn sie für Familien mit Kindern den Lebensalltag in finanzieller oder

praktischer Hinsicht etwas erleichtern könnte? Oder soll es ihr im Kern gar nicht um das Wohl der Familien gehen – sondern eher darum, dass Kinder ihre Eltern möglichst wenig davon abhalten, ihre Arbeitskraft zum Wohle der Volkswirtschaft und der gesetzlichen Rentenversicherung einzusetzen? Schließlich wäre zu klären, wie man die definierten Ziele mit möglichst geringem Mitteleinsatz wirkungsvoll erreichen kann.

Die real praktizierte Familienpolitik der vergangenen zehn Jahre ist nicht so übersichtlich wie dieser Fragenkatalog. Zu den wichtigen Neuerungen zählten einerseits das Elterngeld mitsamt der Vätermonate sowie der beherzte Ausbau von Krippenplätzen für Kleinkinder bis drei Jahre. Dieser von Rot-Grün eingeschlagene und 2005 von CDU-Familienministerin Ursula von der Leyen fortgesetzte Kurs diente dazu, den klassischen Zielkonflikt zwischen Kindererziehung und Karriere für Mütter zu entschärfen. Das Elterngeld sollte speziell für Mittelschichtfamilien die durch Kindererziehungszeiten verursachten Einkommensverluste abfedern; der Krippenausbau ging das Ziel von der anderen Seite an – mit leichterem Zugang zu öffentlicher Kinderbetreuung würden die Mütter rascher in den Beruf zurückkehren und damit eher den typischen Karriereknick vermeiden können; die Vätermonate waren überdies ein Zeichen, dass auch Männer etwas beitragen sollten.

Mit von der Leyens Nachfolgerin Kristina Schröder (CDU) bekam die Familienpolitik eine neue, aber weniger klare Richtung. Zum einen hatte sie das politisch schon zuvor von der CSU festgezurrte Betreuungsgeld umzusetzen, eine Förderung für Eltern, die sich für die Kindererziehung bewusst längere berufliche Auszeiten nehmen. Schröder trieb zwar pflichtgemäß, aber ohne erkennbare politische Begeisterung den Krippenausbau weiter voran. Aber sie propagierte die familienpolitische Philosophie der „Wahlfreiheit“ – ein Konzept, das einer politischen oder gar ökonomischen Effizienzkontrolle kaum zugänglich ist. Je nach Interesse lässt sich damit jede Familienleistung begründen oder auch nicht: vom Kindergeld über den kinderbezogenen Aufschlag auf das Kurzarbeitergeld über Arzneimittelzuschüsse für Kinder mit Entwicklungsstörungen bis hin zur sozialpädagogischen Erziehungsberatung.

Verunsicherung drückt die Geburtenrate

Demgegenüber lässt die neue Ministerin Manuela Schwesig (SPD) keinen Zweifel, dass sie der Familienpolitik wieder ein sehr deutliches Profil geben will – im Grundsatz wieder näher bei von der Leyen, aber mit noch stärker sozialdemokratischem Akzent. Kurz gefasst: Neben dem weiteren Ausbau von Kitas und Ganztagschulen rückt das Ziel einer insgesamt gleichmäßigeren Arbeitsteilung zwischen Müttern und Vätern in den Vordergrund. Ging es einst vor allem darum, Müttern die Berufstätigkeit zu erleichtern, sollen nun auch Väter leichter beruflich kürzertreten können. Dieser Vision folgt nicht nur die von Schwesig prominent gemachte Idee einer 32-Stunden-Woche für Eltern, sondern auch das im Koalitionsvertrag vorgesehene „Elterngeld plus“. Wenn beide Eltern auf Teilzeitarbeit umstellen, solange Kleinkinder im Hause sind, soll es einen Bonus geben.

Was familienpolitisch als glatte Fortsetzung des vor zehn Jahren begonnenen Weges erscheinen mag, führt indes an anderer Stelle zu einem Bruch: Solange es darum ging, im Ergebnis mehr Menschen für das Berufsleben zu gewinnen, konnte die Politik auf den Zuspruch der Unternehmen zählen. Geht es nun jedoch darum, Menschen ein Leben mit weniger Arbeit schmackhaft zu machen, ist es mit diesem Zuspruch vorbei.

Die Familienpolitik wird das so lange nicht scheren müssen, wie der deutsche Beschäftigungsaufschwung andauert. Sollte sich dies jedoch eines Tages ändern, wäre das auch für die Familienpolitik von Belang. Denn eines gilt als erwiesen: Wenn die Furcht vor einer Entlassung oder einem Einkommensverlust die Menschen verunsichert, ist das weder gut fürs Familienleben noch für die Geburtenrate. Eine stabile Wirtschaft und solide Staatsfinanzen sind dagegen gute Grundlagen – auch wenn sie in keiner Liste der staatlichen Familienleistungen aufgeführt werden.

Euro-Rettung

## Legal – illegal – scheißeegal! 99,104

Die Euro-Lenker wollen den Euro retten, Rechtsstaat und geltende Verträge sind ihnen offenkundig schnuppe. Merkwürdig, dass ausgerechnet die Liberalen zu diesen Vergehen schweigen.

Von [Alan Posener](#)



Foto: Maskot / Tuomas Marttila Was ist wichtiger: den Euro zu retten oder die EU?

Zwei deutsche Parteien lehnen die europäische Gemeinschaftswährung ab: die Linke und die [Alternative für Deutschland](#) (AfD). Beide kommen für liberale Wähler wohl kaum in Betracht. Die Linke stellt den Kapitalismus und das westliche Bündnissystem infrage; die AfD zieht zu viele Querulanten an und hat einen unangenehmen Zug ins Nationalkonservative. Aus der Tatsache, dass diese Protestparteien den Euro ablehnen, darf man jedoch nicht folgern, dass der Euro vernünftig wäre. Hätte die FDP etwa nicht Angst, als opportunistische Partei dazustehen, müsste sie ebenfalls gegen den Euro sein.

Liberaler sind für die Freiheit: für die politische Freiheit und für den freien Markt. Liberale sind auch für das Gesetz: für den Rechtsstaat, der die Freiheit des Staates beschränkt und die Freiheit der Bürger schützt. Der Euro aber schränkt die Freiheit der Bürger ein und stärkt den Staat; er hat die Konkurrenz der Währungen in Europa – den freien Markt der unterschiedlichen monetären Modelle – abgeschafft; und er existiert nur noch, weil die Regierungen der Euro-Zone das Recht wiederholt gebrochen haben und sich weitere Rechtsbrüche vorbehalten. Bei der Konzeption der Gemeinschaftswährung spielten Recht und Freiheit ja auch keine Rolle.

Einigkeit schon: [François Mitterrand](#) wollte ein erstarktes Deutschland in eine französisch dominierte europäische Wirtschaftsordnung einbinden; Helmut Kohl sah im Euro das Mittel, die politische Union Europas zu erzwingen. Hinzu kam, dass einige neoliberale Wirtschaftsexperten den Euro als Mittel sahen, per Sachzwang Reformen nach dem Muster Margaret Thatchers durchzusetzen.

Jedes Land, das die Gemeinschaftswährung einführte, müsste – da ihm die Geldabwertung fortan versperrt war – die Effektivität der eigenen Wirtschaft erhöhen: Bürokratie, Subventionen und Staatsausgaben abbauen, Privatisierungen vorantreiben, die Korruption bekämpfen, den Arbeitsmarkt öffnen, die Gewerkschaften schwächen, das Unternehmertum fördern, in Bildung investieren. Selbst wenn aus der Union nichts würde, so die Überlegung, wären solche Reformen ein Wert an sich. Es kam anders.

Gewaltige Spekulationsblasen

Anstatt die Euro-Zone zu homogenisieren, verstärkte die gemeinsame Währung die Unterschiede zwischen den Volkswirtschaften. In den Ländern der südlichen und westlichen Peripherie erzeugten billige Kredite Spekulationsblasen, etwa Immobilienblasen in Spanien und Irland, die beim Platzen diese Länder ruinierten.



Deutschland hingegen profitierte erstens von diesen Blasen, weil neureiche Südeuropäer deutsche Autos kauften; zweitens davon, dass der Euro im Verhältnis zur D-Mark eine weiche Währung wurde, sodass deutsche Maschinenbauer ihre führende Position auf dem Weltmarkt ausbauen konnten.

Heute bilden die südlichen Euro-Länder Europas Mezzogiorno; sie exportieren ihre Jugend und ihre Hoffnung in den Norden; zurück bleibt der Zorn.

Auch Frankreich musste erleben, dass der Euro nicht etwa Deutschland einem französischen, sondern Frankreich einem deutschen Diktat unterwarf. Und Kohls Erben wissen, obwohl sie es nicht sagen, dass der Traum vom europäischen Bundesstaat in weite Ferne gerückt ist – nicht trotz, sondern wegen des Euro.

So gereizt wie nie

Selten war nach 1945 die Stimmung zwischen den Völkern des Kontinents so gereizt wie jetzt; noch nie hatten euroskeptische Parteien so großen Zulauf – und nirgends stärker als in den Kernländern des europäischen Projekts: Frankreich, Italien, Holland, Belgien. Nur Deutschland bildet eine Ausnahme: aus schlechtem Gewissen, behaupten Geschichtsrevisionisten; weil es vom Euro profitiert, sagen Realisten.

Doch hat der Profiteur vom Euro nur kurzfristigen Gewinn, aber dauerhaften Schaden. Dabei ist die von der AfD geschürte Angst vor einer Inflation, die ihrer Rentnerklientel die Ersparnisse vernichtet, nicht das Hauptproblem. Zurzeit jedenfalls fließt das von der Europäischen Zentralbank (EZB) reichlich gedruckte Geld in Spekulationsobjekte wie Immobilien und hilft, die Problembezirke Berlins und anderer Großstädte zu gentrifizieren.

Doch eine weiche Währung tut einer auf Innovation, Produktivität und Qualität angewiesenen Volkswirtschaft wie der deutschen nie gut. Außerdem macht die übergroße Abhängigkeit vom Export Deutschland anfällig für Krisen in anderen Weltgegenden, von der chinesischen Konkurrenz zu schweigen.

Bankrotte EU-Länder

Am bedenklichsten jedoch ist die Tatsache, dass die Geldpolitik in der Euro-Zone von Institutionen bestimmt wird, deren Existenz weder vom Maastricht- noch vom Lissabon-Vertrag vorgesehen wurde: vom Rat der Euro-Regierungschefs, die dem "Stabilitätspakt" angehören; von den "Troikas", die sie einsetzen, um insolventen Ländern wie Griechenland eine Austerität zu verordnen, die nicht einmal die Siegermächte des Ersten Weltkriegs Deutschland aufzudrücken wagten; vom mit Milliarden Euro ausgestatteten "Stabilitätsmechanismus"; und von der EZB, deren Kauf von Staatsschulden genau genommen so illegal ist wie die Rettungspakete für bankrotte Euro-Mitgliedsländer, oder vielmehr für die Banken, denen sie Geld schulden.

Nur wird eben nichts genau genommen: "Legal – illegal – scheißegal!" Der Slogan der "umherschweifenden Haschrebellen" ist zum Motto der Euro-Zone-Lenker geworden. In Zypern wurde das vorexerziert, als die EU vorschlug, die örtlichen Banken mit dem enteigneten Geld ihrer Einleger zu retten. Angela Merkel meint, sie fahre in Sachen Euro "auf Sicht". Das heißt aber: Niemand kann sicher sein, dass Gesetze, die heute gelten, auch morgen gelten.

Das oberste Ziel der Euro-Lenker ist die Rettung des Euro – nicht der Rechtssicherheit, nicht der Geldwertstabilität, nicht der Ersparnisse; nicht der Subsidiarität, die besagt, dass Wirtschafts-, Finanz- und Sozialpolitik Sache der nationalen Parlamente sind. Gesetze werden ad hoc beschlossen, Versprechen gebrochen, Parlamente gezwungen, ihrer Entmachtung zuzustimmen. Dazu dürfen Liberale nicht schweigen.

Leider hat die FDP in ihren vier Jahren in Regierungsverantwortungslosigkeit zu alledem Ja und Amen gesagt. "Die AfD gäbe es nicht, wenn die **FDP** gegen den Euro eingetreten wäre", sagt AfD-Parteisprecher Alexander Gauland. "Wenn wir jetzt umschwenken, hält man uns für Opportunisten", meint dagegen FDP-Chef Christian Lindner. Was so viel heißt wie: Wir unterstützen wider besseres Wissen den Euro, weil uns die Partei wichtiger ist als die Währung. So kann man eine Partei auf den Hund bringen. Und Europa.

02/17/2014 05:15 PM

The Swiss Virus

## Europe Gripped by Immigration Worries 99,106

By SPIEGEL Staff

**The Swiss aren't the only ones in Europe deeply concerned about immigration. Many across the Continent would also like to see limits placed on newcomers from elsewhere in the EU. Europe must remain firm, but right-wing populists stand to benefit.**

The man who sent all of Europe into a flurry of agitation is battling a persistent cough. But Christoph Blocher is in the best of moods nonetheless. He is enjoying his victory in the five-star Hotel Ermitage near Gstaad at an altitude of 1,231 meters (4,038 feet) with the snow-covered Alpine peaks of the Berner Oberland as a backdrop.

Blocher is wearing brown pants and a plaid shirt stretched over his ample belly. The sun is shining, the sky is blue, the receptionists are wearing traditional folk costumes and paintings of happy-looking cows decorate the walls. It is how he likes his country of Switzerland.

Blocher is recovering here from his strenuous campaign against "mass immigration," which he led together with his Swiss People's Party. Without Blocher, the referendum never would have come to pass -- and it certainly would not have achieved its unexpected success, which saw a razor-thin majority of 50.3 percent of voters [approving quotas for immigration](#) from European Union countries. It is a result that strikes at the core of united Europe. And once again, [Blocher showed them all](#), particularly the Swiss government in Bern and EU headquarters in Brussels.

It is his most significant triumph since 1992, when he also used a referendum to prevent Switzerland from joining the European Economic Area, a result which put a stop to the country's courtship with EU membership.

A satisfied Blocher is sitting at a wooden table in the hotel restaurant and holds forth for two hours. "Switzerland didn't resolve to prevent all foreigners from coming," he said, wagging his finger. "Those who are needed can still come. The others can't."

That the EU has reacted with such a fuss is hardly surprising, he says grinning. The result has led to desperation among the other half of Switzerland's population and sent the country's government into a state of silent despondency. Swiss business owners are concerned about countermeasures from Brussels. More than anything, though, the Swiss referendum has sent shock waves through Europe.

Few paid the vote much mind before it took place, but the referendum's result last week made it onto the front pages of newspapers across Europe. Politicians from London to Berlin, from Brussels to Rome released statements. And it quickly became clear that the Swiss once again shined the spotlight on an issue that people across the continent are concerned about.

### A Wedge in Europe

It was a similar story in 2013 when the Swiss voted to put caps on manager salaries in the country. But this time, with just three months to go before European Parliament elections in May, the stakes are even higher. Survey numbers for right-wing populist parties in several European countries [have hit record highs](#), an indication that the forces unleashed by the crisis have not dissipated. European citizens, of course, have never been particularly infatuated with EU institutions, but before they at least believed that the bloc was good for the economy and

quality of life. But with the crisis seemingly unwilling to let go, increasing numbers of people have come to believe that Europe actually threatens their prosperity.

Greeks, Italians and French blame economic policy from Brussels for their difficulties. At the same time, [Germans](#) and other Northern Europeans are afraid they will ultimately be forced to cough up for EU countries to the south. What some call "reform" and others call "austerity" is driving a wedge between Europeans. And now, the issue of free movement across the EU is being thrown into the discussion because many are concerned they could lose out on the employment market. But questioning the EU principle allowing people to choose where they wish to live and work is akin to questioning the entire European project.

Switzerland, of course, is not a member of the European Union, but it is closely bound to the bloc by a number of bilateral pacts. The fact that one of the most prosperous countries in the world is seeking to distance itself from the union shows just how great the resentment has become -- and it shows what might be in store for Brussels in the not-too-distant future. German Finance Minister Wolfgang Schäuble, European Parliament President Martin Schulz and European Commission President José Manuel Barroso were quick to emphasize that the right to free movement within the bloc was not up for debate. But they also said that they respect the voters' desires as expressed in the Swiss referendum.

One reason for the mostly cautious reactions from European politicians is that it remains unclear exactly what the concrete results of the referendum will look like; Bern must first determine how high the quotas for immigrants from the EU will be. But more importantly, European politicians are clearly wary of fueling the debate. Few, after all, can be certain that citizens in their own country wouldn't have voted the same way, given the opportunity.

Indeed, it wasn't just right-wing populist politicians -- such as Heinz-Christian Strache from the FPÖ in Austria, Geert Wilders from Holland or Marine Le Pen from [the Front National in France](#) -- who rushed to congratulate the Swiss and demand immigration quotas for their own countries. Even politicians with reputations as moderates, such as former French Prime Minister François Fillon, likewise demanded quotas. In Germany, a survey found that 48 percent would support a similar policy.

### **Delighted by the Result**

In particular, however, Brussels is concerned that the Swiss virus could infect Great Britain. Hate for the EU there is so great that a conservative politician even blamed Brussels indirectly for the recent flooding in the country. Many in Britain are delighted by the result of the Swiss referendum -- and no one is as vocal about it as Nigel Farage. "Fantastic," he yells into the telephone. Farage is head of the UKIP party, which favors Britain's withdrawal from the EU and is currently polling at 20 percent in pre-election surveys. "The result of the referendum is very encouraging," he says. "Finally, common sense is winning out."

British Prime Minister David Cameron, facing the prospect of a strong UKIP, has himself demanded that some EU treaties be renegotiated in Brussels. He would also like to see immigration quotas like those approved by the Swiss, but his demands have thus far not been met. Last week, Cameron's spokesman said that the referendum reflects a "growing concern" when it comes to freedom of movement within the EU. For Britain, Switzerland is a test to see how susceptible the EU is to coercion.

[Conservative MP Andrea Leadsom](#) can now approach the coming months with equanimity. In 2011, she co-founded the initiative Fresh Start, which demands that the UK's relationship with the EU be re-imagined. Last week, she was sitting in the atrium of the London House of Commons explaining her 30 demands: Great Britain should opt out of EU police and criminal justice measures; it should withdraw from the Charter of Fundamental Rights; each member state should be able to decide for itself who is allowed access to welfare benefits; the British parliament should be allowed the ability to block European Commission proposals it doesn't agree with.

Essentially, Leadsom wants structures that allow the UK to pick and choose the regulations it finds most advantageous.

In recent months, MPs associated with Fresh Start have been traveling through Europe promoting their "menu," as they call it. They were in Berlin, Paris, Copenhagen, Amsterdam and a half-dozen other European capitals. "It is a poker game," Leadsom says. Their joker is the fact that they have a threat in hand that would be a horror scenario for many in Europe: the withdrawal of Britain from the EU. In 2017, the country is planning to hold a referendum on whether to remain in the bloc; if they decide to go, it would likely trigger a difficult crisis in the EU.

The EU must find a response. It has to become more flexible and less bureaucratic in order to take the wind out of its opponents' sails. At the same time, it can't allow itself to be blackmailed. But the current success of the right-wing populists is increasing pressure on the EU Commission. Brussels must find a reaction to the fact that many Europeans no longer welcome the Continent's open borders -- rather, they see them as a real threat.

### **Simply Unacceptable**

In Madrid last Thursday, European Commissioner Michel Barnier was waiting for his flight back to Brussels. The Frenchman is responsible for the EU's internal market and for banking regulation. In many ways, he is a typical Eurocrat: hardly anyone knows who he is but almost all are affected by the decisions he takes. He has ambitions of becoming European Commission President once Barroso's term expires this autumn and had just had a meeting with the Spanish prime minister in an effort to gain his support.

Barnier says that he respects the Swiss referendum, but he is of course unhappy with the result. Immigration quotas for EU citizens, he says, are simply "unacceptable."

He is a convinced European. In the early 1990s, he was one of the few from his party -- the conservative Union for a Popular Movement -- to vote for the Maastricht Treaty, the agreement that paved the way for the common currency. Now, he is seeing many UMP members showing sympathy for the xenophobic slogans being bandied about by the right-wing Front National. Even French Interior Minister Arnaud Montebourg, a member of President François Hollande's Socialist Party, has criticized EU competition rules. France's relationship to the EU is at a low point.

Barnier is trying not to let it bother him. "The crisis is to blame," he says, adding that once the economy gets going again, normality will return. But no one can really say when, or even whether, the EU will once again see substantial growth. As such, Barnier is interested in calming the debate by appeasing the British: One should look into what issues could be better regulated on a national basis, he recently said.

As a parliamentarian and regional president, Barnier served the Savoyen region for more than 20 years. He says: "175,000 people there drive to work across the Swiss border each day." These engineers, researchers and doctors, he said, contribute to Switzerland's prosperity -- a situation which is beneficial to all. On the other side of the border, in the canton of Geneva, the majority agrees. Voters there rejected the referendum.

But proximity to the border does not necessarily result in a pro-European attitude. A couple hundred kilometers to the southeast, another border canton overwhelmingly supported the initiative: Tessin. Some 60,000 people from the Italian region of Lombardy work in Tessin; well before dawn, the traffic jam in Viggiù, an Italian border town of 5,000, begins. Brake lights line up for kilometers as commuters slowly make their way from the EU into Switzerland.

### **On the Trail of Resentment**

The right-wing populist party Lega Nord is powerful in Viggiù -- the same party which for decades has been demanding the creation of an independent state called "Padania" in Italy's prosperous north. It is also opposed

to immigration. "If I were Swiss, I would have voted the same way," says Sandra Cane, mayor of Viggiù. "Who are we to interfere in their affairs? I also don't like the lecturing tone adopted by the EU, this idea of 'now we are going to punish Switzerland by shutting off the electricity.'"

Such comments coming from Sandra Cane are astounding for two reasons. First, despite being the only dark-skinned mayor in all of Italy, she is a member of Lega Nord, a party notorious for its racism. Second, almost half of Viggiù's working population commutes to Switzerland. "It is true that, if the Swiss slam the door shut, we are dead. But we should learn from them and hold a similar referendum in Italy," Cane says. "Everyone is coming to us, from Lampedusa they head north. And yet, we have enough people here already with nothing to eat."

The gap in prosperity between Switzerland and Italy led Cane and other mayors in Lombardy to seriously campaign to be recognized as the 27th Swiss canton. The project failed, but the envious looks across the border have remained.

As such, it is hardly surprising that demands are increasing for the Swiss example to be followed. Roberto Maroni, head of Lega Nord and president of Lombardy, says "sovereignty lies with the people, not with Ms. Merkel or in Brussels."

Italian politicians are fond of complaining about Europe, which is much easier than owning up to their own failures. When European Commissioner for Economic and Monetary Affairs Olli Rehn was in Rome last September, he was roundly criticized. Rehn is a "Mr. Nobody who comes to Italy and acts like the senior supervisor," said one Senate vice president. Rehn acts "as though we were a colony," said the chair of the foreign relations committee. Many Italians blame Brussels for the economic troubles their country is currently facing. Just as so-called "benefit tourism" has generated hostility for the EU among northern member states, austerity has angered those in the south.

### **On the Other Side**

In Barga, a village of 291, located directly on the Swiss border with Germany in the canton of Schaffhausen, it would be difficult to claim that Europe had destroyed any lives. It is a well-off little town. Yet 79.7 percent of the voters there opted in favor of a cap on immigration from the EU, higher than anywhere else in Switzerland. Barga apparently wants the border back, even though the village is little more than a trio of gas stations on the highway -- gas stations that make their money off of Germans who fill up here because fuel is cheaper than on the other side of the border.

Erich Graf, the municipality's president, smokes a cigarette and looks out over his village. He said he thought long and hard about the referendum before he ultimately voted in favor of immigration caps. He came to the conclusion that something had to change. Graf is a heavy-set man with a friendly, ruddy face and gray hair. Prior to Switzerland joining the Schengen area and when the border still functioned as such, he worked for the border patrol.

"In referenda, our village tends to be more to the right than to the left," he says. In Barga, foreigners make up 23 percent of the population, almost exactly Switzerland's nationwide average. Three-quarters of the foreigners are Germans. It is difficult to say where the rejection comes from, Graf says, yet he tries nonetheless. "Twenty-five years ago, everyone knew everyone here." People chatted on the street, there were local clubs and events -- village life. Now it has become much more anonymous, he says. His comments are infused with a feeling of loss.

When it came to the referendum, Barga was not focused on the big picture. Just like elsewhere in Switzerland, voters here didn't reject the EU because they are doing poorly. Rather, they think that their economy is perhaps growing too rapidly and the country is changing too quickly. Because they feel their home is threatened.

## Picking Up the Pieces

Switzerland is doing better than ever before with prosperity at an all-time high, almost full employment and an economy that grew by 2 percent last year. "How can we explain to people from abroad that we have a problem?" Such is the question asked by Valentin Vogt, president of the Swiss employers' association and, to some extent, the loser of the referendum. But Vogt is trying to be a good loser. "It happens to be the case that we have this system of direct democracy, the best political system in the world, even if there are sometimes outliers where one wonders ..." He stops speaking in mid-sentence, the smile fades from his lips.

Vogt is chairman of the board at a metal engineering company which employs 1,200 people. He is also an advisor to the Swiss National Bank and acts as the voice of Swiss business. Now, he has been placed in the difficult position of explaining his curious, intractable homeland and defending it from external criticism even if he himself was bitterly disappointed by the result of the referendum. Until the very end, he thought that a majority of voters saw things as he did. He traveled throughout the country trying to convince people to back his position. "You know, it is very easy to blame foreigners for all problems," he would say. Now, he hopes that the government will find a solution that is acceptable for the EU.

But Brussels has already postponed talks with Switzerland on a cross-border electricity deal and has also put the brakes on a research and educational pact which could mean that Swiss students are denied access to the Erasmus educational exchange program. If more consequences are coming -- were the EU really to make good on its threats of a harsh response to Switzerland's renouncement of freedom of movement -- then all the applause the country is receiving from people across Europe would be of little use.

Whereas Blocher, the victor, basks in his success in the mountains, Vogt is forced to pick up the pieces down in the city.

**BY WALTER MAYR, CHRISTOPH PAULY, MATHIEU VON ROHR, CHRISTOPH SCHEUERMANN and SAMIHA SHAFY**